

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CONCEPT DE DÉCROISSANCE ÉCONOMIQUE CHEZ SERGE  
LATOUCHE : UNE RÉSISTANCE AU CAPITALISME

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

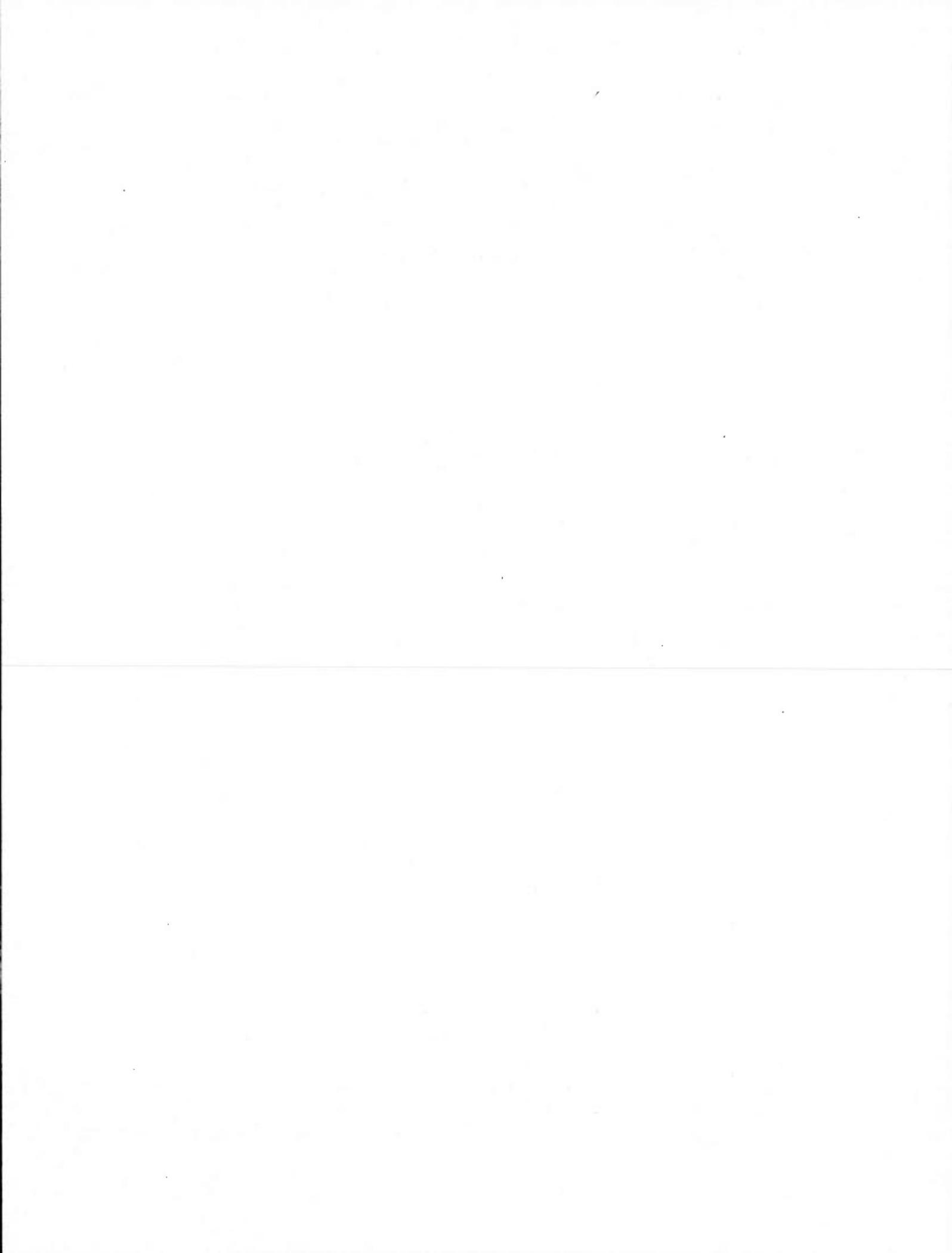
BERTRAND SCHEPPER-VALIQUETTE

MAI 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

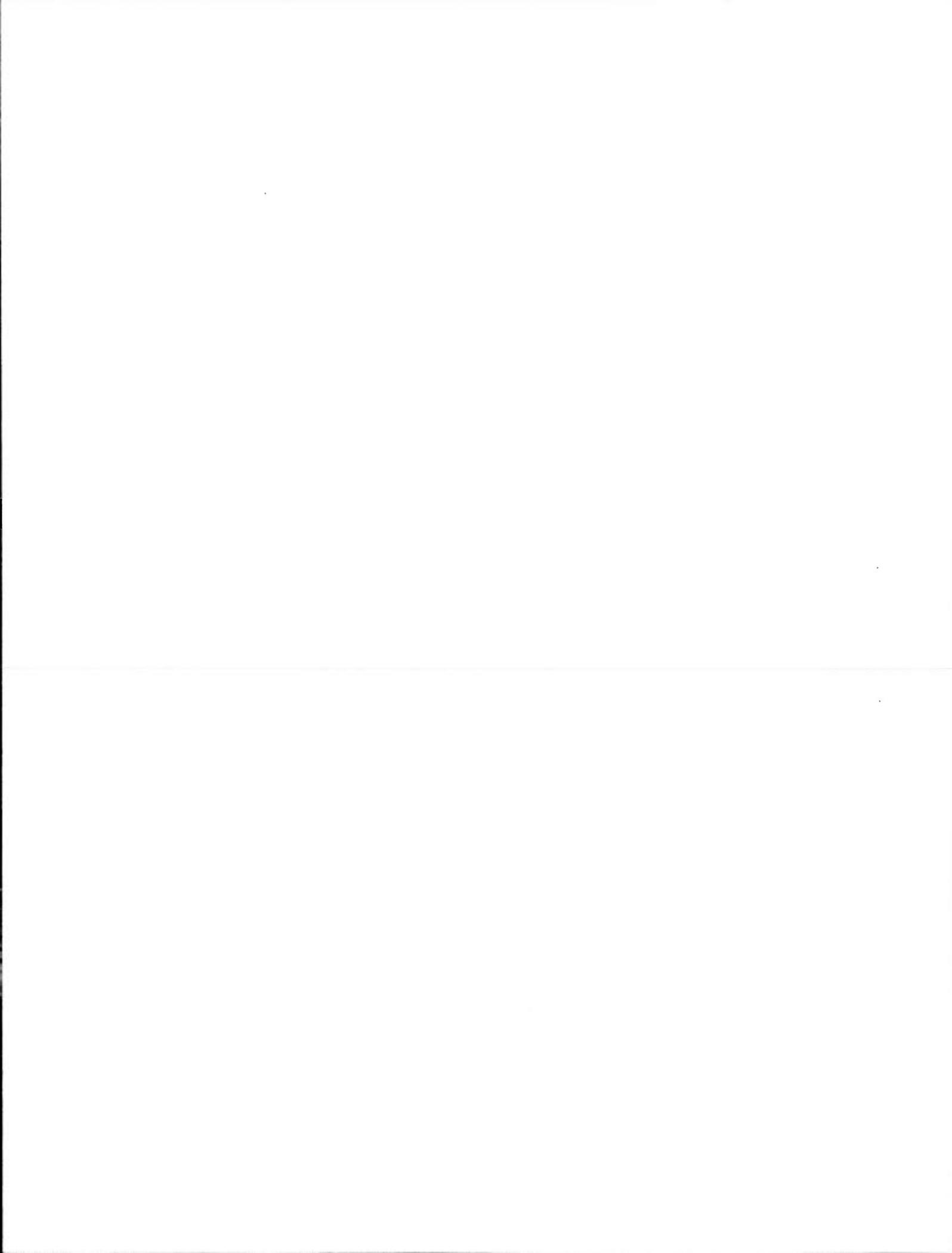


## REMERCIEMENTS

Ce mémoire de maîtrise clôt une part importante de ma vie. Je peux affirmer sans gêne que je ne suis plus l'homme qui a entrepris des études en science politique, il y a déjà plusieurs années. J'ai pu compter sur le support de plusieurs personnes qui ont eu la gentillesse de m'aider ou de m'écouter au cours de ma démarche, j'aimerais prendre quelques lignes pour les remercier.

Dans le parcours parfois labyrinthique qu'a été la rédaction de ce mémoire, je tiens à remercier certains de mes proches. Tout d'abord, Gaétane Verreault, qui depuis le début de mes travaux, est passée d'amie à copine de cœur et ensuite à mère de mes enfants. Sans elle et le bonheur qu'elle m'a apporté, ce mémoire ne serait qu'un ramassis de cynisme sans intérêt.

Je m'en voudrais de passer sous silence l'apport de plusieurs personnes dont mon vieux complice Éric Martin, les inépuisables chercheur-es de l'IRIS, la bande du Crew et Josée Schepper qui ont su apporter à ma vie les inestimables cadeaux que sont l'amour, la curiosité et l'amitié. Ce sont eux qui m'ont insufflé la confiance et la volonté de terminer ce mémoire.

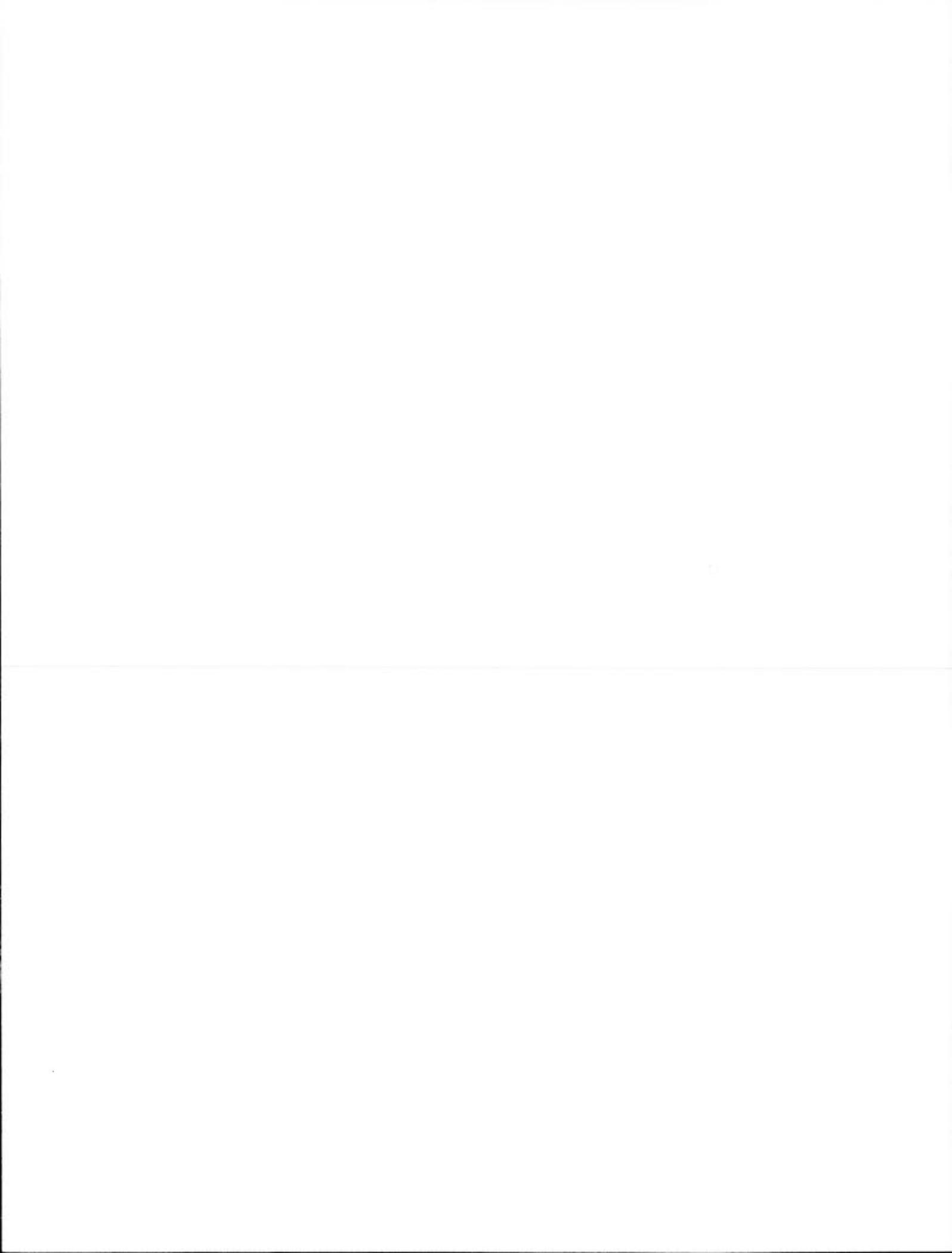


## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	iii
TABLE DES MATIÈRES .....	v
LISTE DES FIGURES.....	ix
RÉSUMÉ .....	xi
INTRODUCTION .....	13
CHAPITRE 1 .....	29
LA DÉCROISSANCE COMME LUTTE À LA CULTURE TOTALISANTE DU CAPITAL.....	29
1.1 La culture du Capitalisme.....	29
1.2 La pensée critique d’Herbert Marcuse.....	31
1.3 La Mégamachine chez Gorz.....	37
1.4 La méga-machine selon Latouche .....	45
1.5 Le développement durable un faux concept.....	49
1.6 La rareté économique chez Bookchin .....	53
1.7 La lutte contre la culture totalisante passe-t-elle par la démocratie directe ?.....	60

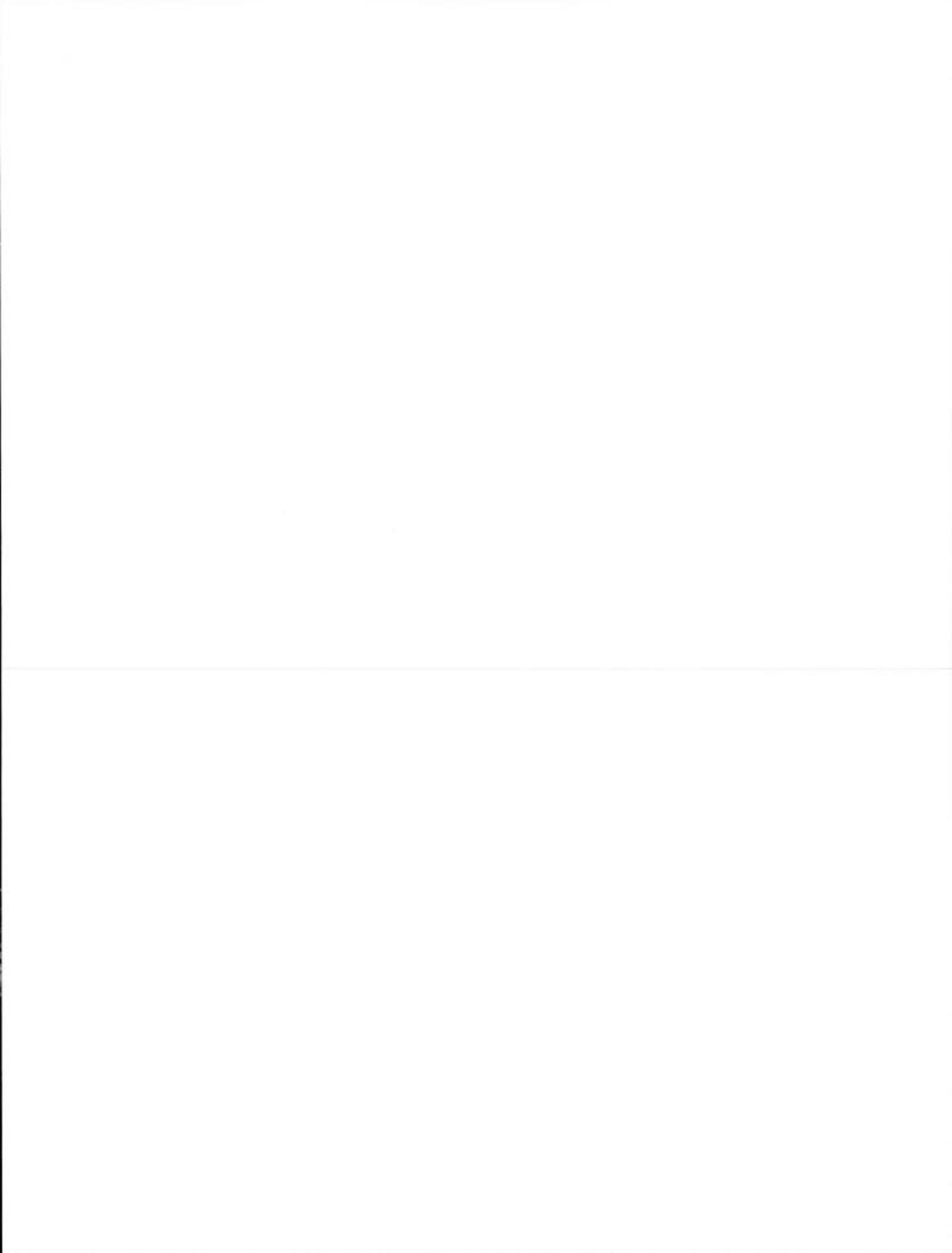
CHAPITRE 2.....	71
LE CERCLE VERTUEUX DE LA DÉCROISSANCE PEUT-IL CONDUIRE À L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE ?.....	71
2.1 Les pratiques de la décroissance chez Latouche.....	72
2.2 Le cercle des comportements vertueux.....	74
2.3 Réévaluer, Reconceptualiser.....	77
2.4 Restructurer, redistribuer.....	84
2.4.1 Le revenu minimum d'activité ( RMA ).....	87
2.5 Relocaliser.....	88
2.5.1 Le <i>Glocalisme</i> .....	89
2.5.2 La relocalisation économique dans la décroissance.....	91
2.6 Réduire, réutiliser, recycler... ..	93
2.7 Les finalités du cercle des comportements vertueux.....	94
2.8 L'utopie raisonnée chez Bookchin.....	95
2.8.1 Le municipalisme libertaire.....	99
2.8.2 Comment atteindre le municipalisme libertaire ?.....	102
2.8.3 La coopérative municipale.....	104

2.8.4 Ce que Bookchin nous apprend sur Latouche.....	105
2.9 Gorz et le travail .....	108
2.9.1 La fin du travail chez Gorz.....	111
2.9.2 Ce que Gorz nous apprend sur Latouche .....	116
2.10 L'autonomie comme finalité ? .....	117
CHAPITRE 3 .....	121
LES POINTS COMMUNS ET DIVERGENTS ENTRE LA POLITIQUE DU DON ET LA CRITIQUE DE LA VALEUR.....	121
3.1 La pensée marxienne et l'écologie .....	121
3.2 La critique de la valeur .....	124
3.3 La fétichisation de la marchandise comme aliénation totale .....	126
3.4 Les critiques de Jappe à la pensée de la décroissance .....	132
3.5 L'État comme défenseur du capitalisme .....	141
3.6 Les liens entre Jappe et Bookchin .....	144
3.7 La fin du capitalisme ?.....	146
CONCLUSION.....	154
BIBLIOGRAPHIE.....	161



## LISTE DES FIGURES

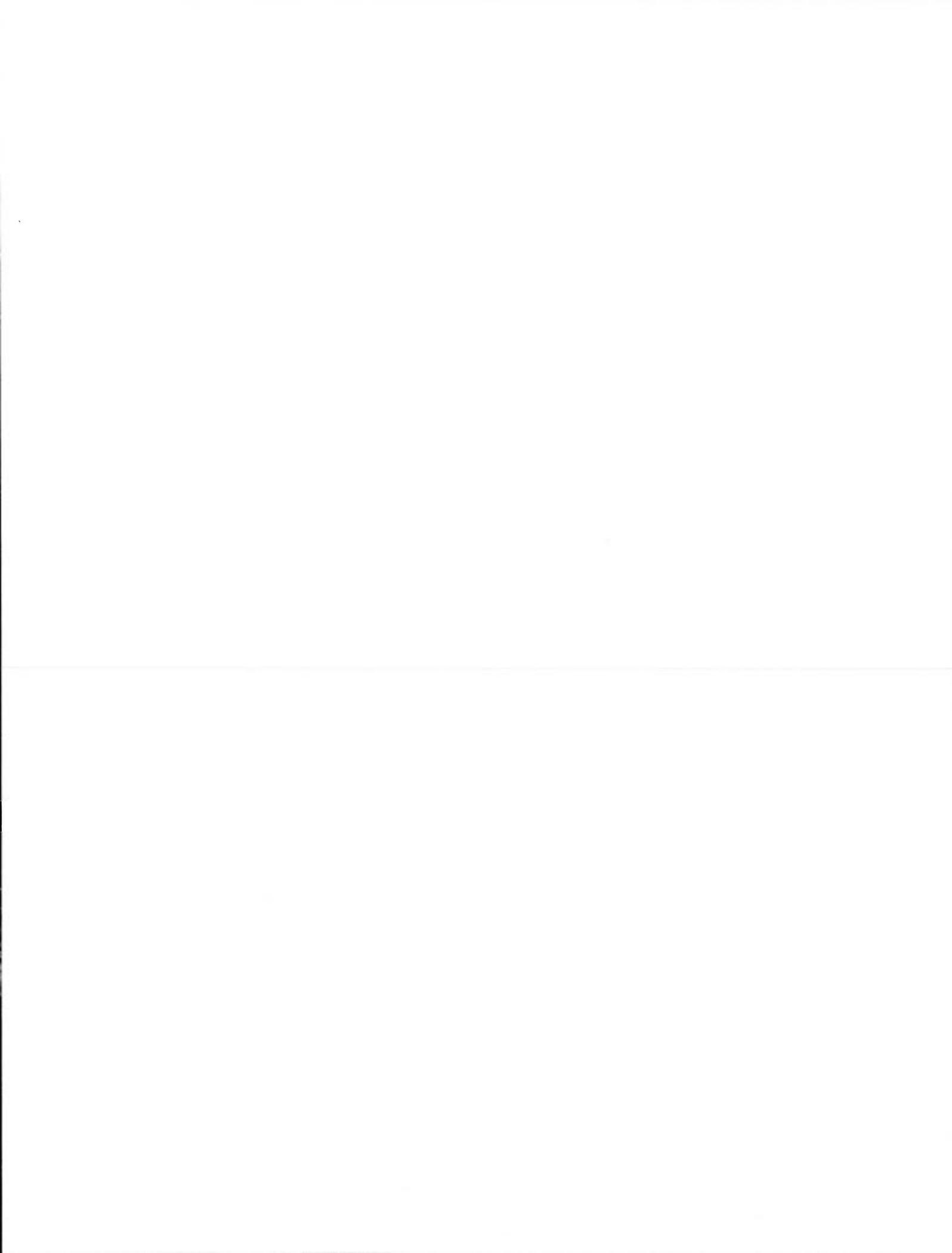
Figure		Page
1	Comparaison des trajectoires d'émissions globales actuelles (4,8 °C) et viables (1,8 °C) en gigatonnes basée selon les données de 2000 à 2010. ....	17
2	Émission annuelle de CO2 par habitant en 2010 .....	19
3	Le cercle des comportements vertueux de Serge Latouche .....	75



## RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est de résumer le projet de décroissance sereine telle que proposée par Serge Latouche. Nous nous attarderons plus précisément sur les notions de lutte à la culture totalisante de la croissance et sur le moyen de transitions entre la société de croissance et celle de décroissance sereine. Pour ce faire, nous mettons en parallèle les textes de Serge Latouche, André Gorz, Murray Bookchin et Anselm Jappe pour placer un dialogue qui explique comment le projet de décroissance est en rupture avec le capitalisme dans sa critique. Il établira cependant que la décroissance telle que proposée actuellement par Serge Latouche ne permet pas une sortie du système économique capitaliste, le projet se place donc actuellement comme un projet de résistance au capitalisme.

Mots clé : Latouche, Critique de la valeur, Décroissance sereine, Économie alternative, Anti-capitalisme .



## INTRODUCTION

Pour les penseurs économiques modernes capitalistes, qu'ils soient classiques, keynésiens, monétaristes ou autres, la croissance est considérée comme le moteur de l'économie. Cela pose le développement économique comme étant le principal but à atteindre pour toute collectivité. Dans l'idéologie capitaliste, la croissance économique et l'accumulation de profits deviennent les seuls objectifs des gestionnaires d'entreprises et des divers gouvernements. Cette philosophie mène inévitablement à repousser les limites de ce que l'on peut considérer comme « marchandisable » et permet de transformer en biens de consommation foule d'objets et de services jusqu'alors gratuits ou publics. Cette vaste opération de marchandisation se produit à tous les niveaux, que ce soit la transformation des institutions universitaires en instruments de développement pour l'« économie du savoir », ou le pillage des ressources naturelles au profit de multinationales. Au nom de la croissance, l'économie capitaliste transforme en marchandises l'ensemble des activités humaines et naturelles, sans égard aux impacts sociaux et environnementaux.

Considérons d'abord l'étymologie du terme même d'« économie ». Pour Aristote, l'Économie (*oikos*) consiste en une bonne gestion de la maison ou de la communauté prise dans un sens large. L'Économie est donc la manière d'assurer une « vie bonne » pour les membres de la maison. Ainsi, l'*oikos* se distingue de la volonté de

s'enrichir par le biais d'un marché. Cette volonté d'enrichissement contre nature, Aristote la nomme « chrématistique »<sup>1</sup>. Cette deuxième acception a pris le pas sur la première avec la modernité. Dans les pages qui suivent, nous utiliserons plutôt le terme d'« économie » au sens moderne du terme, soit l'ensemble des activités d'une collectivité qui sont orientées vers la production-consommation en vue de l'accumulation d'argent. Cependant, malgré cet emploi moderne du terme, il faut garder en tête la définition aristotélicienne puisque c'est celle vers laquelle les décroissants tendent à revenir.

#### Une planète à bout de souffle

Selon le rapport Planète vivante 2012 : Biodiversité, biocapacité et développement de la World Wildlife Federation (WWF), l'empreinte écologique<sup>2</sup> de l'activité

---

<sup>1</sup> Voir : Jean-François Mattéi, *Les politiques d'Aristote*. (Paris, Flammarion, 2008).

<sup>2</sup> L'Empreinte écologique est un indicateur qui évalue la surface de terre et le volume d'eau biologiquement actifs requis pour produire les ressources renouvelables que la population utilise, et qui inclut l'espace nécessaire pour les infrastructures et la végétation qui absorbe le dioxyde de carbone rejeté (CO<sub>2</sub>). Ce terme a été principalement développé par William Rees et Mathis Wackernagel, respectivement professeur de planification urbaine de l'Université de Colombie-Britannique et docteur en planification communautaire et régionale, dans leur livre : Mathis Wackernagel et William E. Rees. *Our ecological footprint: reducing human impact on the earth*. (Philadelphia, PA: New Society Publishers, 1996). Il est ainsi possible d'observer les coûts écologiques de la croissance économique sur la planète. Cet indicateur révèle une tendance constante, en l'occurrence une augmentation persistante. Voir : WWF (World Wildlife Fund). «Rapport Planète Vivante 2012 : Biodiversité, biocapacité et développement.» 2012, p. 8.

humaine excède dorénavant de 50 % la capacité de renouvellement de la planète<sup>3</sup>. Il faut donc 1,5 année pour générer les ressources naturelles utilisées par l'Homme en 1 année. Selon ce même rapport, si l'humanité ne transforme pas ses modes de vie de manière radicale, l'activité humaine annuelle nécessitera l'équivalent de 2 planètes en 2030 et de 2,8 planètes d'ici 2050<sup>4</sup>. Pour calculer l'empreinte écologique, on compare la consommation de l'être humain à la capacité de régénération de la planète. Il s'agit en fait de déterminer la surface terrestre nécessaire à l'absorption du CO<sub>2</sub> et à la production de ressources renouvelables liées à la présence humaine. Ainsi, ce système de comptabilité environnementale permet de savoir si nous sommes dans une situation de « dépassement écologique » ou non. L'unité de base de ce calcul est le Hag (pour « hectare global ») et représente le nombre d'hectares nécessaires à la régénération de la planète pour soutenir l'activité humaine. Actuellement, l'empreinte écologique par personne s'élève à 2,7 hag<sup>5</sup>, alors que la Terre ne peut en supporter que 1,8. La planète, pour compenser cet écart entre la capacité planétaire en temps réel et l'activité humaine, doit puiser dans ses réserves passées. Par le fait même, tout dépassement des capacités planétaires crée une pression supplémentaire sur les générations futures, qui devront réorganiser leur vie en fonction des limites planétaires tout en compensant pour la « surconsommation » des ressources globales observée depuis 1971.

---

<sup>3</sup> *Idem*

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 86

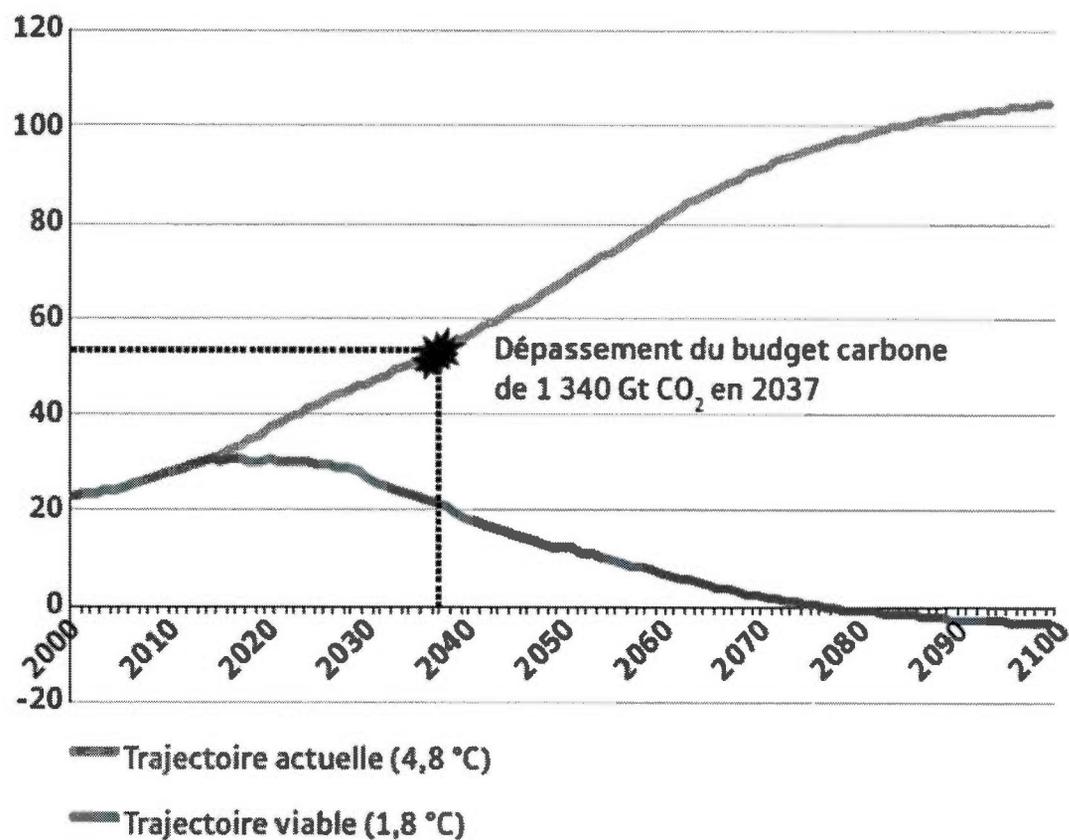
<sup>5</sup> Hag : Hectare global, un hectare avec une capacité de production de ressources et d'absorption de déchets correspondant à la moyenne mondiale.

Le 5<sup>e</sup> rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mandaté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) confirme que l'humain a un rôle à jouer dans l'augmentation des gaz à effet de serre<sup>6</sup>. De plus il démontre que selon toute vraisemblance la planète connaîtra un réchauffement climatique de près de 4 degrés Celsius si rien n'est fait pour l'empêcher. Or, un réchauffement climatique de plus de 2 degrés Celsius entraînerait, selon les 2 500 scientifiques du GIEC, une augmentation majeure des risques d'événement climatique extrême tel que les ouragans, la désertification et les raz de marée.

Le graphique en figure 1 projette la conséquence en termes d'émission de gaz à effet de serre d'une poursuite du mode de vie actuelle qui résulterait en une hausse de 4,8°C et celle qui est souhaitable d'abordée qui résulte en une hausse de 1,8°C. L'on remarquera que selon la tendance actuelle le dépassement du seuil critique de 2°C devrait être atteint autour de 2038. Une fois ce seuil franchi, selon le membre du GIEC, il est impossible de prévoir l'ensemble des événements météorologiques

---

<sup>6</sup> GIEC, 2013, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. «Résumé à l'intention des décideurs.» Dans *Changements climatiques 2013 : les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au Cinquième rapport d'évaluation*, 2013 p.25, disponible en ligne : [www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5\\_SPM\\_brochure\\_fr.pdf](http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_SPM_brochure_fr.pdf)



**Figure 1** Comparaison des trajectoires d'émissions globales actuelles (4,8 °C) et viables (1,8 °C) en gigatonnes basée selon les données de 2000 à 2010<sup>7</sup>.

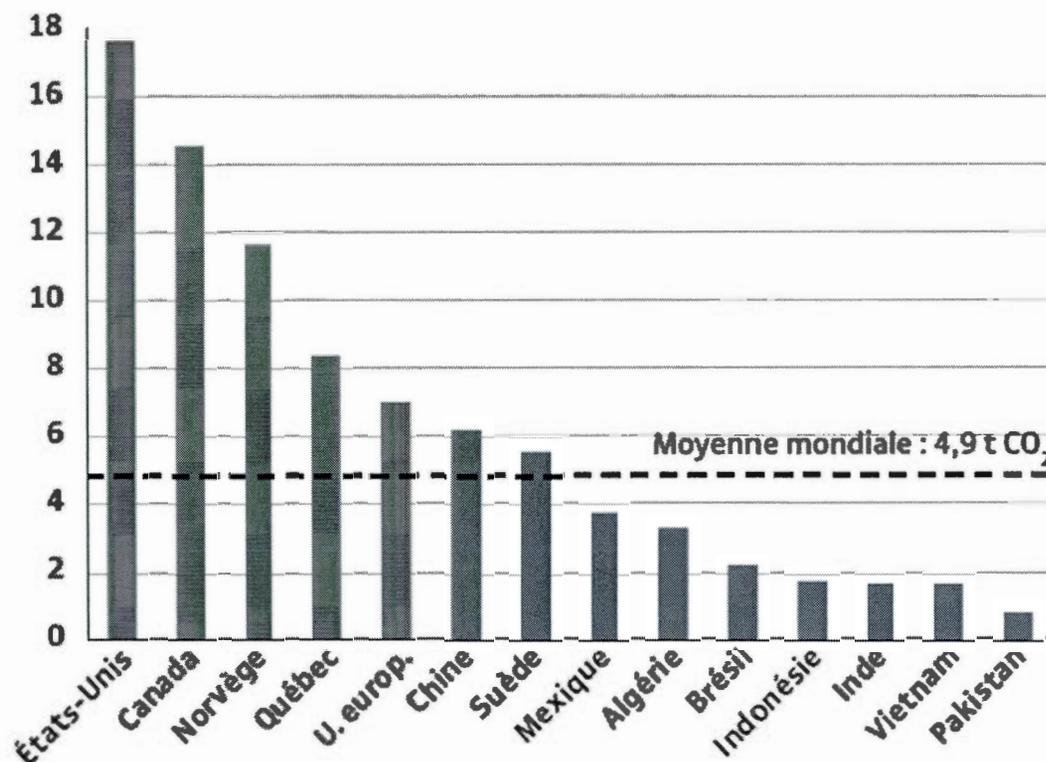
Cette situation insoutenable à long terme risque non seulement de créer de graves catastrophes naturelles, mais aussi de générer des inégalités majeures entre les différents peuples. L'humanité se retrouve donc devant un dilemme que l'on pourrait définir en ces termes : comment survivre dans un système économique qui recherche une croissance infinie dans un monde aux ressources et aux capacités limitées ?

<sup>7</sup> *Idem.*

Compte tenu des statistiques scientifiques alarmantes quant à l'augmentation de l'empreinte écologique de l'humanité et de la capacité de la Terre à se régénérer, nous sommes en droit de nous demander pourquoi les sociétés ne tentent pas de modérer leur consommation et leurs productions ? Pourquoi, en regard des inquiétudes grandissantes sur les changements climatiques du GIEC, George Bush père a-t-il lancé, au Sommet de la Terre de 1992, cette phrase devenue célèbre : « The American way of life is not negotiable<sup>8</sup> » ? Pour le président américain, il était impossible de remettre en question le mode de vie consumériste basé sur le développement économique et sur l'augmentation perpétuelle de l'empreinte écologique et de la pollution atmosphérique et aquatique. Bien que cette maxime date maintenant de plus de 20 ans, elle reste bien représentative de la réalité d'aujourd'hui comme le montre le graphique en figure 2 qui représente les émissions annuelles de GES par habitants selon les pays.

---

<sup>8</sup> Que l'on peut retrouver traduite dans le texte : Discours du Professeur Stephen Schneider, Université catholique de Louvain, [En ligne], [www.uclouvain.be/46582.html](http://www.uclouvain.be/46582.html)



**Figure 2** Émission annuelle de CO<sub>2</sub> par habitant en 2010<sup>9</sup>

Pour les auteurs critiques du capitalisme, cette intervention de Bush père n'est guère surprenante, puisque, comme le soulignent plusieurs auteurs anticapitalistes, par exemple Murray Bookchin, l'État est un appareil institutionnel subordonné à la logique capitaliste. Il ne tentera donc pas de transformer le capitalisme, à moins d'y

<sup>9</sup> Source des données : Banque mondiale, Émissions de CO<sub>2</sub> (tonnes métriques par habitant) ; Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP), Inventaire des émissions de gaz à effet de serre, 2010 ; Statistique Canada, CANSIM, Tableau 051-0005. Calcul de l'auteur. Graphique tiré de Renaud Gignac et Bertrand Schepper. *Le budget carbone du Québec*. Montréal: Institut de recherche et d'informations socio-économiques, Décembre 2013, 7 p.

être contraint. Pour ces auteurs, c'est à travers la transformation des comportements individuels que l'économie pourra véritablement changer. La société devra donc s'arracher à la culture aliénante du capitalisme. Le terme culture aliénante<sup>10</sup> est ici mobilisé pour définir le mode de vie aliénant qui tend à ramener les comportements humains à des comportements marchands dans le capitalisme.

Pour les décroissants ou objecteurs de croissance, la question des limites à la croissance est primordiale et doit mener à une transformation culturelle du modèle économique capitaliste. Ce mouvement né dans les années 1970 est représenté et vulgarisé entre autres par Serge Latouche, professeur émérite de l'Université de Paris Sud et contributeur à la revue du Mouvement antiutilitariste en sciences sociales (MAUSS). Il trouve un écho grandissant un peu partout dans le monde, dont au Québec à travers le mouvement des objecteurs de croissance animé par Serge Mongeau<sup>11</sup>. Le concept de décroissance conviviale<sup>12</sup> trouve ses origines dans différentes écoles de pensée<sup>13</sup>, chrétienne, marxiste ou anarchiste, et il questionne l'exigence de croissance infinie propre à l'économie moderne.

---

<sup>10</sup> Ou culture totalisante.

<sup>11</sup> Voir entre autres : Serge Mongeau (dir. publ.). *Objecteurs de croissance Pour sortir de l'impasse : la décroissance*. (Montréal: Écosociété, 2007) ou Serge Mongeau. *La simplicité volontaire, plus que jamais...* (Montréal : Écosociété, 1998).

<sup>12</sup> Aussi nommée décroissance sereine.

<sup>13</sup> Pour une petite histoire critique des débuts de la pensée de la décroissance dans les universités, voir : Jean Marie Harribey. « Les théories de la décroissance : enjeux et limites », *Cahiers Français*, no 337 (2007) : 20-26.

Ses partisans ont une double tâche : amorcer une critique de l'économie moderne tout en proposant une voie de sortie à la culture de la croissance. Pour Latouche, auteur de divers livres sur la décroissance, il est clair que le capitalisme ne peut se reproduire sans développement et sans croissance. Ce système réussira toujours à transformer les « non-marchandises » en marchandises. Ainsi, pour le capitalisme, hors du développement perpétuel (fût-il durable), point de salut. Dans les sociétés capitalistes avancées, l'économie n'est plus une sphère régulée par un idéal de la « vie bonne », mais a remplacé l'idée même de « vie bonne ». Donc, l'objectif des partisans de la décroissance conviviale est de procéder à une réintégration de l'économie dans la société, en tant que sphère qui, au même titre que la culture ou l'éducation, serait orientée vers l'atteinte d'une vie meilleure. C'est par la sortie du rapport marchand et l'atteinte d'une réelle éthique des échanges que l'économie retrouvera un statut de gestion de la communauté, bref, d'oikonomia au sens d'Aristote.

Pour Latouche le premier objectif à atteindre est la « décolonisation » de l'imaginaire capitaliste pour sortir l'humanité des rapports strictement marchands et de la culture de la production. Cependant, il ne prend pas de position claire sur la compatibilité entre son projet de décroissance sereine et le présent système économique. Son projet de décroissance prête donc le flanc aux critiques marxistes et anarchistes et soulève la question suivante : la décroissance est-elle une alternative au capitalisme ?

Le présent mémoire est une analyse de la culture totalisante du capitalisme telle qu'interprétée par Serge Latouche et du projet alternatif proposé, soit le modèle de la décroissance. Notre démarche s'inscrit dans le champ de l'analyse et de la pensée politiques, plus spécifiquement en économie politique. Cette recherche nous permettra de bien saisir les motifs qui poussent Latouche à proposer la fin du développement économique pour le remplacer par un système de décroissance conviviale. Ensuite, nous situerons la vision de Latouche en regard des travaux

d'autres penseurs écologistes critiques du capitalisme, tels André Gorz, Murray Bookchin et Anselm Jappe. Cet exercice nous permettra de vérifier si, de leur point de vue, la décroissance est une alternative viable au capitalisme.

D'emblée, soulignons que les textes de Latouche ne sont pas les seuls aujourd'hui à proposer une réflexion sur la décroissance. Nous avons choisi Latouche parce qu'il est, de notre point de vue, le principal vulgarisateur de la pensée de la décroissance dans la francophonie. Il nous semble donc que le débat qu'il anime s'avère représentatif des enjeux les plus importants entourant la décroissance. Nous avons concentré nos recherches sur la pensée de la décroissance comme telle. Si d'autres penseurs comme Jean-Marie Harribey<sup>14</sup> d'Attac France ont bel et bien réfléchi à une modération de la croissance, ils et elles ne se placent pas en rupture complète avec l'idée de croissance économique. C'est pourquoi ils ne sont pas considérés ici de plein droit comme des penseurs de la décroissance. Si dans les prochaines pages nous utilisons occasionnellement des textes de décroissants, ce sera essentiellement pour compléter la pensée de Serge Latouche.

Pour les objecteurs de croissance, l'économie est devenue le principal cadre de référence de la société. La culture capitaliste a créé l'*homo æconomicus* et transformé sa vie en une suite de décisions coûts-bénéfices. Il se trouve aliéné dans un monde de consommation et de croissance qui détruit son environnement et l'ensemble de ses liens sociaux. La politique de décroissance sereine de Latouche

---

<sup>14</sup> Voir : Jean-Marie Harribey. « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues décroissance ou neuvième symphonie ? ». *Cahiers marxistes*, no 238 (2008) : 175-195.

propose un système basé sur l'échange, une politique que Latouche considère comme révolutionnaire, car elle implique une transformation sur le fond des institutions capitalistes à travers des réformes. Ainsi pour voir si la décroissance selon Latouche est effectivement une alternative au capitalisme, nous devons répondre à trois questions.

D'abord, est-ce que le projet de décroissance latouchien partage la critique anarchiste et marxiste de la culture globalisante du marché que prônent les tenants du système capitaliste ?

À notre avis ces deux critiques sont valables puisqu'elles ont toutes deux questionné les tenants et aboutissants du capitalisme et réfléchi sur les effets de l'économie sur le lien social. Bien qu'elles soient parfois en opposition, ces deux philosophies ont plusieurs ressemblances, comme nous le verrons plus loin, notamment sur la critique du pouvoir en place et sur la lutte aux inégalités.

Ensuite, nous étudierons les pratiques proposées par Latouche afin de voir si elles sont en contradiction avec cette culture globalisante et permettent une réelle émancipation permettant la réappropriation de l'économie par le peuple ? Plus spécifiquement, nous étudierons les problématiques entourant le temps de travail, la relocalisation de l'économie et le revenu minimum d'activité qui sont nécessaires aux pratiques proposées par Latouche.

Dans un troisième temps, nous questionnerons la capacité du projet latouchien de répondre aux critiques formulées à l'égard des partisans de la critique de la valeur. Il s'agit de voir si, comme le prétend Jappe, le projet tombe dans le piège du renforcement du Capital. Les réponses à ces questions nous permettront de voir si

l'on peut penser la décroissance sereine comme une alternative au système capitaliste ou si le projet se limite à un geste de résistance face à la culture capitaliste.

### Pistes de recherche

Ce mémoire sera centré sur le dialogue entre trois écoles de pensée. Tout d'abord Latouche, marxiste réformé qui propose un moyen pratique de transformer le système économique. Il garde ainsi une critique marxiste du capitalisme tout en renonçant à l'héritage des pratiques de cette école. Son souhait de « décoloniser » l'imaginaire passe par une transformation de la culture de consommation permettant de réenchâsser socialement la sphère économique. La volonté de Latouche est de refonder une communauté basée sur une revalorisation de la société non économique. En ce sens, nous pensons pouvoir l'inscrire dans une branche de la pensée maussienne appelée la politique du Don, représentée, entre autres, par André Gorz. Nous intégrerons la critique anarchiste écologique présentée par Bookchin. Cette critique ajoutera à l'analyse des institutions en place. Son utilisation permettra entre autres de commenter les pratiques proposées par Latouche. Finalement, nous nous demanderons, à la lumière de la critique jappienne de la valeur, si la politique du Don permet une réelle sortie du capitalisme.

Il s'agit donc d'établir un dialogue virtuel entre tous ces auteurs pour éclairer la portée du projet de décroissance latouchien. L'une des grandes questions qui opposent marxistes et anarchistes au système capitaliste est celle de la domination idéologique. Cela suggère un point de rencontre évident entre nos auteurs de référence : Comment sortir de la culture totalisante du capitalisme ? À la lecture de

Gorz, Bookchin et Jappe, nous entendons vérifier si la démocratisation économique proposée dans le projet latouchien peut s'opérer dans le système capitaliste. Bref, nous tenterons de vérifier si le projet de décroissance tel que présenté par Latouche constitue réellement un projet anticapitaliste.

Pour ce faire nous comptons opposer les théories et pratiques présentées par Latouche au cadre théorique de la critique radicale de la valeur. Nous utiliserons comme cadre théorique les approches néomarxistes critiques de la valeur, telles que représentées par Moishe Postone et Robert Kurz, et le ferons principalement par l'entremise d'Anselm Jappe, qui en fait une bonne recension tout en instaurant un dialogue avec les partisans de la politique du Don.

Le premier chapitre sera donc une recension des visions critiques de l'économie capitaliste à travers notamment sa culture totalisante. C'est essentiellement dans ce chapitre que nous trouverons des points communs entre Gorz, Bookchin et Latouche. À travers ce dialogue, nous pourrions préciser les craintes de Gorz à penser la réalisation de la décroissance au sein d'une société capitaliste. Nous montrerons comment pour cet auteur une décroissance de ce type conduirait à une forme d'écofascisme institutionnalisé. Nous démontrerons que pour tous ces analystes, la recherche de l'autonomie constitue la pierre angulaire d'une sortie de la culture totalisante du capital.

Dans un second temps, nous étudierons les moyens d'atteindre l'autonomie individuelle et collective pour Latouche. Ces moyens seront comparés à ceux présentés par Bookchin, notamment le municipalisme libertaire. Nous ajouterons à cette comparaison une étude du revenu minimum garanti tel que défendu par Gorz. Cette analyse nous permettra de vérifier si les pratiques de la décroissance proposées

par Latouche peuvent être considérées comme anticapitalistes et nous permettra de recenser les similitudes entre Latouche et l'école de la politique du Don.

Le second chapitre présentera les pratiques proposées par Latouche pour introduire une décroissance sereine dans la société capitaliste. Ces pratiques nous permettront de voir comment Latouche conçoit une sortie graduelle du capitalisme à travers une recherche de l'autonomie individuelle municipale ainsi que l'instauration du revenu minimum d'activité (RMA) C'est dans ce chapitre que nous pourrons vérifier si ce projet est avant tout réformiste ou révolutionnaire. C'est-à-dire s'il consiste à introduire des réformes et de petits changements dans un cadre institutionnel afin de changer la pensée économique ou si au contraire le projet de décroissance sereine propose un changement brusque de la structure économique et sociale vers une sortie de la pensée capitaliste. De plus, il permettra de démontrer comment l'optique latouchienne réussit à rejoindre une population hors des universités et si elle peut mener effectivement à une décolonisation de l'imaginaire. Ce chapitre portera essentiellement sur la proposition de transition vers une société de décroissance sereine de Latouche à travers neuf comportements vertueux. Nous pourrons ensuite commenter ces pratiques grâce à l'apport de différents auteurs.

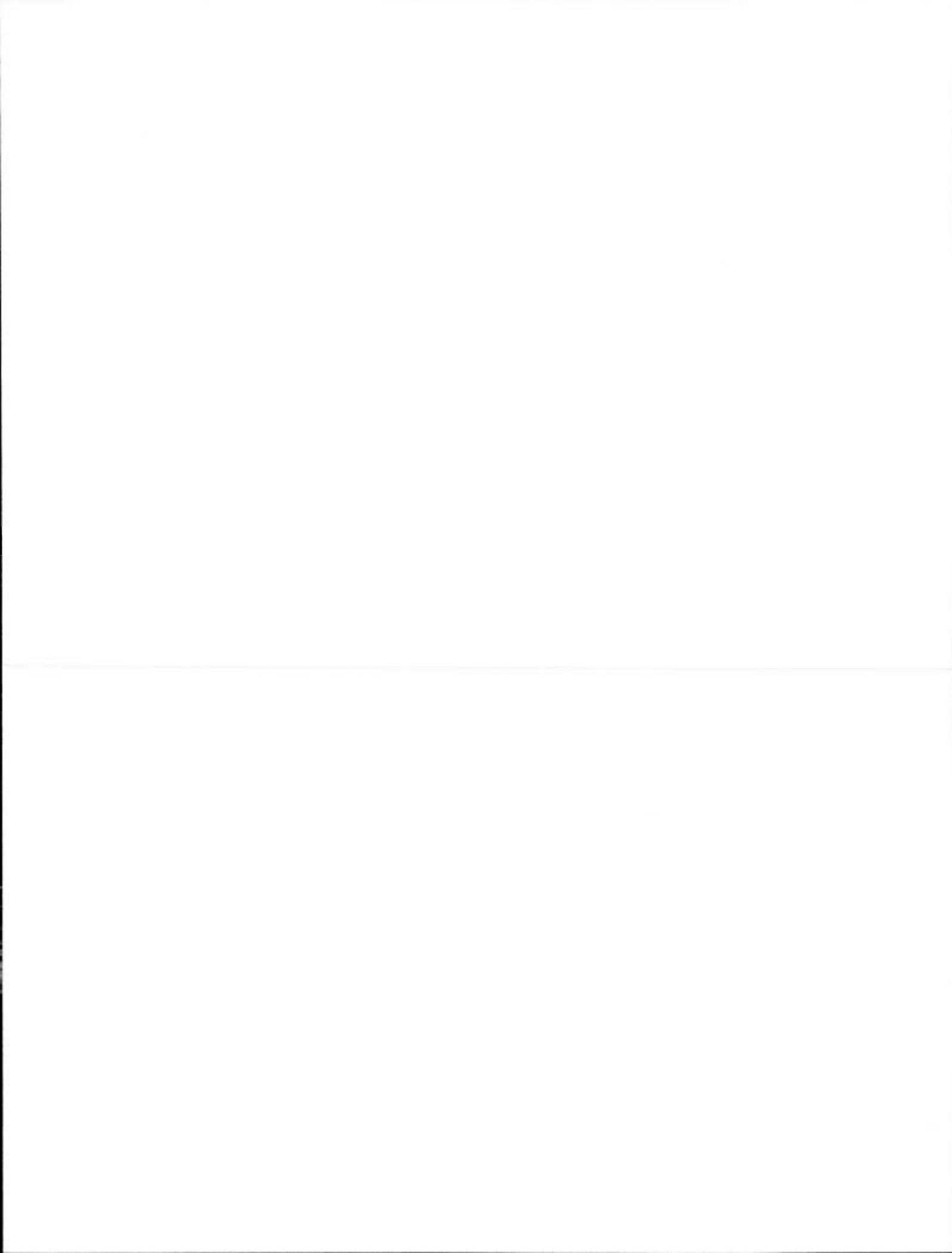
Dans le troisième chapitre, l'utilisation d'un auteur comme Anselm Jappe nous amènera à questionner le projet de décroissance dans son essence. C'est-à-dire nous demander si la volonté de réenchâsser l'économie dans le politique est envisageable d'un point de vue de la critique de la valeur : peut-on réellement revenir au projet aristotélicien dans le contexte économique contemporain ? Nous allons interroger le projet de décroissance de Latouche pour vérifier s'il est viable, ou s'il ne prête pas le flanc à la « critique radicale de la valeur » en proposant un projet qui intègre la

politique du Don. Nous pourrions alors mieux déterminer si, effectivement, le projet de décroissance chez Latouche se présente comme une alternative au capitalisme ou si au contraire il tend à le renforcer.

Ce que nous ferons est donc de comparer notre objet de recherche, soit le projet de décroissance selon Latouche, aux théories de Gorz et Bookchin. Cet exercice nous permettra de démontrer que le projet Latouchien et qui se place en opposition au capitalisme proche de la politique du Don qui valorise une reconquête de la pensée économique pour la resituer en lien avec la pensée aristotélicienne. Par la suite, nous verrons grâce à la critique de la valeur si cette approche est suffisante pour sortir de la logique du Capital.

Cette recherche nous permettra de repenser la théorie et la pratique tant de la décroissance que des mouvements qui en découlent, par exemple : la simplicité volontaire. Ce mémoire vise à contribuer à repenser la pensée économique dans un cadre où la réflexion écologiste prend de l'ampleur un peu partout dans le monde. Nous analyserons la pensée de Latouche afin de réfléchir à la possibilité d'imaginer une transformation réformiste de l'économie.

À travers les dialogues établis entre les auteurs, nous tâcherons de répondre aux questions suivantes : Le projet de décroissance sereine proposé par Latouche est-il un projet anticapitaliste ? Si oui, pourquoi ? Si non, doit-il et peut-il le devenir ?



## CHAPITRE 1

### LA DÉCROISSANCE COMME LUTTE À LA CULTURE TOTALISANTE DU CAPITAL

#### 1.1 La culture du Capitalisme

La conception qui sous-tend le projet de la décroissance s'articule en deux temps. Tout d'abord, elle instaure une critique du capitalisme. Celle-ci permettra, dans un second temps, d'élaborer les pratiques permettant de « sortir de l'économie ». Une étude de la décroissance implique donc la remise en question de l'économie capitaliste sur une base à la fois écologiste et radicale. Issus essentiellement des mouvements marxistes et anarchistes et des anti-utilitaristes inspirés de Polanyi, les décroissants ont étudié l'aspect totalisant de la culture économique capitaliste et ont intégré cette réflexion aux critiques écologiques contemporaines. Ils et elles participent donc au courant de pensée de l'écologie politique. Cette pensée considère que l'on « ...ne peut en rester à dénoncer les impasses de la surconsommation ; elle [l'écologie politique] doit remonter aux causes, au système de production lui-même<sup>15</sup> ». En ce sens, l'écologie politique s'applique à critiquer le système capitaliste et non seulement ses excès les plus flamboyants.

---

<sup>15</sup> Jean Zin. « André Gorz, Pionnier de l'écologie politique », dans *André Gorz un penseur pour le XXI siècle*, sous la direction de Christophe Fourel. (Paris : Édition La Découverte, 2009) p. 66.

Dans ce premier chapitre, nous étudierons particulièrement le capitalisme tel que présenté à travers les écrits des pionniers de l'écologie politique d'Herbert Marcuse, Ivan Illich, André Gorz et Murray Bookchin. Nous pourrions ainsi repérer l'influence de ces penseurs sur le mouvement de la décroissance tel que théorisé par Serge Latouche. De plus, ce dialogue nous permettra d'expliquer les réticences de Gorz à penser la réalisation de la décroissance au sein d'une société capitaliste. Nous montrerons comment, pour ces auteurs, une décroissance de ce type conduirait à une forme de fascisme basé sur les priorités environnementales.

Le projet de décroissance de Latouche, tout comme le projet d'écologie radicale de Bookchin et celui d'écosocialisme promulgué par Gorz, se fonde sur la nécessité de transformer la consommation de manière éco-responsable. Ce qui implique une modification de la production axée sur les besoins, qui sont souvent des envies créées par la culture et la société, pour l'amener vers un mode de production axé sur la nécessité, c'est-à-dire ce qui est nécessaire à une « bonne vie ».

Il ne s'agit donc pas uniquement de produire écologiquement, mais bien de diminuer la production pour répondre correctement aux nécessités planétaires. Bref, produire moins, mais mieux de façon à réduire notre empreinte écologique. Or, cette proposition est totalement contraire à l'impératif de croissance du système capitaliste. Comme la valeur marchande, c'est-à-dire la valeur de vente d'un produit, a supplanté la valeur de production du dit produit, les prix de vente ne sont pas basés sur la valeur de production, mais sur un montant virtuel instauré sur la base de la rareté. De ce fait, les gestionnaires ont tout intérêt à mettre en marché le plus de produits possible afin d'améliorer leurs rendements. C'est pourquoi l'ensemble des sphères de la vie est graduellement transformé en nouveaux produits de vente.

À l'heure où les ressources naturelles se font de plus en plus rares et que 8,4% de la population mondiale détient 83,3 % de la richesse mondiale<sup>16</sup>, nous pourrions nous attendre à ce que la majorité de la population se rebelle face à ce type de philosophie, puisqu'elle en est la principale victime. Or, il n'en est rien<sup>17</sup>. Pourquoi ?

## 1.2 La pensée critique d'Herbert Marcuse

Pour expliquer le peu de combattivité des masses face au capitalisme, Latouche et Gorz se tournent vers la pensée d'Herbert Marcuse, dont l'ouvrage *l'Homme unidimensionnel*<sup>18</sup> fait référence en la matière. Herbert Marcuse, né en 1898 à Berlin et membre de l'école de Francfort, étudie le 20e siècle en se questionnant sur les utopies et les rapports à la domination qu'entretient l'être humain dans le capitalisme. Ses écrits portent principalement sur les inégalités manifestes du système capitaliste et sur les raisons qui les justifient.

Résolument marxiste, Marcuse sera hanté par une question tout au long de sa vie. Considérant que les conditions nécessaires aux changements radicaux qu'espéraient

---

<sup>16</sup> Observatoire des inégalités, *La répartition du patrimoine*, 7 juin 2013 [En ligne] [www.inegalites.fr/spip.php?article1393](http://www.inegalites.fr/spip.php?article1393), page consultée le 1<sup>er</sup> mai 2014.

<sup>17</sup> Il existe des mouvements de contestation tels que *Occupy Wall Street* un peu partout en Amérique, cependant ces mouvements n'ont pas pour le moment de revendications précises. Si l'on peut certainement les considérer comme un refus des abus du capitalisme financier, rien ne porte à croire, pour le moment, que les contestataires recherchent une transformation ou une sortie du capitalisme.

<sup>18</sup> Herbert Marcuse. *L'homme unidimensionnel*. (Paris, De Minuit, 1968).

les marxistes orthodoxes<sup>19</sup> sont atteintes, Marcuse se demande pourquoi les populations continuent de travailler et de se soumettre au grand dictat du travail. Comment se fait-il que les forces populaires ne se soulèvent pas ? Pourquoi celles-ci regardent-elles sans agir la marchandisation de plus en plus avancée de l'être humain et de ce qui l'entoure ? Suivra un long processus de réflexion qui aboutira à une théorie de la domination culturelle. Marcuse établira, dans son livre *Raison et révolution*<sup>20</sup>, que le système capitaliste doit maintenir en existence une classe prolétaire permettant l'enrichissement des puissants, plutôt que de libérer l'Homme du travail. Les prolétaires continuent de travailler contre leurs intérêts objectifs parce qu'ils n'agissent pas rationnellement et sont donc incapables de vaincre la nécessité et le travail abrutissant, notamment parce qu'il existe des schèmes de domination puissants intégrés à la société moderne et aux habitudes de vie.

Marcuse démontre que le système capitaliste réussit à réprimer les révolutions des travailleurs en se servant de la culture de masse. Cette culture basée sur la rationalité économique et le travail transforme l'être humain en l'enfermant dans une idéologie développementaliste unidimensionnelle :

---

<sup>19</sup>Ressources abondantes, science et technologie permettant la réduction du salariat et de l'exploitation, capacité globale de production.

<sup>20</sup> Herbert Marcuse. *Raison et Révolution*. (Paris : Denoël, 1971).

Nous vivons et mourons sous le signe de la rationalité et de la production. Nous savons que l'anéantissement est le tribut du progrès de même que la mort est le tribut de la vie, nous savons que la destruction et le labeur sont nécessaires pour obtenir la satisfaction et la joie, nous savons que les affaires doivent prospérer, nous savons qu'envisager d'autres choix est de l'Utopie. Cette idéologie est celle de l'appareil social établi ; pour pouvoir continuer à fonctionner, il a besoin de cette idéologie, elle fait partie de sa rationalité<sup>21</sup>.

Pris dans ce carcan culturel basé sur la rationalité économique, les individus perpétuent l'ordre établi. Ainsi, le bonheur est réputé naître de la richesse et surtout de la consommation, laquelle justifie la recherche de croissance infinie du capitalisme pour répondre à une demande grandissante. Cette forme, Marcuse la définit dans *Éros et civilisation* comme la somme des Surmoi individuels qui influent sur la société, créant une image collective de ce que l'être humain considère « le bien-vivre » en société.

Cette énergie canalisée s'établit dans des valeurs transmises de génération en génération, créant ainsi un idéal culturel et constant qui se développe sur une base stable. Pour Freud, l'être humain subit une constante pression sociétale qui impose des valeurs transmises par le passé. Donc le Moi, la part de la personnalité qui vit le moment présent et qui régit les actions, est constamment soumis à cette pression. Selon Marcuse, dans une société technologiquement et médiatiquement avancée, les valeurs promues par le Surmoi collectif sont les valeurs uniformisées de la bourgeoisie<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Herbert, Marcuse. *L'homme unidimensionnel*. (Paris : De Minuit, 1968).

<sup>22</sup> Travail, luxe, anticontestation, solvabilité, religion, etc.

De plus, tout comme le Moi individuel, le Moi collectif a des réticences à trahir son Surmoi, et ce même dans le secret. Marcuse parle de la « sévérité excessive du surmoi, qui prend le désir pour l'acte et punit même l'agression refoulée<sup>23</sup> ». C'est ce que l'on appelle la culpabilité ou le sentiment de trahison. Ainsi, la pression culturelle devient quasi inattaquable, puisque pour réussir à la diminuer il faudrait un changement de mœurs sociétal révolutionnaire qui ne conduirait pas à un sentiment de culpabilité lorsque l'on déroge à cette pression. Le raisonnement de Marcuse le pousse à espérer une société qui ne soit pas construite sur la répression des instincts. Pour lui, cette utopie débouche nécessairement sur le marxisme, où chaque humain est égal aux autres.

Pour Marcuse, toute forme d'organisation sociale qui tend à empêcher l'émancipation humaine et qui ne contribue pas à abolir la souffrance, la cruauté, le gaspillage ou la destruction est une forme aliénée. Or, dans le capitalisme moderne, la satisfaction des besoins tend à être répressive puisqu'elle ne permet pas une transformation qualitative de la société. Pour Marcuse, la société moderne « met au pas et intègre toutes les dimensions de l'existence privée et publique<sup>24</sup> ». Ainsi, elle parvient à intégrer les intérêts contraires au capitalisme et à les axer sur la reproduction de la culture capitaliste. Elle réussit à mobiliser la population dans des projets développementalistes qui perpétuent la domination économique au lieu de

---

<sup>23</sup> Herbert Marcuse. *Éros et civilisation : contribution à Freud*. (Paris : De Minuit, 1963), p. 81.

<sup>24</sup> Herbert Marcuse. *L'Homme unidimensionnel*. p.7.

changer de modèle de production. Plutôt que de focaliser leur volonté de révolte contre la société moderne capitaliste, les travailleurs contribuent involontairement à la renforcer. À titre d'exemple, nous pouvons penser aux groupes environnementaux qui proposent un développement durable plutôt que de questionner un mode de production capitaliste destructeur.

La culture de masse permet une production grandissante de produits de toute sorte qui crée l'illusion d'une diminution des inégalités de classe. Par exemple et contrairement à l'ère industrielle, un patron et son employé de l'ère moderne regardent les mêmes programmes télévisés et peuvent avoir accès à des véhicules motorisés identiques<sup>25</sup>. Cette « démocratisation » du luxe n'indique pas, selon Marcuse, la disparition des classes, mais bien l'aliénation des dominés.

Cette satisfaction matérielle, atteinte grâce à des campagnes marketing de toutes sortes (allant de l'omniprésence de la publicité à la création de divertissements insipides et abrutissants), crée une appartenance à un mode de vie unidimensionnel qui occupe l'ensemble de l'espace public et privé. C'est pourquoi l'utopie recherchée par la population dans le système capitaliste est avant tout de posséder plus. C'est dans la consommation que l'homme crée son identité. Il devient donc l'image qu'on lui vend par le biais de *faux besoins*, ce qui généralise le confort et le besoin superflu et favorise la soumission de l'individu à l'actuelle division du travail.

Dès lors, la société capitaliste tente à augmenter le confort et le luxe de la population. Elle gouverne en privant l'espace public de son essence politique et de sa capacité de contestation. Le statu quo devient donc inévitable puisque les propositions du

---

<sup>25</sup> Herbert Marcuse. *Éros et civilisation*. p. 33.

pouvoir n'évoquent jamais l'étendue des possibles, mais bien les choix administratifs en place :

L'indépendance de pensée, l'autonomie, le droit à une opposition politique sont privés de leur fonction essentiellement critique dans une société qui, par son organisation, semble chaque jour plus apte à satisfaire les besoins individuels. Une telle société peut exiger l'acceptation de ses principes et de ses institutions ; il faut débattre des alternatives politiques et les rechercher à l'intérieur du statu quo, c'est à cela que se réduit l'opposition<sup>26</sup>.

Marcuse déplore la disparition de la critique négative, c'est-à-dire le questionnement de ce qui devrait être et non ce qui est. Par exemple : « l'humain n'est pas libre en fait, mais il devrait l'être<sup>27</sup> ». Pour se libérer, l'Homme doit sortir du cadre culturel où il est. Il doit quitter son rapport au monde où la société lui renvoie l'image de lui-même réelle ou idéalisée. Pour ce faire, il doit avoir le contrôle de son imaginaire et de sa capacité de le produire et de le diffuser. Bref, c'est par l'autodétermination de classe que l'individu s'extirpera de l'aliénation et l'endoctrinement.

Sans exposer en détails les moyens que Marcuse propose pour sortir de l'unidimensionnalité<sup>28</sup>, il faut reconnaître que son apport est essentiel à l'écologie

---

<sup>26</sup> Herbert Marcuse. *L'homme unidimensionnel*. p. 28.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>28</sup> Notamment dans son livre *Vers la libération : au-delà de l'homme unidimensionnel*. (Paris : Denoël-Gonthier, 1970).

politique, puisqu'il expose bien le carcan culturel à déconstruire. Devant ce constat, la première tâche des objecteurs de croissance est avant tout de s'attaquer à la culture dominante de manière à « décoloniser l'imaginaire », pour reprendre la formule de Serge Latouche. Or pour transformer cet imaginaire, les écologistes radicaux ont dû tenter de le définir pratiquement. Nous allons dans un premier temps expliquer le concept de Mégamachine chez Gorz<sup>29</sup> et les variantes que Latouche y ajoute. Par la suite, nous verrons comment Bookchin perçoit cette domination culturelle. Cet exercice nous permettra d'observer que le point commun de ces auteurs se trouve dans la nécessité de transformer l'économie pour permettre une réappropriation de l'autonomie individuelle et collective.

### 1.3 La Mégamachine chez Gorz

André Gorz, figure importante du socialisme et considéré comme un théoricien influent de l'écologie politique, fonde sa pensée sur une lecture hétérodoxe de Marx qui analyse les conditions de dépassement du capitalisme<sup>30</sup>. Ce qui en fait, de notre point de vue, un commentateur privilégié du capitalisme, du développement et de la décroissance. Pour expliquer la capacité qu'a le capitalisme de se reproduire, Gorz emprunte à son collègue et ami Ivan Illich<sup>31</sup> le concept de la Mégamachine. Ce concept permet de bien saisir la culture totalisante capitaliste présentée par Marcuse.

---

<sup>29</sup> Repris ici en grande partie d'Ivan Illich.

<sup>30</sup> Voir : Carlo Vercellone. « André Gorz et la dynamique du capitalisme », *Cahiers Sens public*, 3, no 11-12 (2009). p. 159.

<sup>31</sup> Ivan Illich est un ancien élève de Jacques Ellul. Il est le fondateur du Centre pour la formation interculturelle à Cuernavaca (CIDOC). Il est considéré par certains comme le père de la simplicité volontaire.

Pour Gorz et Illich, le développement est une erreur historique de l'humanité qui a eu pour effet de détruire les communautés et le sens du commun dans les sociétés.

Si historiquement le marché a eu comme but de répondre aux nécessités<sup>32</sup> des individus, il doit maintenant créer leurs besoins<sup>33</sup> pour assurer du profit. Or, une vaste partie des besoins peut être comblée par les ressources que la planète produit déjà. C'est donc en élargissant les limites du marché que le capitalisme peut se développer. Ces limites technologiques, financières ou culturelles, auparavant infranchissables, sont maintenant dépassées au nom du progrès et du développement économique<sup>34</sup>.

La création de besoins artificiels, par opposition aux nécessités, a eu pour effet de créer des sociétés égoïstes incapables de se fonder sur un sens commun. Ceci les soumet à la recherche du développement effréné. Conséquemment, l'être humain a perdu toute forme d'autonomie : il n'est plus qu'un sujet qui attend de la machine (entendue ici comme le système économique et culturel) qu'elle réponde à ses désirs. Le besoin devient donc l'essence du développement économique, social et scientifique. Branché en permanence sur une foule d'appareils culturels (marketing) qui tendent à transformer ses désirs en besoins, l'humain perpétue la roue infernale du

---

<sup>32</sup> Notez ici que le présent document fait une distinction entre les besoins et les nécessités. Les nécessités sont ce qui est nécessaire à la vie bonne. Les besoins sont ici considérés comme la manière de combler un état d'insatisfaction lié à des désirs. Donc les besoins ne sont pas nécessaires à la vie bonne et représentent notre envie consumériste. Dans le présent texte, nous prétendons que les besoins sont amplifiés par la culture du capitalisme qui permet à celui-ci de se développer.

<sup>33</sup> Le terme besoin est ici perçu comme un « faux besoin » tel que perçu chez Marcuse.

<sup>34</sup> Ivan Illich. *La perte de sens*. (Paris : Fayard, 2004). p. 75.

développement économique. L'individu se retrouve face à une pléiade de nouveaux produits et nouvelles inventions qui dépassent sa compréhension. Il se voit contraint de s'en remettre aux conseils d'experts et de techniciens qui guideront les choix individuels et de société.

Ainsi, l'être humain se fait dicter ses propres besoins par les experts. Il a cédé toute capacité d'interagir dans sa société hors de son champ de connaissance, de production ou de consommation :

Dans un monde beaucoup plus interdépendant, complexe, pollué et encombré, il n'est plus possible d'identifier et de quantifier les besoins [...] dans ce nouveau monde, le discours des besoins devient le moyen par excellence de réduire les gens à des unités individuelles associées à des exigences d'input<sup>35</sup>.

Cette culture où l'être humain se fait dicter ses besoins et où il ne peut interagir de manière effective, Illich la nomme Mégamachine. Pour lui, elle est la somme des progrès scientifiques qui dénaturent la communauté humaine en appliquant aux individus des mesures de rationalité économique aux dépens du sens commun et de l'autonomie. L'être humain n'ose plus «envisager le champ des possibles<sup>36</sup> » puisque la Mégamachine l'a conditionné à considérer toute alternative au développement économique comme une vision passéiste du monde. Cette constatation est similaire à l'observation de Marcuse sur l'absence de critique négative. Les deux auteurs se rejoignent ainsi sur l'observation que l'individu ne sait plus comment s'imaginer hors de l'économie de croissance et de progrès.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>36</sup> Ivan Illich. «La convivialité » dans *Œuvres complètes*, volume 1, (Paris : Fayard, 2010). p. 456.

C'est pourquoi pour Illich et Gorz, le progrès scientifique doit être vu de deux manières opposées :

Il y a un usage de la découverte qui conduit à la spécialisation des tâches, à l'institutionnalisation des valeurs, à la centralisation du pouvoir. L'homme devient l'accessoire de la Mégamachine, un rouage de la bureaucratie. Mais il existe une seconde façon de faire fructifier l'invention, qui accroît le pouvoir et le savoir de chacun, lui permet d'exercer sa créativité, à seule charge de ne pas empiéter sur ce même pouvoir chez autrui<sup>37</sup>.

Le progrès technologique, pour être viable, doit améliorer la qualité de vie des individus, celle-ci étant entendue comme une capacité à gérer leurs désirs et répondre à leurs nécessités. Si le progrès technologique ne le fait pas, il mène à une dictature de la productivité, enfermant la population dans un travail irréflecti, la privant de l'exercice de l'autonomie. À titre d'exemple, Gorz et Illich montrent que l'avènement de l'automobile partout dans le monde crée un monopole radical<sup>38</sup>, c'est-à-dire le monopole d'une industrie particulière à la recherche de profit sur un mode

---

<sup>37</sup> *Idem.*

<sup>38</sup> Voir le pamphlet d'Illich sur l'automobile : Ivan Illich. « Énergie et Équité » dans *Œuvres complètes volume 1*. (Paris : Fayard, 2010). pp. 381-447. Les chapitres « Le gel de l'imagination » et « Le monopole radical de l'industrie » démontrent particulièrement comment l'arrivée de l'automobile a déconstruit la communauté. Pour illustrer cet effet, Illich explique qu'avec l'avènement de l'automobile, les médecins ont arrêté de se déplacer quotidiennement pour aider leurs patients. Depuis ce temps, les malades sont amenés par automobile ou ambulance dans un hôpital. Cette transformation de mode de vie entraîne qu'il devient anormal pour une communauté de prendre soin de ses malades, puisque le seul lieu où la maladie est perçue comme normale est l'hôpital. Aussi voir, André Gorz, « L'idéologie de la bagnole » dans *Écologica*, (Paris : Galilée, 2008). p.71 à 87. André Gorz reprend les travaux d'Illich pour démontrer comment la bagnole est devenue quasi obligatoire pour se déplacer puisque les villes sont construites de manière à ne considérer que la voiture comme moyen de transport efficace.

de vie. Le monopole radical n'est pas seulement le contrôle d'un secteur commercial, mais bien l'avènement d'un produit ou d'une industrie qui vient bouleverser notre mode de vie et notre conception de la productivité. Rapidement, adhérer au monopole radical s'impose comme une nécessité pour être capable d'intégrer la société capitaliste.

Ce monopole, avec le temps, se normalise en termes d'efficacité économique, puisqu'il permet de faire fonctionner l'économie en créant des besoins énergétiques, tout en améliorant les vitesses de production et de livraison. L'automobile, promue à l'extrême par le marketing, est tellement intégrée par la Mégamachine qu'il devient quasi-obligatoire d'en posséder une (ne serait-ce que pour remplir les besoins de la vie quotidienne telle que s'approvisionner pour l'alimentation, se rendre au travail, etc.) puisque l'ensemble de la société est organisé en fonction de la voiture. Ce monopole radical transforme tranquillement l'individu en input socialisé incapable d'autonomie face à la Mégamachine. La vaste majorité de la population étant dans l'impossibilité de comprendre l'ensemble des rouages de leurs véhicules est contrainte à faire confiance à des représentants de l'industrie pour lui dicter les meilleurs choix de consommation, sans réellement connaître les implications économiques et environnementales de ces options. Ce qui a pour effet de pérenniser le monopole. Ainsi, même si des possibilités plus rationnelles telles que le vélo ou le transport en commun sont de mise pour une ville, le nombre de voitures vendues mondialement annuellement atteint année après année de nouveaux sommets.

Le monopole radical tend au final à transformer l'ensemble de l'imaginaire lié à la vie. Dans le cas de « l'idéologie de la bagnole »<sup>39</sup>, elle a modifié la perception du

---

<sup>39</sup> André Gorz. « L'idéologie sociale de la bagnole. » Dans *Écologica*. (Paris : Galilée, 2008). p.71 à 86.

déplacement, la fixation du prix accordé au temps et notre relation à l'énergie et la nature<sup>40</sup> de manière à renforcer le système économique capitaliste. Cependant, le besoin constant de progrès de la Mégamachine se trouve aujourd'hui confronté aux lois de la nature et à sa finitude. Elle ne pourra pas répondre éternellement à ses propres besoins de développement.

La problématique pour Illich est de savoir si l'humanité en « perte de sens » peut s'affranchir de la Mégamachine qui l'a réduite au stade d'input dans un système bureaucraté. Gorz et Illich<sup>41</sup> soutiennent que l'individu doit revenir à une société plus conviviale<sup>42</sup>. C'est-à-dire une société où l'on réintroduit l'esprit du « don dans le commerce social à côté de la loi de la jungle et [où l'on] renoue ainsi avec la *philia* (l'amitié) aristotélicienne »<sup>43</sup>. On parle d'une société qui apprend à faire plus avec moins, non par recherche de productivité, mais bien dans une volonté de respecter l'ensemble des limites tant naturelles, éthiques que culturelles du monde. Il s'agit au final de réintégrer la personne à la communauté :

---

<sup>40</sup> Nous pouvons à bien des égards questionner l'importance qu'occupe internet dans nos vies avec la même critique.

<sup>41</sup> L'amitié tant sur le plan intellectuel que social est documentée dans plusieurs des textes sur la vie de Gorz ainsi que dans plusieurs de ses écrits. À cet égard, voir : Michel Contat. *André Gorz : Vers la société libérée [Enregistrement audio et livre]*. (Paris : Textuel et Institut national de l'audiovisuel, 2009).

<sup>42</sup> La convivialité n'est pas entendue ici comme le terme marketing à la mode qui signifie une plus grande facilité. À cet égard, voir le texte de Dominique Quessada. « La convivialité : une relation sans Autre », *Quaderni*, no 53 (2003) : 67-80.

<sup>43</sup> Serge Latouche. « La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures » *Revue du MAUSS*, no 29 (2007) : 226.

Le rétablissement d'un équilibre écologique dépend de la capacité du corps social à réagir contre la progressive matérialisation des valeurs et leur transformation en tâches techniques. Faute de quoi l'homme se retrouvera encerclé par les produits de son outillage, enfermés à huis-clos.<sup>44</sup>

Illich, contrairement à Gorz, croit que les différentes crises<sup>45</sup> vont démontrer l'inaptitude des gestionnaires et experts portés au pouvoir par le capitalisme. Dépendamment de l'habileté des technocrates à convaincre la population, ils réussiront à garder le commandement un temps, mais il viendra un moment où certains groupes d'intérêts, en période de crise, pourront rassembler la population vers « un monde qui va de soi », c'est-à-dire un monde où la collectivité se prendra en charge d'elles-mêmes, sans l'aide de structures oppressantes sur laquelle elle n'a pas de contrôle. Pour Illich, il faut donc, faire confiance au « Verbe »<sup>46</sup>, soit la capacité des individus à décider que la sortie du capitalisme sera la seule voie rationnelle. Il s'agit en fait d'un véritable acte de foi en l'être humain. Illich considère cependant que cette sortie du capitalisme ne se verra pas nécessairement rapidement et qu'il est possible que l'humain subisse de nombreuses catastrophes liées au développement capitaliste avant de changer son mode de vie. Il espère simplement qu'éventuellement la raison finira par réintroduire la convivialité aux dépens de la Mégamachine.

Gorz, pour sa part, considère que la sortie du capitalisme est déjà amorcée. Elle vient du fait que le capitalisme ne peut plus se reproduire, ses tentatives de se maintenir par

---

<sup>44</sup> Ivan Illich. « La convivialité » dans *Œuvres complètes volume 1*. (Paris : Fayard, 2010), 513.

<sup>45</sup> Économique, écologique, culturelle, énergétique, etc.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 580.

la financiarisation ayant atteint leurs limites. De plus, vu la rareté des ressources naturelles à prévoir, nous entrons dans un moment charnière de l'humanité, soit celui où la société choisira entre le socialisme ou la barbarie. Gorz considère que tout comme les citoyens qui ont décidé d'utiliser leurs vélos pour améliorer leur qualité de vie, les humains feront le choix de l'autolimitation en décidant de faire « mieux avec moins ». Pour Gorz, la crise environnementale instaure un changement de paradigme qui permettra de voir les dessous de la Mégamachine et forcera l'individu à tendre vers l'autonomie plutôt que la bureaucratie. Sinon, nos sociétés sombreront dans une forme d'expertocratie que l'on pourrait qualifier d'écofascisme<sup>47</sup> ou de « pétainisme vert »<sup>48</sup>.

Le concept d'Illich repris par Gorz, permet de comprendre comment le système économique actuel « unidimensionnalise » l'humain au point dépendant à ses besoins plutôt qu'à ses nécessités. Pour échapper à la Mégamachine, il doit réussir à regagner son autonomie de manière à satisfaire ses nécessités de lui-même ou par l'entremise de sa communauté. Serge Latouche a lui aussi utilisé le concept de la Mégamachine pour justifier l'impératif de la décroissance. Voyons comment il la définit.

---

<sup>47</sup> Nous élaborerons sur cette question au chapitre 2.

<sup>48</sup> Patrick Viveret. « De Kay à Dorine, penser les enjeux émotionnels de la transformation sociale » dans *André Gorz un penseur pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, sous la direction Christophe Fourel. (Paris : La Découverte, 2009), 42.

#### 1.4 La méga-machine<sup>49</sup> selon Latouche

Dans son recueil de textes *La méga-machine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*<sup>50</sup>, Latouche explore le concept de méga-machine élaboré par Jacques Ellul au courant des années 1970 qui lui provient originalement de l'œuvre de Lewis Mumford<sup>51</sup>. Sa conceptualisation de la méga-machine se situe plutôt au niveau de la critique de la science au service du développement économique que la notion présentée par Illich. Cependant, ils arriveront sensiblement aux mêmes conclusions. Latouche considère que la vision progressiste de la science et de l'économie est spécifiquement moderne et que l'ensemble des sociétés prémodernes n'identifiaient pas la croissance comme une nécessité, mais bien plutôt comme un moyen de répondre aux besoins contextuels d'une communauté. L'augmentation des besoins était avant toute chose perçue comme un problème puisqu'elle supposait un accroissement du travail. A contrario, la société moderne a évolué de manière à rechercher l'amplification constante de la production à travers l'efficacité économique et scientifique. Au fil des années, cette vision progressiste du monde a transformé les communautés en agrégats d'individus techniciens à la recherche du plus grand rendement et sans lien social les uns aux

---

<sup>49</sup> Notez que l'orthographe du terme est différente pour Latouche que pour Gorz et Illich. Par souci de compréhension lorsque nous référerons au concept de « Mégamachine » nous l'utiliserons tel que présenté par Gorz et Illich. Cependant, pour l'analyse du concept tel que présenté dans l'ouvrage *La méga-machine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, nous utiliserons l'orthographe « méga-machine ».

<sup>50</sup> Serge Latouche. *La méga-machine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*. (Paris : La Découverte, 2004).

<sup>51</sup> Voir à cet égard : Lewis Mumford. *Technics and Civilization*. (New York : Harcourt, Brace, 1934).

autres. Bien que purement virtuelle et idéologique, cette méga-machine technoscientifique régit l'ensemble des activités au moyen de l'appareil culturel.

Ainsi, la méga-machine transforme les rapports humains en relations contractuelles avant tout économiques, ce qui dissout l'ensemble des questions sociales, identitaires et politiques au profit du développement. Selon Latouche :

Le caractère machinique du fonctionnement du monde contemporain se manifeste par la montée de la société technicienne et du système technicien, mais aussi par le fait que les hommes eux-mêmes sont devenus les rouages d'un gigantesque mécanisme. De plus en plus, on peut parler d'une cybernétique sociale. Cela se marque dans un premier temps par l'émancipation de la technique et de l'économie par rapport au social, puis, dans un second temps, par l'absorption du social dans le techno-économique<sup>52</sup>.

Comme les institutions sociales et politiques tendent à se dissoudre dans la culture du développement, l'individu se retrouve seul devant un système qu'il ne peut plus contrôler et qui l'enchaîne. La recherche de progrès technologique est présente jusque dans la gestion de son quotidien. De son réveil préprogrammé le matin et à travers l'ensemble de ses communications, l'Homme moderne a besoin du support de la science pour vivre en société. Ces nombreuses technologies lui permettent, lui dit-on, d'économiser du temps qu'il pourra utiliser pour produire plus de biens (ou services) et ainsi « gagner sa vie ». En ce sens, pour l'individu de la modernité « la technique constitue le milieu indiscutable de la modernité comme la forêt pour

---

<sup>52</sup> Serge Latouche. *La méga-machine*. p. 42.

l'Homme du Néolithique<sup>53</sup> ». C'est pourquoi pour Latouche, il n'est pas possible de faire table rase du progrès scientifique puisque l'humain sans technologie est inapte à remplir ses moindres nécessités. Cependant, il croit que la démonstration de l'incapacité de la société occidentale moderne à octroyer « la vie bonne » par l'avancée technique est porteuse d'une transformation de la méga-machine. Pour lui, nous assistons à un revirement de situation par rapport aux années 1960. Contrairement à l'époque de la conquête de l'espace où l'humain voyait dans la technologie la résolution de ses nombreuses crises humanitaires, il doit maintenant s'en inquiéter, car la technique scientifique amène deux dangers sans précédent pour l'humanité : le risque technologique majeur et la destruction de l'écosphère<sup>54</sup>. Ces deux dangers sont liés à l'incapacité de poser des limites à la recherche effrénée de la puissance économique, qui est à l'origine de la plupart des accidents catastrophiques. L'étude des enquêtes qui suivent les catastrophes majeures<sup>55</sup> démontre généralement une quantité phénoménale de négligence, de bavures et de fraudes commises par les entreprises ou les États en charge des projets en cause. Pour Latouche, l'aveuglement des bureaucrates, scientifiques et gestionnaires s'explique avant tout par un désir de minimiser les coûts économiques et augmenter les retours sur investissement. Latouche soutient que la rationalité économique de la méga-machine mène à la dérive du progrès au point de mettre en danger l'humanité, et même tout l'écosystème qui l'entoure.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>55</sup> Latouche se base ici sur l'ouvrage de Patrick Lagadec. *Le risque technologique majeur : Politique, risque, et processus de développement*. (New York : Pergamon Press, 1981).

Ces menaces doivent donc pousser l'humanité à recentrer ses besoins de manière à éviter sa propre destruction causée par les risques de la logique marchande et du progrès technologique. Le professeur de Paris-XI voit dans cette prise de conscience de la faillibilité du progrès une occasion d'articuler un mode de vie sur des valeurs anticonsuméristes et basées sur une « abondance frugale » plutôt que vers une abondance destructrice. On retrouve dans les textes du livre *La méga-machine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès* le germe de l'ensemble de l'œuvre de Latouche qui le conduira à proposer un projet de décroissance. L'individu doit sortir de la culture individualiste en refondant un lien social. Une fois la communauté reconstruite, le social pourra réintégrer une vision économique basée sur les nécessités qui représentent les besoins liés à la vie bonne.

On voit donc comment les deux concepts de Mégamachine<sup>56</sup> se rejoignent dans la recherche d'une sortie du règne de l'expertise et du développement uniquement au service de la croissance économique. Ce qui mène à la création de l'homme unidimensionnel. La lutte à la société de consommation et à la destruction écologique passe donc par une lutte à cette Mégamachine dans l'optique de regagner une forme d'autonomie face au capitalisme.

---

<sup>56</sup> Ou méga-machine.

### 1.5 Le développement durable un faux concept

C'est pourquoi l'humanité doit se diriger vers la décroissance économique, puisque les autres options développementalistes sont vouées à générer plus d'inégalités et ultimement conduire à l'atteinte des limites naturelles de la planète. Il faut voir dans la critique du développement durable<sup>57</sup> la genèse de la pensée de la décroissance chez Latouche. Latouche y voit une manière pour la méga-machine de se reproduire sous un couvert éthique, sans égard à son caractère destructeur. En effet, le développement durable permet une « occidentalisation du monde<sup>58</sup> » à travers la culture économique.

Pour Latouche, l'acceptation d'une forme de développement durable nécessite qu'il y ait un mal-développement. Ce serait donc admettre que les effets de politiques développementalistes passées aient été néfastes sur la société. Or, le discours des tenants du développement durable ne jure que par la recherche de développement économique. En ce sens, le terme « développement durable » est un oxymore, puisque toute stratégie de développement dans un système basé exclusivement sur l'économie ne peut qu'être anti-environnementale et inégalitaire. Bref, le développement, qu'il soit durable, éthique ou autre, est avant tout le développement existant, qui ne fait que reproduire une méga-machine destructrice.

---

<sup>57</sup>Qualifié aussi de développement éthique, soutenable, etc.

<sup>58</sup> Serge Latouche. *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. (Paris : Mille et une nuits, 2004), p.29.

Le développement réellement existant, c'est la guerre économique (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), c'est le pillage sans retenue de la nature, c'est l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin le génocide ou tout au moins l'ethnocide pour toutes les cultures différentes.<sup>59</sup>

Fondamentalement dans leurs efforts pour se montrer éthiques et responsables, les gestionnaires capitalistes ne font qu'accentuer au nom du capital l'exploitation des ressources humaines ou naturelles. Déboulonnant le mythe que le capitalisme peut être humanitaire, Latouche démontre les limites éthiques de l'économie. S'il n'y a rien de nouveau à rappeler que l'économie capitaliste est génératrice d'inégalités économique, Latouche considère que la question environnementale vient changer le paradigme économique et permet aux individus et aux sociétés d'envisager une transformation comportementale. Ainsi :

L'échec du développement au Sud et la perte des repères au Nord conduisaient plusieurs penseurs à remettre en question la société de consommation et ses bases imaginaires : le progrès, la science et la technique. La prise de conscience de la crise de l'environnement qui se produit dans le même temps apporte une dimension nouvelle : à savoir que la société de croissance non seulement n'est pas souhaitable, mais encore qu'elle n'est pas soutenable ! Il faut donc en sortir et le plus tôt sera le mieux<sup>60</sup>.

---

<sup>59</sup> *Idem.*

<sup>60</sup> Serge Latouche. « La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures. » *Revue du MAUSS*, no 29 (2007) : 225.

Ajoutons que les récentes crises du capitalisme et la démonstration scientifiquement empirique<sup>61</sup> que le réchauffement climatique est réellement causé par l'humain permettent à travers les années une plus grande réceptivité à lutte au gaspillage et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Au Québec, les préoccupations environnementales ont évolué et ont un effet sur la perception de la nécessité d'agir. En 2007, 42 % de la population québécoise considérait les changements climatiques comme l'enjeu le plus important au niveau international<sup>62</sup>. En 2008, 62 % de la population québécoise était prête à poser des gestes au quotidien pour protéger l'environnement<sup>63</sup>. En 2012, 80 % des Québécois souhaitaient que le Québec soit un leader dans le monde en matière de lutte au changement climatique<sup>64</sup>. En fait les Québécois sont donc de plus en plus conscientisés à une crise environnementale et donc semblent plus réceptifs à travers les années à une transformation des mœurs basées sur cette prémisse. Pour les objecteurs de croissance, il faut se baser sur cette augmentation de la sensibilité environnementale pour effectuer une transformation de la culture de l'inutile à travers une « diminution des quantités produites, consommées et gaspillées. [Une] diminution des flux financiers, des investissements lourds, de la

---

<sup>61</sup>Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), *Changements climatiques 2001: Rapport de synthèse Résumé à l'intention des décideurs* 2001 et Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), *Cinquième rapport d'évaluation – Groupe de travail I*, 2013.

<sup>62</sup>, Laura-Julie Perreault. « Le Québec, base du militantisme vert au pays. » *La Presse* (Montréal), 23 mars, 2007 [En ligne] [www.angus-reid.com/wp-content/uploads/archived-pdf/2007.03.23%20La%20Presse.pdf](http://www.angus-reid.com/wp-content/uploads/archived-pdf/2007.03.23%20La%20Presse.pdf), page consultée le 20 novembre 2013.

<sup>63</sup> Philippe Beauchemin. *Sondage Léger Marketing : les Québécois tiraillés*. 17 janvier 2008. [En ligne] [www.montrealexpress.ca/Societe/Environnement/2008-01-17/article-1552620/Sondage-Leger-Marketing%3A-les-Quebecois-tirailles/1](http://www.montrealexpress.ca/Societe/Environnement/2008-01-17/article-1552620/Sondage-Leger-Marketing%3A-les-Quebecois-tirailles/1), Page consultée le 20 novembre 2013.

<sup>64</sup> Institut national de santé publique du Québec. *Changements climatiques : les Québécois sont très conscient de la nécessité d'adaptation et des impacts sur la santé*, [en ligne] <http://www.monclimatmasante.qc.ca/changement-climatique-les-quebecois-sont-tres-consciens-de-la-necessite-dadaptation-et-des-impacts-sur-la-sante.aspx>, page consultée le 20 novembre 2013.

spéculation, de la pression exercée sur les ressources naturelles, etc. 65 ». Bien que certainement plus audacieuses que ce qui est prôné dans les sondages cités plus haut, ces mesures, radicalement à l'opposé des théories du développement, devraient transformer la production non nécessaire en production utile et réguler les excès du capital :

Le mot d'ordre de la décroissance a surtout pour but de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas un renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative. [...] Il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance, la décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance »<sup>66</sup>.

Ainsi, la décroissance chez Latouche, comme le socialisme gorzien, relève avant tout de l'utopie. Il ne s'agit pas de changer la société régie par la Mégamachine, mais bien d'échapper à l'emprise de cette Mégamachine. Les objecteurs de croissance souhaitent une réappropriation de l'économie par les individus formés en collectivité. Pour se faire, il faut « décoloniser l'imaginaire », entendu ici comme une sortie de la Mégamachine. C'est à travers une rupture avec la culture consumériste, laquelle mène à la destruction du monde, que peut être élaborée une conception plus saine de la vie, compatible avec les contraintes environnementales. Nous verrons au second chapitre

---

<sup>65</sup> Marco Silvestro. « L'agriculture, l'alimentation et l'idée de décroissance soutenable » dans *Objecteurs de croissance, Pour sortir de l'impasse : la décroissance*, sous la direction de Serge Mongeau. (Montréal : Écosociété, 2007), 84-85.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 99.

les propositions de Latouche qui permettront à l'humanité de rompre avec le carcan culturel totalisant.

#### 1.6 La rareté économique chez Bookchin

Pour Bookchin, la culture totalisante du capitalisme est avant tout basée sur une fausse conception de la rareté économique. Selon le philosophe et historien anarchiste, par le passé la question de la rareté pouvait se poser puisque la capacité de production ne permettait pas de remplir l'ensemble des nécessités. Conséquemment, «la rareté (ou pénurie) devait être endurée à cause des nécessités, aujourd'hui la rareté doit être endurée pour satisfaire le capitalisme<sup>67</sup> ». Cependant, dans un système productif d'abondance, la rareté, au sens d'un manque de ressource, n'existe plus. La production mondiale devrait parvenir à combler la totalité des nécessités planétaires. Or, le principe de rareté est devenu un levier pour augmenter les prix de produits de consommation non nécessaires, créant ainsi une « fausse rareté ».

En définissant la notion de rareté en rapport non pas avec ce qui est nécessaire (les besoins nécessaires) mais ce qui est voulu (les besoins socialement construits, le capitalisme perpétue la culture du développement économique et financier. La quantité de besoins ne cessant de croître, le capitalisme peut se développer au-delà des limites naturelles ou éthiques puisqu'il satisfait les besoins consuméristes artificiels de la société. Ainsi, malgré les diverses crises du capitalisme, celui-ci tend à se reproduire en basant sa production sur une rareté artificielle qui mène à une augmentation des prix.

---

<sup>67</sup> Librement traduit et adapté de Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism*. (Oakland, Ca : AK Press, 2004), p. 5.

Pour Bookchin, au courant des années 1970, la société moderne avait tout ce qu'il fallait pour lui permettre d'être autosuffisante. On sait que cela n'est jamais arrivé. On a plutôt créé des besoins artificiels, en attribuant une fausse rareté à certains produits courants. Par exemple, l'eau existe en quantité abondante dans nos sociétés, mais quand elle est embouteillée, elle devient « rare » et on peut dès lors lui accorder une certaine valeur. Pour lui, cette situation est due à la création d'une fausse rareté qui permet l'augmentation constante de la valeur. Cette rareté simulée qui crée des besoins toujours plus insipides – et néfastes tant pour la nature que pour l'homme et la femme – permet le renforcement du capitalisme<sup>68</sup>.

Pour combler ses besoins, la population accepte d'augmenter son travail pour maintenir une qualité de vie généralement similaire malgré une augmentation du temps de travail. C'est pourquoi il faut changer les institutions politiques et économiques afin d'encourager une réappropriation par la collectivité des moyens décisionnels. Cette *post-scarcity society*<sup>69</sup> doit donc se penser comme une société pleinement consciente de ses ressources et de ses besoins<sup>70</sup>. Le projet que préconise Bookchin est plutôt la réappropriation de l'économie locale comme alternative au capitalisme. Bookchin avance qu'une gestion à petite échelle des ressources par la population permettrait d'identifier correctement les nécessités selon les capacités de

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> Que l'on pourrait traduire comme « la société de l'après-rareté ».

<sup>70</sup> Cette évaluation de la rareté est partagée entre autres par Illich, qui considère que le capitalisme a besoin de créer artificiellement de la rareté à partir d'une situation initiale d'abondance. Par exemple, lorsqu'on embouteille de l'eau, on embouteille un produit qui était abondant pour le placer sur le marché comme produit rare auquel on accole un prix.

production, de manière à éviter le gaspillage et, évidemment, circonvenir la culture de la rareté.

Pour Janet Biehl, une commentatrice de Murray Bookchin : « Le système capitaliste a pris de l'expansion parce qu'il est organisé autour de la loi du "croûs ou meurs". Il s'agit d'un impératif de rivalité et de croissance qui oblige les entreprises à se faire concurrence dans la recherche de profits toujours plus gros.<sup>71</sup> »

Bookchin explique que le système capitaliste (tout comme l'État-nation ou l'État providence) constitue une menace non seulement parce qu'il met en danger la Terre et ses habitants, mais aussi parce qu'il détruit les relations égalitaires entre les humains. Il ne peut donc y avoir de compromis envisageable à l'intérieur du capitalisme. Le capitalisme vert qui se réclame des valeurs environnementales poursuit les mêmes objectifs développementalistes qu'un capitalisme régulier, ce que l'environnementalisme<sup>72</sup> tend à nier en évoquant la possibilité de moraliser le capitalisme : « L'environnementalisme souffre d'une illusion permanente l'empêchant de voir qu'une société capitaliste fondée sur la concurrence et sur la croissance pour la croissance ne peut aboutir qu'à dévorer le monde naturel<sup>73</sup>. »

---

<sup>71</sup> Janet Biehl. *Le municipalisme libertaire*. (Montréal : Écosociété, 1998), p.183.

<sup>72</sup> Bookchin distingue « écologisme » et « environnementalisme ». L'écologisme fait passer la nature avant les autres sphères de la société, tandis que l'environnementalisme s'accommode de l'économie marchande.

<sup>73</sup> Murray Bookchin. *Une société à refaire : Vers une écologie de la liberté*. (Montréal : Écosociété, 1993), p. 20.

Le capitalisme vert, au même titre que le développement durable, est un oxymore. Sous prétexte de réformer l'économie capitaliste, on permet la reproduction des inégalités économiques et écologiques. Ainsi l'on tente à travers de menues réformes de résoudre des problèmes environnementaux sans contester la cause véritable des problèmes : « [L]es tentatives de résolution de la crise écologique semblent résister plus ou moins consciemment à toute remise en question sérieuse de la structure sociale, c'est-à-dire sa hiérarchie politique et son économie productiviste, qui sont responsables, selon Bookchin, de la destruction de la biosphère ainsi que de la pauvreté de la majorité des Terriens<sup>74</sup>. »

En ce sens, les objecteurs de croissance et Bookchin s'entendent pour dire qu'aucune forme de développement capitaliste ne peut s'avérer bonne pour la nature et l'ensemble de la vie. Par contre, Bookchin va sensiblement plus loin que Latouche en proposant le municipalisme libertaire comme alternative au capitalisme. Car pour le fondateur de l'écologie sociale : « Le capitalisme lui-même doit être aboli. Le système actuel doit être remplacé par un système qui a la volonté et la capacité de restreindre ou d'éliminer la recherche du profit en faveur de valeurs, de pratiques et d'institutions humanistes.<sup>75</sup> »

---

<sup>74</sup> Jean-François Fillion. *Préface* dans Vincent Gerber. *Murray Bookchin et l'écologie sociale : une biographie intellectuelle*. (Montréal : Écosociété, 2013), p. 9.

<sup>75</sup> Janet Biehl. *Le municipalisme libertaire*. p. 188.

Bookchin privilégie avant tout une sortie de l'économie moderne vers l'anarchisme. Le municipalisme libertaire se veut un système qui soustrait les institutions communes à l'entreprise privée pour les redonner à la communauté<sup>76</sup> par le biais d'une fédération d'assemblées municipales. Ainsi selon Bookchin, on parle d'une municipalisation de l'économie, ce qui signifie avant toute chose « la propriété et la gestion de l'économie par les citoyens de la communauté. La propriété – tant de la terre que des usines – ne serait plus privée, mais serait placée sous le contrôle absolu des citoyens au sein de leurs assemblées<sup>77</sup> ».

Bookchin avance que la capacité des individus à participer à la politique est directement liée à la transformation de l'économie. Le capitalisme se développe en éloignant la majorité de la population des lieux de pouvoir. C'est pourquoi, selon Bookchin, tout projet de sortie du développement doit impérativement s'accompagner d'une démocratie directe. Dans un monde post capitaliste, les moyens de production n'appartiendraient plus aux institutions soumises à l'impératif de croissance, mais plutôt aux communautés gérées par des assemblées publiques. Le municipalisme libertaire rompt avec la nécessité de d'abord décroître pour ensuite transformer l'appareil productif. C'est l'ensemble de l'économie qui doit se mettre au service de l'environnement et de la population. Pour Bookchin :

Le municipalisme libertaire propose une approche globale d'une économie tournée vers l'écologie. Les lignes politiques et les décisions concrètes concernant

---

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 189.

l'agriculture et la production industrielle seraient du ressort d'assemblées permettant la confrontation d'idées, et auxquelles on assisterait en tant que citoyen, pas seulement en tant qu'ouvrier, paysan ou spécialiste – ces derniers pourraient d'ailleurs, indépendamment de leur degré de qualification, participer de façon régulière aux activités productives. Dans ces assemblées, les citoyens fonctionneraient à leur niveau le plus élevé, le niveau humain, et non en tant qu'être social catégorisé<sup>78</sup>.

Bookchin croit que la sortie de l'économie est liée à une volonté de démocratie directe et de transformation de la culture capitaliste en une culture anarchiste, c'est-à-dire une culture qui considère la diversité des êtres humains et de la nature comme des richesses non monnayables. Cette société doit s'harmoniser avec la nature, mais aussi avec les différentes communautés d'humains<sup>79</sup> à travers, entre autres, une collectivité démocratique autogestionnaire, ce qui réintroduirait l'Oikos dans la définition d'économie : « En fait, l'économie deviendrait une économie morale ».<sup>80</sup>

Cette position est critiquée par plusieurs marxistes qui considèrent qu'une volonté de transformer le politique à travers des mesures locales relève de l'utopie, puisque les forces capitalistes en présence telles l'État écraseraient ce type de réformes. Pour faire une révolution écologique, il faudrait donc joindre un mouvement

---

<sup>78</sup> Murray Bookchin. *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*. (Montréal : Écosociété, 1993), p. 285.

<sup>79</sup> Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism*. p. 37.

<sup>80</sup> Janet Biehl. *Le municipalisme libertaire*. p. 191.

révolutionnaire international. Qu'elle soit juste ou non, cette critique peut aussi s'appliquer aux objecteurs de croissance tels que présentés par Latouche<sup>81</sup>, puisque tout renouvellement des institutions risque d'être englobé par le capital. Cependant à la fois Latouche, Gorz et Bookchin rejettent ce pessimisme puisqu'il touche le fondement de ce qu'ils recherchent : soit le désir de l'autonomie chez l'humain. Pour atteindre cet objectif, tous ces auteurs aspirent à une augmentation de l'impact des individus dans le processus démocratique, ce qu'un parti politique international, même révolutionnaire, ne pourra offrir. En ce sens, on ne peut associer les écologistes politiques qu'à la démocratie directe.

Si Bookchin propose la création d'un parti politique municipal, il le fait par opposition aux partis traditionnels toutes tendances confondues. Chez Bookchin, le parti politique doit avoir comme volonté première l'éducation populaire dans le but d'établir le municipalisme libertaire et non de se rapprocher du pouvoir. Nous reviendrons sur cette question dans les prochains chapitres, mais notons que les critiques marxistes du modèle de Bookchin représentent exactement ce contre quoi il lutte, soit une centralisation du pouvoir qui remplacerait une domination culturelle par une autre où le rôle du développement resterait sensiblement le même.

---

<sup>81</sup> À cet égard, voir : Alan Rudy et Andrew Light. «Social ecology and social labor: A consideration and critique of Murray Bookchin. » *Capitalism Nature Socialism*, 6, no 2 (1995): 103, et Enrique Leff, «Murray Bookchin and the end of dialectical naturalism. » *Capitalism Nature Socialism*, 9, no 4 (1998) : 69.

### 1.7 La lutte contre la culture totalisante passe-t-elle par la démocratie directe ?

Nous remarquons une conception similaire de la culture totalisante du capitalisme chez les auteurs étudiés jusqu'à présent. Ils observent tous que le capitalisme a besoin d'une culture de masse, qu'on l'appelle Mégamachine ou méga-machine ou culture de la fausse rareté (selon les auteurs), pour permettre son propre développement. Tous les auteurs étudiés dans ce chapitre s'accordent sur le point qu'un retour à une vie économique bonne, sensée ou morale passe par une déconstruction de l'appareil culturel ou de l'imaginaire du capitalisme. Pour ce faire, ils voient dans le retour à l'autonomie individuelle une solution à la culture « unidimensionnalisante » du capital. Pour Gorz, Bookchin et Latouche, cette autonomie passe entre autres par le retour à une forme de démocratie directe.

Pour ces auteurs le paradigme environnemental à venir dans le système économique présent risque de transformer l'ensemble de l'économie en barbarie. Gorz croit que les répercussions qu'aurait un impératif extérieur (par exemple celui de l'écologie) sur la gestion capitaliste en place conduiraient au final au pire des résultats possibles. Puisqu'« à partir du moment où il (l'impératif écologique) est pris à leur compte par les appareils de pouvoir, il sert à renforcer leur domination sur la vie quotidienne et le milieu social, et entre en conflit avec les aspirations originaires du mouvement écologique lui-même en tant que mouvement politico-culturel<sup>82</sup> »

---

<sup>82</sup> André Gorz. *Écologica*. (Paris : Galilée, 2008). p. 48.

La transformation du marché capitaliste en marché fondé sur la rareté environnementale permettrait à la classe dominante de disposer des biens communs naturels en les soumettant au rapport marchand. Une prise en compte par un État et ses acteurs des contraintes écologiques conduirait à une régulation du fonctionnement de la société. Cette régulation se ferait structurellement de manière capitaliste, les classes dominantes étant les gestionnaires de l'ensemble des ressources autrefois communes. Ainsi, les contraintes écologiques gérées par les experts et les gestionnaires de l'État ne traduiront pas les intentions des individus, mais la logique du marché capitaliste. Cette bureaucratie aurait comme mandat de juger des véritables nécessités de l'État et aurait les moyens de faire appliquer la volonté dominante basée sur l'intérêt supérieur universel. Devant cette logique, les individus seraient contraints dans leurs libertés individuelles par la nécessité environnementale. Cette dictature du marché et de la rareté environnementale serait au final une forme d'écofascisme qui permettrait à une classe de gestionnaires de mettre en place leur pouvoir au nom du bien universel et naturel de la planète. C'est pourquoi pour Gorz, cette situation doit être pensée à la lumière d'une nouvelle vision démocratique de la gestion du monde.

C'est une crainte que partage Bookchin qui voit le capitalisme se développer à travers la crise écologique en une forme de technocratie basée sur la science. Si l'humanité ne retrouve pas un projet révolutionnaire, les forces du capital risquent de remplacer l'hypothèse Gaia<sup>83</sup> — comprise ici comme un « système naturel autorégulé » — par un système technologique synthétique sans aucun sens de la limite. Cette transformation aurait comme répercussion possible de contraindre les générations

---

<sup>83</sup> Voir Murray Bookchin. *Une société à refaire*, p. 187.

futures à accepter une société cauchemardesque, structurée par la science et la bureaucratie<sup>84</sup>. Bref une forme similaire de l'écofascisme décrit par Gorz.

De ce point de vue, une gestion de la décroissance économique qui ne critiquerait pas les fondements du capitalisme illustre le cauchemar gorzien : décroître avec l'objectif de continuer à générer le profit maximum à l'aide de scientifiques et d'experts. Si les contraintes environnementales sont gérées par le pouvoir, celui-ci risque de maintenir le développement aux limites de la capacité d'absorption de la planète. Ceci mènerait à la dictature des experts plutôt qu'à une démocratisation des décisions.

Pour Gorz, l'auteur d'*Écologica* :

La "restructuration écologique" ne peut qu'aggraver la crise du système. Il est impossible d'éviter la catastrophe climatique sans rompre radicalement avec les méthodes et les logiques économiques qui y mènent depuis cent cinquante ans. [...] La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux.<sup>85</sup>

C'est pourquoi, ajoute-t-il, la théorie de la décroissance « indique la direction dans laquelle il faut aller et invite à imaginer comment vivre mieux en consommant et travaillant moins et autrement. Mais cette bonne idée ne peut pas se trouver de

---

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> André Gorz. *Écologica*, p. 29.

traduction politique<sup>86</sup>. » Ainsi pour Gorz, la gestion économique et écologique doit s'ouvrir à une démocratie directe. Celle-ci passe par une transformation des institutions, principalement celles liées au travail. Si une cassure avec le système capitaliste ne s'opère pas, le programme de la décroissance ne peut qu'être dilué dans le capitalisme à travers diverses réformes. Gorz considère donc qu'aucun gouvernement capitaliste ou acteur politique ne permettrait une politique de décroissance qui ne serait pas édulcorée dans son contenu pour finalement n'être qu'une coquille vide.

Gorz propose plutôt un projet d'autolimitation, c'est-à-dire une transformation des actions individuelles vers une reconstruction de la communauté qui permettrait la création « d'une sphère croissante de mise en commun communautaire, de coopération volontaire et auto-organisée, d'activités autodéterminées de plus en plus étendues »<sup>87</sup>. Le projet politique écosocialiste présenté par Gorz constitue avant tout une réduction du temps de travail pour permettre aux travailleurs et aux travailleuses une organisation collective des besoins subordonnée aux nécessités écologiques. La réduction du temps de travail, jumelée à une volonté de reconquête de l'autonomie par une « réorientation démocratique du développement »<sup>88</sup>, transformerait le rapport de l'humain à l'économie. Dans le capitalisme où les capacités de production dépassent les besoins, une société capable de s'autolimiter pourra sortir peu à peu d'une vision mercantile capitaliste pour développer une culture collective socialiste

---

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 107. La traduction politique étant entendue ici comme la politique étatique présente et non comme philosophie politique.

<sup>87</sup> André Gorz. *Capitalisme socialisme écologie : désorientations orientations*. (Paris : Galilée, 1991), p. 39.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 38.

du monde. Pour Gorz, la décroissance est un impératif amené par la prise en compte des contraintes environnementales qui pourrait être récupéré par le pouvoir, tandis que l'autolimitation est une alternative démocratique à la gestion de la crise environnementale. L'autolimitation se distingue de la décroissance puisqu'elle est comprise dans une volonté populaire communautaire de s'émanciper du système économique actuel, d'autonomiser les individus face au capitalisme alors que la décroissance telle que perçue par Gorz est une transformation de l'économie liée à un impératif de survie.

En ce sens, Gorz fait une double critique aux partisans de la décroissance. Tout d'abord, il leur reproche de ne pas envisager l'après-décroissance. Gorz ne croit pas que le pouvoir capitaliste permettra la diminution du développement sans en prendre le contrôle par l'entremise d'experts<sup>89</sup>. Dans un second temps, il prétend qu'à moyen terme, la décroissance, si elle n'est pas pensée comme un processus révolutionnaire, sera récupérée par le pouvoir en place. Gorz reconnaît que la décroissance est un pas dans la bonne direction, mais il pense qu'elle doit s'inscrire dans une réflexion plus importante menant à une sortie du capitalisme. Puisque :

---

<sup>89</sup> Notons qu'Anselm Jappe va lui aussi adresser cette critique aux décroissants et au projet gorzien. À cet égard voir : Anselm Jappe. «Les Aventures de la marchandise». 268-270. de même Guy Bernelas, « Une critique de Latouche ». *Sortir de l'économie*, no 2 (mai 2008) : 57-59 [en ligne], <http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/sde-n2.pdf>. Page consultée le 25 juin 2010.

Le capitalisme a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pouvait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant ; et qu'il a aboli en même temps la perspective que le choix de travailler et de consommer moins puisse donner accès à une vie meilleure et plus libre. Ce qui a été aboli n'est cependant pas impossible à rétablir. Seulement, ce rétablissement ne peut se fonder sur une tradition ni sur des corrélations existantes : il doit être institué ; il relève du politique, plus précisément de l'écopolitique et du projet écosocial.<sup>90</sup>

C'est par une réappropriation du travail que se fera le changement de systèmes économiques qui appartiendra aux petites communautés<sup>91</sup>. Le projet de Gorz s'apparente à la fois au municipalisme libertaire et à la décroissance. Mais, contrairement à Latouche, Gorz considère la décroissance, comprise en tant qu'autolimitation, comme le début d'un possible avènement d'une nouvelle utopie socialiste écologique et autogérée. Dans tous les cas, cette vision suppose une capacité pour l'être humain à changer d'imaginaire malgré les pressions d'une économie toujours à la recherche de profit et celles d'une crise environnementale sans précédent.

Selon nous, la critique de la décroissance chez Gorz est nécessaire. D'ailleurs dans ses ouvrages *Le pari de la décroissance*<sup>92</sup> et *Vers une société d'abondance frugale : Contresens et controverse sur la décroissance*<sup>93</sup>, Latouche s'applique à répondre aux

---

<sup>90</sup> André Gorz. *Écologica*. (Paris : Galilée, 2008), p. 66.

<sup>91</sup> André Gorz. *Capitalisme socialisme écologie*. p. 27.

<sup>92</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. (Paris : Fayard / Pluriel, 2010), p. 302.

<sup>93</sup> Serge Latouche. *Vers une société d'abondance frugale : contresens et controverse sur la décroissance*. (Paris : Mille et une nuits, 2011).

critiques de Gorz en rapprochant sa position de celle de l'auteur d'Écologica. Dans *Le pari de la décroissance*, Latouche clarifie d'emblée sa position sur la nécessité d'une critique radicale du capitalisme ; il s'explique ainsi :

Si je n'insiste pas sur la critique spécifique du capitalisme, c'est qu'il me paraît inutile d'enfoncer une porte ouverte. Cette critique a, pour l'essentiel, été faite et bien faite par Marx. Toutefois, il ne suffit pas de remettre en cause le capitalisme, il faut aussi le faire pour toute société de croissance.<sup>94</sup>

Pour Latouche, les solutions proposées par les marxistes<sup>95</sup> ne rompent pas avec la croissance ; en ce sens il rejoint la perception écologique radicale de Bookchin qui lui aussi critique la pensée développementaliste du marxisme orthodoxe<sup>96</sup>. Cependant, contrairement à l'anarchiste, Latouche ne tente pas d'élaborer les pratiques de la sortie du capitalisme. Il préfère transformer l'imaginaire capitaliste de sorte que l'humain « incorpore quelque chose de l'esprit du don »<sup>97</sup>. Pour Latouche, le projet de la décroissance est éminemment révolutionnaire, puisqu'il tend à transformer l'imaginaire social de manière à changer les institutions sociales

---

<sup>94</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. (Paris : Fayard/Pluriel, 2010), p. 183 et nous pourrions ajouter que Latouche élabore aussi sur la sortie du capitalisme dans son ouvrage *Vers une société d'abondance frugale : contresens et controverses sur la décroissance*. (Paris : Mille et une nuits, 2011), 104-17.

<sup>95</sup> Nous pensons ici aux marxistes orthodoxes.

<sup>96</sup> Particulièrement dans le texte « Listen Marxist » extrait de Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism*. (Oakland, Ca : AK Press, 2004), p. 107-46.

<sup>97</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. (Paris : Fayard/Pluriel, 2010), p. 190.

en place. En somme, le grand objectif des décroissants, selon lui, est de réussir à profiter des crises économiques et écologiques du capitalisme pour permettre une transformation de la culture totalisante du capital. Il s'agirait en quelque sorte de limiter nos besoins de façon à s'affranchir de la Mégamachine technoscientifique. En ce sens, il s'oppose de manière virulente à la technocratie telle que décrite par Gorz.

La société de décroissance sereine doit recomposer le politique et la morale. La transformation de l'économie de marché doit se faire non pas par la régulation de l'économie de type keynésienne ou social-démocrate, mais par :

...l'internalisation des déséconomies externes (dommages engendrés par l'activité d'un agent économique qui en rejette les coûts sur la collectivité). [...] Tous les dysfonctionnements écologiques et sociaux pourraient et devraient être mis à la charge des agents qui en sont responsables.<sup>98</sup>

Bref, pour Latouche, cette incorporation des externalités dans les coûts de production produirait une véritable « révolution »<sup>99</sup> de l'économie. En effet, compte tenu de leurs coûts réels, certaines actions corrosives, par exemple l'utilisation de l'énergie nucléaire, ne seraient plus rentables, ce qui découragerait les conduites inéquitables sur le marché. Tout en admettant le caractère utopique de cette transformation, Latouche croit qu'elle aurait pour conséquence le démantèlement des multinationales, ce qui mènerait à des pratiques de l'économie à une échelle plus humaine. Dans un certain sens, cette politique réussirait à localiser l'économie. Pour Latouche,

---

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 262-3.

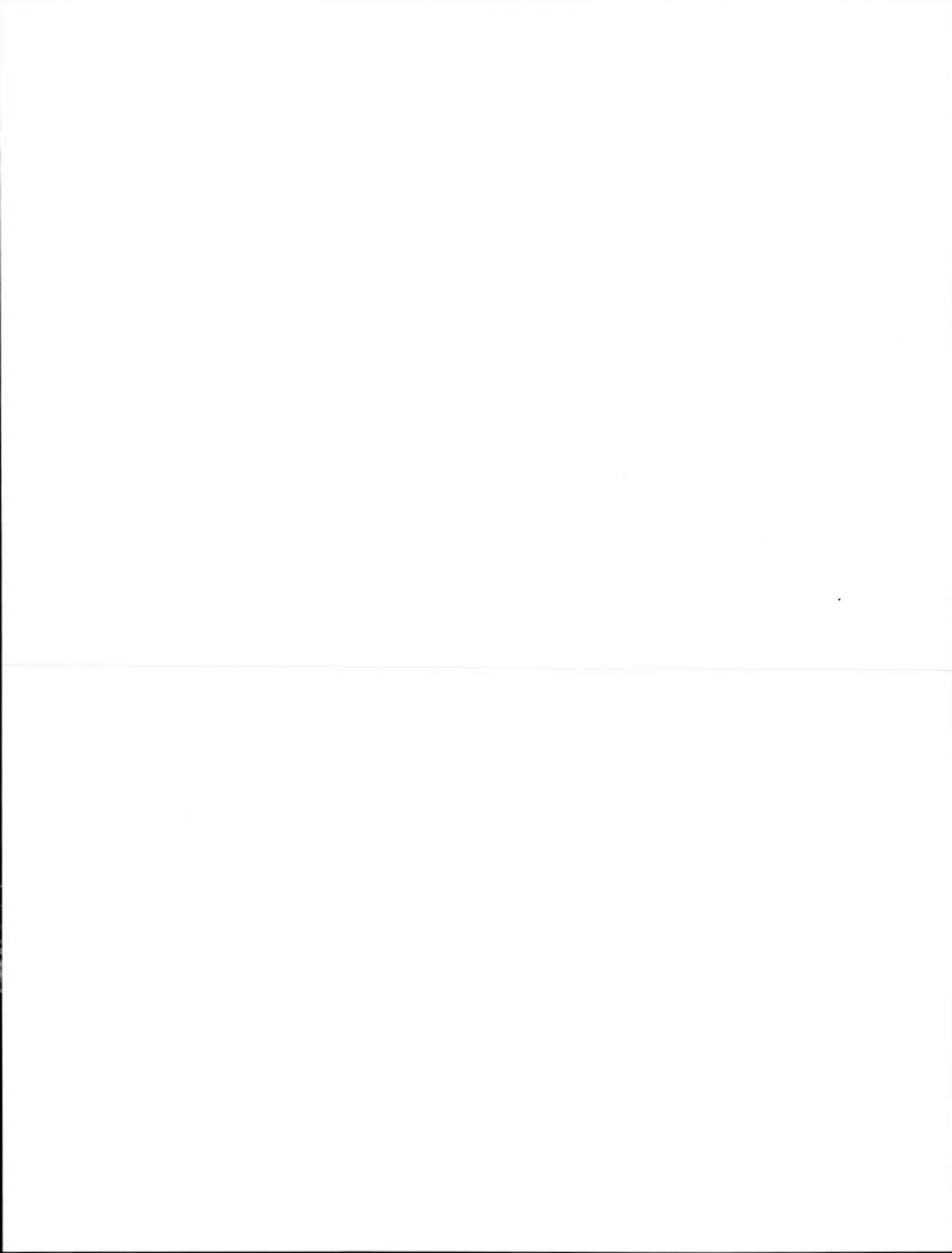
<sup>99</sup> *Ibid.*

l'approche de la décroissance sereine permettra de susciter des comportements « vertueux » en faveur d'une démocratie écologiste. Selon lui, le peuple n'a pas de réelle opposition à la décroissance et s'il peut intégrer de manière concrète les appareils démocratiques, il adoptera des politiques contraires à celles prônées par le capitalisme financier. De plus, la participation populaire aux différentes institutions permettra de décoloniser tranquillement l'imaginaire et de construire une économie plus locale, centrée sur une politique du Don.

Au final, il s'agit de démocratiser l'économie et justement de la sortir de la Mégamachine. C'est pourquoi, selon nous, la critique adressée par Gorz à un éventuel écofascisme ne s'applique pas au programme de décroissance tel que présenté par Latouche, puisque même si ce dernier ne propose pas le socialisme, sa proposition a comme objectif de démocratiser l'économie en la sortant des lieux de pouvoir traditionnels capitalistes. Si l'on peut percevoir que Latouche hésite à qualifier son projet d'anticapitaliste, il est clair qu'il se revendique de l'anti-utilitarisme et anti-productivisme endossés par Gorz.

Jusqu'à présent, notre étude s'est concentrée sur la définition de la culture du capitalisme. Si chacun des auteurs étudiés conceptualise différemment l'aliénation culturelle dans le système économique moderne, ils se rejoignent tous dans un constat clair : l'humanité doit sortir de l'économie consumériste et donc du capitalisme. Pour ce faire, l'individu doit penser l'utopie, il doit apprendre à lutter contre la propension du capitalisme à lui créer des besoins et réussir à retrouver une autonomie qui le désenchaînera de l'économie. À notre avis, le fondement même de l'écologie politique réside dans la recherche de l'autonomia, entendue ici comme la capacité de se gouverner selon ses propres lois. Il s'agit de reconstruire une communauté démocratique hors la culture de masse. Le second défi de l'écologie politique est

donc de définir des voies de sortie du capitalisme permettant la « vie bonne ». Nous verrons dans le prochain chapitre quels sont chez Latouche, Gorz et Bookchin les moyens de « décoloniser l'imaginaire ».



## CHAPITRE 2

### LE CERCLE VERTUEUX DE LA DÉCROISSANCE PEUT-IL CONDUIRE À L'AUTONOMIE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE ?

Ce chapitre présentera les pratiques proposées par Serge Latouche pour introduire dans une société capitaliste une décroissance sereine, génératrice d'autonomie afin de la dépasser. Son approche sera comparée à celles de Murray Bookchin et d'André Gorz afin de vérifier si le projet latouchien a des similitudes avec les méthodes anarchistes ou socialistes. Dans ce chapitre nous décrirons les raisons qui expliquent pourquoi Latouche considère la décroissance sereine comme un projet révolutionnaire. Nous pourrions établir si les pratiques de la décroissance sont effectivement viables et porteuses d'un changement de régime économique. Nous expliquerons le concept du cercle des comportements vertueux de Latouche, ce qui nous mènera à le comparer au municipalisme libertaire de Bookchin et à la nécessaire réduction du temps de travail chez Gorz. Il s'agira de démontrer les similitudes entre la décroissance sereine et la politique du Don, lesquelles misent sur une volonté de désinstrumentaliser les liens sociaux<sup>100</sup> de manière à sortir l'humain de son unidimensionnalité. L'objectif clé de ce chapitre est de montrer chez Latouche les

---

<sup>100</sup> Jacques T. Godbout et Alain Caillé. *L'esprit du don*. (Paris : La Découverte, 1992), p. 238.

pratiques menant à l'autonomie et de vérifier comment elles tendent vers la création d'une forme de marché secondaire hors de l'économie formelle.

## 2.1 Les pratiques de la décroissance chez Latouche

D'emblée, notons que dans l'esprit de Latouche, une certaine forme de décroissance est inévitable. En effet, la diminution de l'empreinte écologique des pays surdéveloppés, et par conséquent de son PIB, sera une nécessité écologique pour éviter les catastrophes environnementales, et ceci même au sein du système capitaliste. Puisque la continuité de la croissance mène nécessairement à une conséquence tragique, les décroissants sont, dans leur lutte contre le développement économique, confrontés à l'exigence d'élaborer une alternative économique. C'est ce que Serge Latouche tente de proposer à travers différents ouvrages. Pour lui, les dérives autoritaires du communisme du bloc de l'Est au XXe siècle suffisent à discréditer l'option marxiste. À son avis, même en ayant développé une critique du capitalisme, les marxistes prônent une société de développement économique au même titre que les capitalistes<sup>101</sup>. Latouche considère que la pensée marxiste n'a pas réussi à comprendre la nécessité écologique de réduire la croissance et a encouragé (notamment dans le bloc de l'Est) la surproduction pour démontrer la supériorité du régime communiste vis-à-vis de la puissance étatsunienne. Même si cette analyse

---

<sup>101</sup> Serge Latouche. «Oublier Marx». *Revue du MAUSS*, no 34 (2009), p. 313.

n'est pas partagée par des socialistes tels qu'André Gorz ou John Bellamy Foster<sup>102</sup>, elle semble suffire à Latouche pour discréditer en bloc le marxisme et ses pratiques<sup>103</sup>. Si « la société de décroissance sereine » telle qu'il la propose n'est pas un projet clef en main qui remplacera le capitalisme, elle se veut une « matrice autorisant un foisonnement d'alternatives »<sup>104</sup>.

Latouche croit que la société post-développement devra être la résultante d'une utopie, tant le projet de la décroissance est aux antipodes des approches économiques dominantes. Ainsi, il propose l'adoption de comportements qui donneront à l'individu les conditions de son affranchissement du système économique pour ensuite envisager la suite du monde. Ce projet trouvera sa finalité dans la démocratisation locale du politique et de l'économique à travers le renouvellement et la transformation des institutions fondatrices de la société. Pour ce faire, Latouche espère intégrer l'innovation humaine de manière à faire participer la population à l'élaboration des moyens de transformation de la société. Cela dit, il ne préconise pas un programme de transformation de l'économie comme le fait le marxisme, le keynésianisme ou la pensée libertaire. Il propose plutôt d'intégrer plusieurs solutions

---

<sup>102</sup> John Bellamy Foster est un auteur éco-socialiste qui défend l'idée que dans la thèse marxiste du capitalisme, il y a une relation d'interconnexion entre l'environnement et la société humaine. Par cette analyse, Foster considère que la réflexion écologique était présente chez Marx et que la critique socialiste marxienne du capitalisme comporte donc une critique écologique du capitalisme. À cet égard, voir la conférence : John Bellamy Foster. « Climate change and its social roots. » dans *Capitalism and Climate Change*, une conférence et une entrevue tenue le 11 avril 2008 à Sydney. [En ligne] <http://links.org.au/node/343> page consultée le 29 janvier 2012.

<sup>103</sup> Nous pensons ici particulièrement aux textes : Serge Latouche. *Petit traité de la décroissance sereine*. (Paris : Mille et une nuits, 2007), p. 171 et Serge Latouche. *Survivre au développement*. (Paris : Mille et une nuits, 2004) qui sont intégrés au texte phare de Latouche sur le sujet : Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. (Paris, Fayard/Pluriel, 2010).

<sup>104</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. p. 149.

d'inspiration différentes qui mèneront à changer l'idée même de ce qu'on appelle « l'économie ». Ainsi, Latouche ne propose pas de système pour sortir de la croissance, mais plutôt des comportements qui devront changer la culture consumériste afin de sensibiliser le citoyen à la recherche d'une alternative écologique et éthique au développement. Cette alternative, une fois conçue par les individus, sera la société de décroissance. C'est pourquoi Latouche considère que la société de décroissance est « nécessairement plurielle »<sup>105</sup> puisqu'elle représente un amalgame d'utopies plurielles qui sera en perpétuel changement.

## 2.2 Le cercle des comportements vertueux

Latouche synthétise, dans son livre *Le Pari de la décroissance*<sup>106</sup>, sa proposition en une liste de huit comportements qui permettront la décolonisation de l'imaginaire et l'appropriation d'une société autonome par les individus, soit les huit « R » : « réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler »<sup>107</sup>, qui provoqueront « un cercle vertueux de croissance sereine, conviviale et soutenable »<sup>108</sup>. Ce cercle est reproduit à la figure 3 ci-dessous.

---

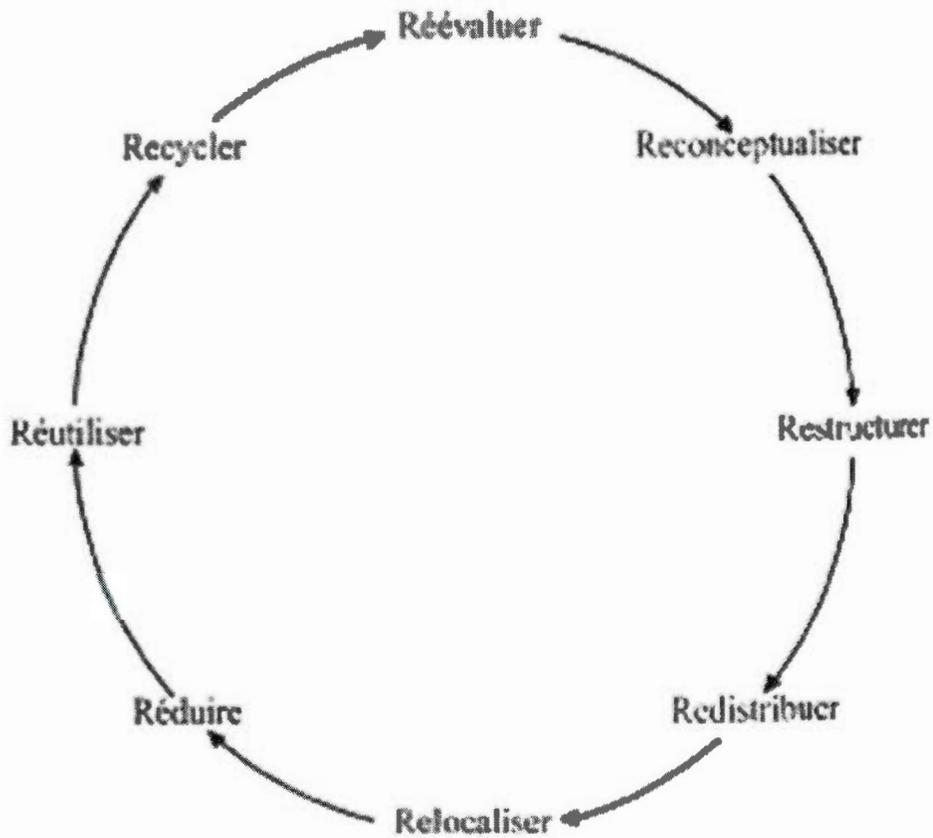
<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>108</sup> *Ibid.*

**Figure 3** Le cercle des comportements vertueux de Serge Latouche<sup>109</sup>



---

<sup>109</sup> Graphique extrait de Billy Fernandez. *Crise systémique et paradigme de la décroissance : effondrement ou métamorphose, les principes systémiques de la voie de décroissance*. (Chambéry : Université de Savoie Master 2, Système Territoriaux, Développement Durable et Aide à la Décision, 2010) [En Ligne], [http://www.memoireonline.com/11/10/4116/m\\_Crise-systemique-et-paradigme-de-la-decroissance--effondrement-ou-metamorphose20.html](http://www.memoireonline.com/11/10/4116/m_Crise-systemique-et-paradigme-de-la-decroissance--effondrement-ou-metamorphose20.html), page consultée le 22 novembre 2011. Il s'agit d'une reproduction du schéma disponible : Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*, p. 156.

L'adoption de chacun des comportements du cercle vertueux devant mener au suivant, les comportements représentés dans le cercle tendent à changer les rapports individuels au monde de manière à sortir de la Mégamachine. Évidemment, la décolonisation de l'imaginaire produira un changement de valeurs et de mentalité qui se traduira par une nouvelle vision du vivre ensemble. Le cercle vertueux comprend toutes les étapes nécessaires à la transformation du monde. Dans la pratique, nous explique Latouche, ces étapes se bousculeront mutuellement, ce qui transformera progressivement la compréhension de la vie, ce dont le schéma ci-haut ne peut tenir compte. Dans les prochaines lignes, nous décortiquerons les composantes de chacun des comportements qui forment ce cercle. Notez que le caractère inclusif du projet latouchien a pour conséquence d'intégrer des pistes de solution de différents auteurs, parfois en les présentant hors de leurs propres champs. Ainsi, nous retrouvons dans le comportement de « redistribution » les propositions gorziennes liées au temps de travail tandis que le comportement de « relocalisation » comporte des bribes du projet du municipalisme libertaire. En fait, le projet du cercle vertueux est un collage de mesures et d'idées qui devrait, selon l'auteur, permettre une sortie de la croissance. En ce sens, Latouche fait un véritable acte de foi envers les individus, espérant qu'ils et elles s'associeront autour d'une pléiade de bonnes idées pour reconstruire l'ensemble des bases de l'économie. L'auteur concède qu'un élément déclencheur tel qu'une catastrophe « pratique »<sup>110</sup> inciterait les humains à réaliser l'ampleur de la crise écologique et les encouragerait à vouloir sortir de la croissance. Il admet donc que la Raison ne viendra pas d'elle-même, mais par un évènement extérieur qui forcera un changement de paradigme comportemental. Cela étant dit, Latouche

---

<sup>110</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*, p. 149.

considère que l'application du cercle des comportements vertueux peut débiter dès maintenant afin d'éviter la catastrophe pratique ou au moins de pouvoir s'en servir quand elle surviendra.

Ainsi, à l'instar d'Illich, nous classons Latouche comme un utopiste ayant l'espoir de créer un système post-capitaliste fondé sur la Raison. Puisque le capitalisme détruit le monde, l'humanité se doit de lui imposer des limites. Pour ce faire, elle doit transformer son comportement, en lien avec la logique de la lutte au gaspillage. Le cercle du comportement vertueux et soutenable débute avec la « réévaluation » et la « reconceptualisation » du monde vécu.

### 2.3 Réévaluer, Reconceptualiser

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté la perception latouchienne de la domination culturelle, en montrant qu'elle implique qu'une « réévaluation » de l'économie s'impose comme condition préalable à l'autonomie individuelle et collective. Un questionnement sur la quantité et les effets des informations<sup>111</sup> qui circulent et influencent l'être humain dans son quotidien est primordial chez Latouche. La « réévaluation » désigne le processus éducatif de critique radicale qui « désintoxiquerait » la culture de la croissance qui est diffusée dans la société capitaliste. Ce processus de démonstration des torts de l'économie capitaliste sur les sociétés modernes, et particulièrement de ses effets sur l'environnement, aura pour effet de transformer l'imaginaire des individus en leur permettant de dépasser le

---

<sup>111</sup> Qu'elles proviennent du système d'éducation ou des médias, elles font partie de la Mégamachine.

dogme de l'économie de la croissance. Quand l'humanité aura compris la contribution du capitalisme aux crises environnementales et sociales causées, entre autres, par le gaspillage des ressources naturelles, sa perception de l'économie aura tendance à changer. Cette décolonisation de l'imaginaire passe donc par la réévaluation de l'économie moderne.

En se basant sur les travaux d'Arnaud Berthoud<sup>112</sup> qui critiquent la notion de science économique, Latouche démontre que celle-ci n'est en fait qu'une chrématistique, qui ne permet pas une « consommation vraie », c'est-à-dire une consommation qui consiste « dans l'usage économe d'un ensemble de richesses constituant la propriété du sujet en vue du bonheur dans l'amitié avec soi-même »<sup>113</sup>. Pour Berthoud et Latouche, la richesse ne se compte pas en biens accumulés ou en services reçus, mais en la capacité de se satisfaire de sa vie en communauté. Il faut donc intégrer cette conception de la richesse dans ce qui est le « sens commun » de l'humanité. Il s'agit de rétablir la définition de l'oïkosnomia d'Aristote contre la vision économique moderne. Latouche cite Berthoud pour établir ce que seraient les bases d'une nouvelle perception<sup>114</sup> de l'économie :

---

<sup>112</sup> Voir : Arnaud Berthoud. *Une philosophie de la consommation. Agent économique et sujet moral*. (Villeneuve-d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2005)

<sup>113</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. p. 169.

<sup>114</sup> Une nouvelle façon de penser qui renoue au fond avec une optique très ancienne.

La [bonne] science économique est en premier lieu une science du vivre et du bien-vivre dont le consommateur est le support. [...] On ne confondra donc pas l'économie de la consommation, qui est un art et une éthique de l'usage des richesses, et l'économie de la production et de la reproduction, qui répond à la question de savoir comment s'enrichir ou rester au moins aussi riche qu'avant.<sup>115</sup>

La « réévaluation » du système capitaliste passe, pour Latouche, par une revalorisation de l'économie aristotélicienne. Il considère qu'une grande part de cette redéfinition de l'économie exige, comme chez Gorz, la reconceptualisation de notre rapport au temps. À la lumière de l'étude des textes de Latouche, nous pouvons ajouter que le rapport au temps est primordial dans son analyse. La reconceptualisation de ce rapport est l'engrenage autorisant la création d'une nouvelle zone d'échange hors de l'économie, qui permettra de mettre en branle un système de décroissance. En effet, pour Latouche :

Il faut partir du monde donné aux hommes. La limite est alors donnée avec le ciel, la terre et le temps. La limite est dans le don. Il faut en particulier insister sur le temps. L'homme a du temps. Il reçoit le temps de sa vie ou le temps des jours de sa vie. Au temps correspond le travail. Le travail est sans doute productif, mais il est d'abord la passion ou la souffrance du temps.<sup>116</sup>

La « reconceptualisation » du rapport au temps et au travail redonnera à l'humain un sens du commun. La réduction du temps de travail, selon Latouche, contribue à débarrasser notre imaginaire du fantasme d'accumulation. En sortant du marché des

---

<sup>115</sup> Arnaud Berthoud. *Une philosophie de la consommation, Agent économique et sujet moral*. (Villeneuve-d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion, 2005), p. 79 et cité par Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*. p. 174.

<sup>116</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*, p. 177.

heures de travail, les individus ressentiront tout le potentiel de mieux-être que peut procurer davantage d'autonomie. Ce qui permettra aux individus de prendre du temps nécessaire de contemplation et de réflexion sur le monde. Ce qui implique une réflexion vers de nouveaux modèles d'une civilisation qui ne soit pas basée que sur l'économie néolibérale. Cette vision est partagée par Jacques Ellul, qui voit dans la diminution du temps de travail une manière pour l'humain de changer son rapport au monde et les structures décisionnelles de la société. Ainsi, pour Ellul, « ...nous serons obligés de poser des questions fondamentales : celles du sens de la vie et d'une nouvelle culture, celle d'une organisation qui ne soit ni contraignante, ni anarchique.<sup>117</sup> ». Cette réflexion nourrira le cercle comportemental de la décroissance et améliorera constamment la société de décroissance sereine. Donc, pour Latouche ainsi que pour plusieurs tenants de la politique du Don<sup>118</sup>, l'autonomie retrouvée permettra une transformation politique et culturelle continue de la société.

En ce sens, Latouche croit qu'il est nécessaire d'encourager les mesures de réduction de temps de travail, de simplicité volontaire ou de lenteur volontaire<sup>119</sup>. Ces

---

<sup>117</sup> Cette réflexion est aussi partagée par Jacques Ellul, dans *Changer de révolution : L'inéluctable prolétariat*. (Paris : Seuil, 1982) et dans Jean-Luc Porquet. *Jacques Ellul l'homme qui avait presque tout prévu*. (Paris: Cherche Midi, 2003), p. 251.

<sup>118</sup> On peut penser ici, entre autres, à Marcel Mauss, Marcel Fournier et André Gorz.

<sup>119</sup> Nous appelons ici lenteur volontaire les mouvements qui préconisent une diminution du rapport à l'homme à la productivité et à l'immédiateté. L'exemple le plus connu serait certainement l'idée du *slow food*, qui prône un retour à la cuisine maison et qui utilise des aliments biologiques de saison, tout en assurant aux producteurs d'aliments un revenu décent. Ce mouvement, né en opposition aux chaînes de restaurant commerciales qui basent leurs productions sur le profit, propose une vision conviviale et communautaire de la cuisine.

mouvements auront pour effet de participer à la repolitisation de l'individu en l'impliquant dans des activités communes à leur communauté. En ayant plus de temps libre, Latouche croit que les individus auront le réflexe d'améliorer leur sort dans des activités où ils participeront à la vie active de la collectivité. Latouche fait le pari qu'une fois impliquée directement dans leurs communautés, les individus auront tendance à vouloir intégrer les processus démocratiques afin de transformer l'économie néolibérale en une économie aristotélicienne où leurs actions et leurs décisions auront un impact sur la communauté. Évidemment, dans l'état actuel des choses, rien n'indique que la diminution du temps de travail permet aux individus d'investir leurs communautés. C'est ce que tend à démontrer l'exemple de la diminution de la semaine de travail à 35 heures, instaurée en France entre 1998 et 2002. De plus, rien n'indique que l'individu ne prendra pas plutôt du temps pour lui-même. Rien ne l'empêcherait d'aller à la pêche ou de simplement regarder la télé<sup>120</sup>. La raison qui pousse les individus à se tourner vers du divertissement plutôt que vers des activités économiques au sens aristotélicien, selon Latouche, est que l'individu est accoutumé par contrainte de temps et par accoutumance à la culture du divertissement<sup>121</sup>. L'Occidental moyen s'est habitué à se replier sur sa sphère privée lors de ses moments de repos. Latouche affirme qu'une diminution de quelques heures par semaine de temps de travail aura comme effet d'effectivement permettre aux individus d'être plus oisifs. Par contre sur le long terme, ils s'investiront dans la sphère publique et tenteront de se sortir graduellement de la sphère privée. Toujours

---

<sup>120</sup> Notons que pour une proportion importante des ouvriers français, la part de télévision regardée dans une semaine a augmenté avec l'avènement des 35 heures. Bruno Maresca, Pierre Tardieu et Sophie Géraud. « Occupation du temps libre, une norme de consommation inégalement partagée », *CRÉDOC, Cahier de recherche*, no 210 (novembre 2004), p. 38.

<sup>121</sup> Télévisuelle surtout.

selon Latouche, une reprise de temps plus substantielle permettra à l'individu de participer à nouveau aux affaires de la collectivité. De plus, cette volonté de limiter le temps est une manière de construire une économie basée sur l'échange réciproque, à travers le don des biens et services, plutôt que sur la valorisation monétaire et la marchandisation du temps. Il s'agit de repenser le temps, non pas comme une valeur potentielle d'échange monnayable, mais bien comme une valeur d'usage gratuite. Ceci, de notre point de vue, situe Latouche comme un adepte de la politique du Don, laquelle suppose de transformer l'échange temps-contre-argent en échange de dons qui contribuent au bonheur collectif plutôt que strictement individuel.

Marcel Mauss, un des fondateurs de la politique du Don, voyait ainsi les défis de l'humain face au capitalisme :

Nous devons, je le crois, même en tant que nous voulons développer notre propre richesse, rester autre chose que de purs financiers, tout en devenant de meilleurs comptables et de meilleurs gestionnaires. La poursuite brutale des fins de l'individu est nuisible aux fins et à la paix de l'ensemble, au rythme de son travail et de ses joies et – par l'effet en retour – à l'individu lui-même.<sup>122</sup>

---

<sup>122</sup> Marcel Mauss. «Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques.» dans *Sociologie et anthropologie* de Marcel Mauss. (Paris : PUF, 1968). 482 p. Version électronique disponible sur UQAC, Les classiques des sciences sociales, [en ligne] <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mam.ess3> consultée le 13 janvier 2012.

Pour celui qui est considéré comme le « père de l'ethnologie française », l'économie doit être repensée de manière à sortir de l'économie financière, qu'il définit comme celle qui se base sur l'exploitation de l'autre, pour aller plutôt vers une économie qui est gérée de manière inclusive. Cette seconde forme d'économie, Mauss la définit comme une économie où les individus se considèrent à part entière dans leurs rapports économiques. C'est-à-dire que l'échange n'est pas perçu uniquement dans une relation acheteur-vendeur, mais bien comme une communauté partageant un espace commun. Cette vision de l'économie amène Latouche à penser ce comportement vertueux qu'il appelle la « reconceptualisation », c'est-à-dire une reconnaissance collective du caractère strictement individuel et destructeur du commun (entendu ici comme social et environnemental) de la croissance économique dans le capitalisme. La recherche d'une gestion du temps hors-marché réintroduit l'idée que le temps est valeur d'usage plutôt que valeur monnayable. Le temps retrouvé en dehors de l'échange marchand est un vecteur d'amélioration de la vie en communauté qui extirpe l'individu de la Mégamachine pour le réinstaller dans la collectivité. De plus, cette diminution du temps de travail et des excès de production qui lui sont liés réduiront l'empreinte écologique de l'humanité.

Pour Latouche, le progrès, la science et la consommation ne sont plus des choix de conscience, mais plutôt des accoutumances dont l'individu ne peut se défaire : « Seul un échec historique de la civilisation fondée sur l'utilité et le progrès peut probablement faire redécouvrir que le bonheur de l'Homme n'est pas de vivre beaucoup, mais de vivre bien »<sup>123</sup>.

---

<sup>123</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. p. 180.

Donc, pour Latouche, la vie bonne est en opposition avec le capitalisme et la société de croissance telle qu'existant. L'humanité, face à la menace écologique, devra donc dépasser ce système économique pour assurer sa survie à long terme. Pour ce faire, Latouche considère que l'humanité devra révolutionner sa vision de la distribution des richesses.

#### 2.4 Restructurer, redistribuer

Restructurer, chez Latouche, signifie « adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs »<sup>124</sup>. Cette restructuration remettra en question les valeurs de l'économie dominante actuelle de manière à la rapprocher de l'utopie de la société de décroissance sereine. Il s'agit du point de rupture entre l'économie capitaliste et la société du post-développement. Latouche considère que cette « révolution », qu'il entend au sens présenté par Cornelius Castoriadis, se vivra à travers une transformation institutionnelle. En effet, pour Castoriadis, auteur *d'Une société à la dérive*<sup>125</sup>, la révolution est essentiellement :

---

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>125</sup> Cornelius Castoriadis. *Une société à la dérive : entretiens et débats 1974-1997*. (Paris : Seuil, 2005).

...un changement de certaines institutions centrales de la société par l'activité de la société elle-même : l'autotransformation explicite de la société condensée dans un temps bref. [...] La révolution signifie l'entrée de l'essentiel de la communauté dans une phase d'activité politique, c'est-à-dire instituante. L'imaginaire social se met au travail et s'attaque explicitement à la transformation des institutions existantes.<sup>126</sup>

Dans une société où l'imaginaire aurait été décolonisé, une révolution serait possible, dans l'optique où les individus se réapproprieraient leurs institutions pour leur donner un nouveau sens. Selon Latouche, ce nouveau sens serait influencé par le cercle des comportements vertueux de sorte à viser la décroissance économique ce qui mènerait à la transition entre le système capitaliste et la société post-capitaliste. Latouche admet que cette métamorphose posera de nombreux problèmes, notamment dans la conversion de l'appareil productif. Cependant, il fait confiance à l'ingéniosité humaine pour réutiliser convenablement les engins actuels de production de manière plus écologique.

C'est la somme des efforts de décolonisation de l'imaginaire qui aboutira par une transformation effective de la société, soit le passage de la société de consommation à une communauté. D'où l'importance accordée par Latouche à la « catastrophe pratique » pour changer d'imaginaire. Puisque par le passé, la seule conscience de l'exploitation et de la menace nucléaire n'a sût produire de révolution, il faudra un évènement majeur pour transformer l'imaginaire collectif. Latouche prône donc, avec dépit, la pédagogie de la catastrophe, c'est-à-dire que l'humain aura besoin d'un

---

<sup>126</sup> Cornelius Castoriadis. *Une société à la dérive : Entretiens et débats 1974-1997*. (Paris : Seuil, 2005), cité par Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. (Paris : Fayard/Pluriel, 2010), p 190.

exemple de catastrophe naturelle qui l'apeure suffisamment pour changer de culture économique. Cette catastrophe ne sera donc pas fatale à l'humanité, mais certainement assez importante pour remettre en question le système de gestion économique. Ainsi, pour que l'individu moyen ressente la nécessité d'investir démocratiquement les institutions pour en chasser les classes dominante leurs cultures hégémoniques, il doit ressentir l'urgence de le faire. C'est pourquoi le paradigme écologique, contrairement à celui des inégalités sociales, permettra la fin de la société de croissance économique. Ce nouveau paradigme démontre selon l'auteur que les classes dominantes et le système capitaliste mettent en danger l'humanité, c'est pourquoi les collectivités devront les investir, les reformer et les réinventer de sorte à y inclure une culture collective.

Selon Latouche, afin de restructurer les rapports sociaux il faut instaurer un système planétaire de redistribution des ressources entre les individus et les collectivités. Ainsi, la terre, les droits de titre sur la nature, l'emploi, les revenus, les retraites, etc. seront sujets à la redistribution. Latouche perçoit que la reconsidération de l'usage des ressources sera la conséquence de la révolution culturelle et structurelle prônée par les objecteurs de croissance. Par exemple, en redistribuant la terre, nous la sortons des rapports marchands, de la spéculation foncière, de l'agriculture productiviste, de la désertification pour la destiner plutôt à l'agriculture paysanne et biologique respectueuse de l'environnement. Ceci réduira le chômage et revalorisera les cultures locales et communautaires. Pour les ressources intangibles comme le travail, il est évident pour Latouche que la nouvelle distribution aura pour résultante une forte réduction du temps de travail. Cette baisse aura deux conséquences :

une diminution drastique de l'empreinte environnementale et la baisse du chômage. De plus, une transformation qui mènerait de l'économie de « prédation »<sup>127</sup> à une économie écoresponsable permettra la création de milliers d'emplois « solaires »<sup>128</sup> dans des domaines exploités tels que la production d'énergie photovoltaïque, l'industrie de la bicyclette, production de transport en commun, de la reforestation, etc.

#### 2.4.1 Le revenu minimum d'activité (RMA)

La venue de la société de décroissance ne serait pas sans conséquence sur le niveau de revenu individuel. Cependant, elle permettrait de réintroduire la notion de la justice dans le salariat puisque dans la société de décroissance la démarchandisation du travail sera un impératif, ce qui aura comme effet d'empêcher toute forme de concurrence sur le prix du temps et donc sur la valeur monétaire accordée à la vie. Une société de décroissance ne chercherait pas à mettre les travailleurs en concurrence pour réduire les coûts de production. C'est pourquoi l'instauration d'un revenu minimum d'activité (RMA) doit être envisagée<sup>129</sup>.

---

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 193.

<sup>128</sup> Latouche utilise ce terme pour définir des emplois qui ne génèrent pas ou très peu de pollution.

<sup>129</sup> Dans la même optique, Latouche croit qu'un revenu maximum autorisé doit être considéré pour stopper l'inégalité sociale. Ces mesures auraient pour effet d'établir des limites à la démesure, ce que permettrait la société démocratique de décroissance.

Le revenu minimum d'activité est une mesure qui offre un salaire minimum à tous les citoyens. Cette disposition découple les moyens de subsistance de l'obligation du travail. Cette mesure, souvent appelée revenu de citoyenneté<sup>130</sup>, remplace la culture du travail dans le système capitaliste par une philosophie du mieux vivre<sup>131</sup> puisqu'elle évite que le travail soit le centre de la vie publique des individus. De plus, le revenu maximum d'activité est une mesure qui place un plafond au salaire qu'un individu peut recevoir pour ses activités productives. Cette mesure réussit, aux dires de Latouche, à mettre en place une meilleure forme de démocratie puisqu'elle permet une plus grande égalité de condition pour l'ensemble des citoyens. Ces deux mécanismes, utopiques dans notre système actuel, contribueraient dans une société de décroissance à la restructuration du travail. Ces mesures s'attaqueraient à la logique de la création de nouveaux profits, en diminuant la capacité de production futile nécessaire pour payer des dividendes, des intérêts et des rentes par le capital (que ce soit à travers des fonds de pension, de banque, de spéculateurs, etc.), ce qui abaisserait le volume global de la production, et donc la destruction de la nature.

## 2.5 Relocaliser

Pour Latouche, il importe de se « réappropriier » localement la circulation de l'argent. Tout le système financier devra être démantelé à travers une démondialisation qui

---

<sup>130</sup> Proposée, entre autres, par André Gorz tel que nous le verrons plus loin.

<sup>131</sup> Nous reviendrons plus loin sur les propositions de Gorz à cet égard, pour les comparer au cercle vertueux de Latouche.

participera à la relocalisation de l'économie de sorte à axer l'échange de manière communautaire et non globalisé. En effet, la relocalisation est l'enjeu stratégique le plus important du cercle vertueux tel que développé par Latouche puisqu'il s'agit d'appliquer le principe fondateur de l'écologie politique : penser globalement, agir localement. Si le localisme est un thème présent dans les médias et la société civile, il s'agit la plupart du temps d'une forme de localisme ambiguë basée sur la géographie et non sur la communauté, et généralement liée à une volonté d'associer le local au développement, comme dans l'expression « développement régional ». C'est pourquoi, pour Latouche, cerner véritablement l'enjeu local, c'est avant tout dénoncer l'utilisation du terme « local » lorsqu'il est accolé au développement économique. La reconstruction sociale du territoire ne doit pas être qu'économique, mais aussi politique et culturelle. D'où la raison chez Latouche de proposer une critique du développement local avant de pouvoir proposer un réel localisme décroissant.

### 2.5.1 Le *Glocalisme*

Afin de retrouver une emprise sur leur monde vécu, plusieurs citoyens sont tentés d'offrir au niveau régional des services d'économie solidaire de toute sorte, allant de la santé aux loisirs en passant par des conseils environnementaux. On voit fleurir, à travers la planète, depuis les années 2000 une pléiade d'associations à but non lucratif (ou non exclusivement lucratif) qui proposent la vente de ce type d'activités en s'opposant aux entreprises multinationales et en vantant la communauté. Les retombées économiques de cette sorte d'organismes posent problème dans une dynamique de décroissance. Outre leurs propres emplois, les OBNL de ce type créent avant tout des entreprises de sous-traitance ou de services de proximité qui ne font pas partie d'une dynamique intégrée de sortie de la croissance. De plus, ils transforment en offre monnayable une entraide qui devrait être de l'ordre du don.

Ainsi, ils se façonnent en reproduisant les formes propres au marché capitaliste en place et sont absorbés, tôt ou tard, par ce dernier. Au final, ces ONG sont instrumentalisées à la fois par l'État et par l'entreprise privée qui y voit une manière de se renforcer à moindre coût. Alors, « à défaut d'une décolonisation en profondeur de l'imaginaire, au lieu d'inventer un art de l'usage et de la bonne consommation de l'autre, elles retombent dans les ornières du monde de la marchandise même lorsqu'elles sont en marge du marché »<sup>132</sup>.

Le terme « local » est présentement associé à une forme de développement aux apparences éthiques, mais qui dans les faits agit plutôt comme « un localisme hétéro-dirigé »<sup>133</sup>. Le « glocalisme »<sup>134</sup> permet la mise en concurrence des territoires qui sont placés devant l'obligation d'offrir des conditions toujours plus favorables aux multinationales. Les initiatives des organismes dits « locaux » ou « à vocation sociale » sont récupérées dans la logique de marché. Brandir le vocable de « local » dans le capitalisme ne fait qu'aider à la survie du concept de développement<sup>135</sup> en lui donnant une légitimité de proximité.

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Jeu de mots utilisé pour décrire la réutilisation capitaliste du « penser globalement agir localement »

<sup>135</sup> Au même titre que les termes « durables » ou « éthiques ».

### 2.5.2 La relocalisation économique dans la décroissance

La relocalisation, dans une perspective de décroissance, passe évidemment par la production locale, mais va bien au-delà du strict rapport économique de développement régional. Pour Latouche, l'humanité doit adopter le « principe de subsidiarité du travail et de la production »<sup>136</sup> tel que formulé par Yvonne et Michel Lefebvre. Ce principe consiste à prioriser l'échelon décentralisé lors de la production. L'objectif est de réaliser l'ensemble de la production au niveau local, et ce, même si c'est moins rentable, lorsque c'est possible, afin de diminuer l'empreinte écologique de la consommation quotidienne. Cette proposition, pour Latouche, fait appel au bon sens plutôt qu'à la rationalité économique. Dans un contexte où l'économie capitaliste n'est pas soutenable, il importe peu d'économiser quelques sous de manière individuelle quand l'impact de cette économie unitaire se fait sentir, à moyen terme, sur la survie de la collectivité.

L'économie globalisée ayant fait disparaître la culture locale, l'humain doit d'abord réapprendre à vivre en communauté. Pour ce faire, il doit travailler à la renaissance de la communauté dans une recherche de l'autoproduction des biens essentiels et dans le renouveau d'une forme d'artisanat régional qui favorise les échanges non mercantiles. C'est dans cette nouvelle zone d'échange que se créera une confiance mutuelle porteuse de la revalorisation du patrimoine commun. Cette réémergence du vivre ensemble diminuera substantiellement les émissions de gaz à effet de serre produit par le transport de marchandises, tout en s'opposant à

---

<sup>136</sup> Yvonne Mignot-Lefebvre et Michel Lefebvre. *Les Patrimoines du futur : les sociétés aux prises avec la mondialisation*. (Paris : l'Harmattan, 1995).

l'individualisme exacerbé de la société de consommation moderne. C'est donc, pour Latouche, l'ensemble des sphères de l'activité économique et de la vie en société qui doit être reterritorialisé. Or pour parvenir à ce localisme bienfaisant, il faut que la culture locale soit plus large que la seule perspective économique. Elle doit inclure un aspect démocratique porteur d'autonomie individuelle et collective dans la gestion des communautés.

Cette démocratie passe par la gestion en commun des ressources naturelles et énergétiques locales. Ce processus qui ne peut être envisagé dans le système économique et technocratique capitaliste présent représente bien toute la portée politique de la proposition de la décroissance sereine. La « renaissance » politique et culturelle du local est entendue comme un moyen de réenchâsser l'économie dans la sphère politique et non comme un aménagement économique territorial. Il importe donc d'intégrer à la pensée de l'écologie politique des pratiques démocratiques qui permettront de vivre harmonieusement avec l'environnement. Telle que décrite par Bookchin et Taki Fotopoulos<sup>137</sup>, la démocratie locale est envisageable en harmonie avec l'écosystème tout en intégrant les populations dans le processus démocratique. De cette manière, la politique n'est plus un exercice de rétention du pouvoir par l'élite et les technocrates, mais plutôt une « autogestion de la société par ses membres »<sup>138</sup>. Cette utopie locale est, selon Latouche plus réaliste qu'une démocratie mondiale, puisqu'elle lui semble plus accessible.

---

<sup>137</sup> Taki Fotopoulos. *Vers une démocratie générale: une démocratie directe, économique, écologique et sociale*. (Paris: Seuil, 2002).

<sup>138</sup> Serge Latouche. *Le Pari de la décroissance*. p. 209.

Si Latouche ne croit pas qu'il soit possible de renverser la domination capitaliste de manière frontale, il pense néanmoins que l'individu peut et se doit d'entrer en dissidence avec ce système. La réappropriation démocratique du territoire illustre cet esprit de révolte. Donc la stratégie de la reconstruction locale ne consiste pas à préserver un développement économique régional, mais plutôt à permettre la contestation sociale à travers une nouvelle autonomie collective qui débouchera à terme vers la naissance de la société de décroissance conviviale.

## 2.6 Réduire, réutiliser, recycler...

Considérant la nécessité de réduire notre empreinte écologique, toute nouvelle forme de sobriété passe par la réduction, la réutilisation et le recyclage des biens existants. Il ne s'agit évidemment pas de reproduire le système capitaliste avec moins de ressources, mais bien de changer nos modes de vie pour favoriser un accroissement de notre santé et de notre bien-être. Pour Latouche, l'humanité doit faire preuve d'inventivité et mener ses activités à l'aide de ressources transformées disponibles plutôt que de rechercher à transformer de nouvelles ressources premières non renouvelables. L'humanité devra apprendre à réutiliser et recycler les ressources de ces industries<sup>139</sup> pour le bien-être de la collectivité et de la nature. Cette réduction des besoins s'accompagne évidemment d'une baisse de la consommation énergétique

---

<sup>139</sup> Ou à réduire jusqu'à la totalité. Par exemple la réduction complète des ressources nucléaires.

industrielle et domestique diminuant ainsi de manière importante la part polluante de l'activité humaine.

Pour Latouche, sans le cercle des comportements vertueux, la seule réduction du temps de travail ne permettra pas une sortie de la consommation et de la culture du capitalisme, puisque les individus libérés du travail ne pourront pas, s'ils demeurent dans une société de consommation, être encouragés à l'autoproduction, au recyclage et à la réduction de la consommation. Sans l'aide d'une transformation culturelle basée sur l'application du cercle des comportements vertueux, l'individu se trouve incapable de lutter contre l'hégémonie de la Mégamachine, puisque celle-ci, réussira toujours à occuper les temps libres des humains par des produits de loisirs insipides nés de l'industrie du divertissement. La réduction du temps de travail s'inscrit donc dans la finalité de la proposition de la décroissance latouchienne.

## 2.7 Les finalités du cercle des comportements vertueux

Le cercle des comportements vertueux de la décroissance a comme objectif de transformer l'imaginaire de manière à réintroduire un sens des limites. Il cherche à lier à nouveau l'individu à l'environnement et introduit à cette fin une transformation de la valeur en inscrivant une part de l'externalité environnementale dans le coût de production. La réhabilitation du temps, c'est-à-dire parvenir à sortir le temps du schème de la production et donc de la marchandisation devient la clef d'une société relocalisée de décroissance. C'est par cette transformation du rapport au temps qu'il est possible d'introduire l'esprit du don et la gratuité. Ce n'est qu'avec plus de temps que l'individu peut résoudre le problème de la consommation excessive. Le pari de la décroissance est donc celui de préférer la qualité à la quantité. Il ne s'agit pas ici de

« verser dans le masochisme sacrificiel, mais au contraire de retrouver les saveurs et les savoirs des nourritures terrestres face à une surabondance factice et frelatée »<sup>140</sup>, et redéfinir le concept de simplicité volontaire trop souvent entendu comme référant seulement à l'individu, de manière à pouvoir associer cette notion à l'ensemble de la société. Ce n'est que dans une société de décroissance que l'individu pourra acquérir l'autonomie nécessaire à la reconstruction de la communauté sur des bases écologiques et égalitaires. Cette autonomie mènera à la forme de l'échange et du don hors du marché économique. L'autonomie devient donc une manière de réintroduire l'ensemble de la communauté à travers le don de soi, de son temps vers la communauté.

Regardons si cette position trouve des résonances chez l'anarchiste Bookchin et le socialiste Gorz.

## 2.8 L'utopie raisonnée chez Bookchin

Cette volonté égalitaire est bien présente dans la pensée anarchiste. Il n'est donc pas surprenant de voir Latouche faire des propositions proches de la pensée de l'anarchiste Bookchin pour développer son principe de localisme. Notons cependant que le municipalisme libertaire de Bookchin et plus qu'un comportement vertueux parmi d'autres, mais bien une réflexion complète sur l'économie et la démocratie.

---

<sup>140</sup>Serge Latouche. «La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures.» *Revue du MAUSS*, no 29 (2007): 226.

Les prochaines lignes feront un résumé de cette pensée anarchiste génératrice d'autonomie afin de la comparer à la proposition de Latouche.

Déjà en 1837, l'anarchiste Henry David Thoreau critiquait « l'esprit commercial » de son époque<sup>141</sup>. Pour lui, l'« amour aveugle et inhumain de la richesse matérielle »<sup>142</sup> lié au progrès scientifique et industriel<sup>143</sup> était inacceptable. En plus d'être générateurs d'inégalité, les procédés de production et le manque d'éthique envers la nature indignent Thoreau. De son point de vue, les Américains travaillent « [a]ujourd'hui de façon superficielle et violente. Nous n'imaginons pas tout ce qui pourrait être fait pour améliorer notre relation à la nature animée, ni tous les bienfaits que nous pourrions en tirer<sup>144</sup> ».

La recherche du profit maximum suppose le gaspillage. Cette situation n'a pas échappé à Thoreau qui perçoit toute la violence que cela implique dans le traitement de la nature. Même si à l'époque où Thoreau écrit, la destruction radicale de la nature semble impossible ou lointaine, les sensibilités liées à la transformation de l'environnement en rapport marchand sont déjà présentes dans la pensée anarchiste américaine.

---

<sup>141</sup> À cet égard, voir la postface de Thierry Gillyboeuf. *Périclès dans le nouveau monde*. Dans Henry David Thoreau. *Le paradis à (re)conquérir*. (Paris: Mille et une nuits, 2005), p.37.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Point de vue que sera aussi repris par Gorz et Illich.

<sup>144</sup> Henry David Thoreau. *Le Paradis à (re)conquérir*. p.14.

Murray Bookchin partage la vision de l'exploitation de la nature de Thoreau ainsi que la vision utopiste de Latouche quant à la nécessité de d'abandonner les valeurs fondatrices de la société capitaliste et de passer à une forme de démocratie locale. Selon lui, l'humanité doit adopter les principes de l'écologie sociale. C'est-à-dire une écologie qui lie les problèmes sociaux de l'humanité à la destruction de l'environnement. Ainsi, les différentes formes de domination (tant capitaliste que socialiste) ont un impact direct sur la destruction de la biosphère. Puisque l'exploitation de la Terre n'enrichit qu'une minorité, les problèmes écologiques ne pourront être résolus que lorsque l'ensemble des individus sera en mesure d'organiser démocratiquement la planète. C'est pourquoi Bookchin croit que « tant que la société ne sera pas aux mains d'une humanité non divisée qui utilisera sa sagesse collective [...] les problèmes économiques continueront à trouver leurs racines dans les problèmes sociaux.<sup>145</sup> ». Parce qu'il considère que la vision développementaliste du monde est totalement irrationnelle, Bookchin s'évertuera à proposer une nouvelle forme de société libertaire basée sur les grands principes d'égalité et de démocratie directe du mouvement anarchiste. Ainsi :

Le message de l'écologie sociale n'appelle pas seulement à une société libérée de la hiérarchie et des modes de pensée hiérarchiques, mais aussi une éthique qui fasse une place à l'être humain dans le monde naturel en tant qu'acteur ayant pour rôle de prendre l'évolution – aussi bien social que naturelle – pleinement consciente et aussi libre que possible, grâce à sa faculté de rendre l'évolution aussi rationnelle que possible, en vue de satisfaire les humains et les non-humains<sup>146</sup>

---

<sup>145</sup> Murray Bookchin. *Une société à refaire*. p.57.

<sup>146</sup> *Ibid.*, p.299.

L'autonomie de l'individu, chez Bookchin, doit s'appuyer sur une transformation des pratiques des processus de décision afin d'inclure la participation de tous aux choix politiques les concernant. Bookchin propose que cette démocratie repose sur la municipalité. Sa proposition de municipalisme libertaire fait écho à sa volonté de changer la morale capitaliste en morale anarchiste. Si évidemment, le municipalisme libertaire revêt un caractère utopique, il apparaît aux yeux de Bookchin comme plus rationnel socialement et philosophiquement que notre société de consommation actuelle. C'est pourquoi notre perception de l'utopie doit être révisée comme un possible futur et non un futur irréaliste :

La réalité est toujours en formation. Elle n'est pas seulement un ici et maintenant n'ayant pas d'autre existence que ce que nous pouvons voir et sentir. Étant constamment en formation, la réalité est toujours un processus de réalisation de potentialités. Elle n'est pas moins réelle et objective dans ce qu'elle pourrait être que dans ce qu'elle est effectivement à un moment donné.<sup>147</sup>

Ainsi, toute proposition qui revêt un caractère utopique ne va pas à l'encontre de la réalité, mais est plutôt « le monde tel qu'il devrait être selon les canons de la raison, par opposition au monde tel qu'il est, résultat de l'action des forces irréfléchies de forces aveugles ».<sup>148</sup> De ce fait, proposer une autonomie individuelle à travers la démocratie directe reste, du point de vue bookchinien, plus rationnel que le

---

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 298.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 175.

capitalisme « dévoreur » du monde naturel. Notons que Bookchin est, tout comme Latouche, très critique des mouvements socialistes qu'il voit comme une forme de développement bureaucratique destructrice de la nature et de l'autonomie individuelle. Bookchin ne croit pas en la théorie des marxistes orthodoxes de la libération du prolétariat à travers le travail. Il croit plutôt que c'est en libérant les individus du travail que nous assisterons à une révolution. L'erreur des marxistes aura donc été de suivre les propositions de Marx dans un capitalisme qui évolue et qui récupèrent jusqu'à l'organisation des travailleurs<sup>149</sup>. Le capital s'agence bien avec l'idée marxiste de la révolution à travers le travail, mais ne peut réussir à intégrer une classe qui ne travaille plus. C'est pourquoi dans le municipalisme libertaire, l'objectif de l'individu est de diminuer son temps de travail ou sinon de l'utiliser dans le renforcement de la communauté.

### 2.8.1 Le municipalisme libertaire

Selon Bookchin, le terme « économie » a été accaparé par le capitalisme pour en faire un synonyme. De sorte que pour l'être humain contemporain « économie » signifie automatiquement capital. Ainsi, pour bien des esprits, la victoire du capitalisme étant totale, il n'est plus nécessaire de s'interroger à son propos puisqu'il est tout simplement normal, voire moral. Or, pour Bookchin, aucune société ne peut être considérée comme morale lorsqu'elle fait de la « nourriture, du logement et des soins de santé les privilèges de la richesse plutôt que la prérogative de l'adhésion à la

---

<sup>149</sup> Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism*. p. 119.

communauté »<sup>150</sup>. C'est pourquoi il faut une rupture complète avec le capitalisme. Bookchin met en garde les tenants de la rénovation du capitalisme à travers divers types d'économie sociale<sup>151</sup>, puisque le capitalisme réussira selon lui très facilement à assimiler ces réformes. Ainsi, toute forme de société de remplacement au système actuel doit être anticapitaliste et viser l'élimination des profits, si elle veut éviter de n'être qu'une réforme vite réintégrée par le capital. Puisque le capitalisme ne le fera pas de lui-même, l'unité économique de remplacement devra être réenchâssée dans une communauté plus large « qui ait le pouvoir non seulement de brider la poursuite du profit d'une entreprise spécifique, mais de contrôler toute la vie économique<sup>152</sup> ». Bookchin ne fait pas confiance à l'État-Nation pour opérer cette supervision, puisqu'il est trop éloigné des besoins réels des individus. C'est pourquoi la seule entité qui peut permettre de retrouver le sens d'une économie au sens aristotélicien du terme est une économie municipale.

La pensée de Bookchin liée à la démocratisation des municipalités se fonde sur une étude historique des divers systèmes décisionnels au niveau municipal, par exemple la Polis athénienne de l'Antiquité ou la municipalité coloniale américaine du Massachusetts. Les recherches de Bookchin démontrent que la prise de décision au niveau municipal a connu différentes formes à travers l'histoire. Notons que pour Bookchin il ne s'agit pas de dire que le municipalisme libertaire est un retour en arrière vers des systèmes décisionnels du passé. Bookchin considère que chaque

---

<sup>150</sup>Janet Biehl. *Le municipalisme libertaire*. p. 181.

<sup>151</sup>Par exemple une économie basée sur un ensemble de coopératives dans un système capitaliste.

<sup>152</sup>*Ibid.*, p.187.

société a connu des luttes de classes et certaines communautés ont transformé le pouvoir en place en démocratie directe.

Janet Biehl, qui commente la pensée de Bookchin, présente plusieurs exemples de cette transformation du pouvoir. Biehl s'inspire de la cité athénienne, qui est passée d'une société dirigée par une aristocratie locale à une Cité où les citoyens (de sexe masculin seulement) riches ou pauvres participaient à la gestion de la ville. À travers divers conflits de classe résolus par des gains pour la classe dominée, la cité d'Athènes s'est transformée en lieu où les citoyens se réunissaient à ciel ouvert jusqu'à 40 fois par année pour gérer leur communauté. Les décisions de l'Agora athénienne couvraient un ensemble de sujets allant de règles de citoyenneté, aux décisions fiscales et économiques<sup>153</sup>. C'est par cette transformation qu'Athènes s'est épanouie au niveau économique, scientifique et culturel.<sup>154</sup> Biehl montre qu'aux États-Unis, entre 1680 et 1720, plusieurs municipalités se sont organisées pour faire face à l'oligarchie en place. Au Massachusetts, plusieurs municipalités ont transformé leurs institutions municipales en assemblée populaire décisionnelle afin d'agir de manière autonome, malgré un pouvoir étatique en place<sup>155</sup>. Le municipalisme libertaire n'est donc pas une idée inaccessible, puisque le concept d'autogestion vient de divers exemples historiques riches. Selon Biehl, il ne s'agit pas non plus d'un retour vers une forme dépassée, mais bien d'une avancée dans les

---

<sup>153</sup> Mogens Herman Hansen et John Anthony Crook. *The Athenian democracy in the age of Demosthenes : structure, principles and ideology*. (Londres : Bristol Classical Press, 1999), p.156.

<sup>154</sup> Janet, Biehl. *Le municipalisme libertaire*, p.55 à 61.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p.69-76.

libertés individuelles et collectives des municipalités<sup>156</sup>. Or, dans nos sociétés actuelles, l'individu a perdu l'idée de la Cité, du citoyen et de l'autogestion municipale. Face à la grandeur des villes, le citoyen plutôt que devenir un acteur actif de la vie de quartier ou de ville se considère comme un contribuable bénéficiaire de services fournis par une entité bureaucratique<sup>157</sup> gérée par le modèle clientéliste de l'entreprise.

### 2.8.2 Comment atteindre le municipalisme libertaire ?

Les écrits de Bookchin sont non seulement une description d'un projet d'écologie sociale, mais aussi un guide pratique pour arriver au municipalisme libertaire. Son travail à la fois philosophique et pragmatique permet d'élaborer la société post-capitaliste libertaire. Pour le fondateur de l'Institut d'écologie sociale, la réalisation de la société écologique passe par l'abolition de toute forme de hiérarchie de manière à collectiviser (ou municipaliser) le territoire. Cette étape nécessitera une longue période de préparation intellectuelle et morale. Afin de parvenir à cette société, l'humanité devra se diriger elle-même grâce à une morale renouvelée par l'éducation populaire. En ce sens, Bookchin partage comme Latouche la recherche de la décolonisation de l'imaginaire menant à l'autonomie. Il perçoit le cheminement vers

---

<sup>156</sup> Biehl démontre bien que la démocratie occidentale n'est pas le seul type d'institution occidentale moderne qui a existé à travers les âges et l'époque moderne.

<sup>157</sup> Murray Bookchin. *Une société à refaire*. p.267.

l'avènement de la société post-capitaliste<sup>158</sup> comme une route sinueuse parsemée d'échecs. Si Bookchin, à l'instar de Latouche, ne considère pas que la sortie du capitalisme puisse survenir du jour au lendemain, il n'en demeure pas moins que le système économique ne se transformera pas en municipalisme libertaire de par lui-même. Il faut donc penser à des formes d'action qui puissent y conduire.

Selon Bookchin, c'est à travers la participation aux élections municipales dans des partis ouvertement libertaires que les écologistes pourront proposer leur projet de société. C'est par des réunions politiques sous forme d'ateliers populaires qu'ils réussiront à prouver le bien-fondé de leur démarche. Il ne faut pas voir ceci comme une volonté de prendre le pouvoir, mais plutôt d'utiliser les élections locales comme tribune au niveau local. Évidemment, s'il advenait que le projet proposé soit voté à travers les élections, le parti municipaliste libertaire soumettrait la gestion et l'administration de l'économie à des « town hall meetings ». La refonte de la société nécessite donc des libertaires capables d'intégrer les institutions politiques pour les transformer en organes révolutionnaires.

Pour l'anarchiste, cette transformation culturelle doit se baser sur l'exemple de la nature et de son écosystème diversifié et pourtant complémentaire<sup>159</sup>. Bien qu'il existe une multitude d'espèces dans une forêt ou sur la planète, elles sont toutes regroupées sous une forme d'unité qui est le tout de la biosphère. Ainsi, chaque municipalité va participer d'un ensemble plus grand qu'elle-même.

---

<sup>158</sup> Que l'on veut ici libertaire.

<sup>159</sup> Murray Bookchin. *Post-scarcity anarchism*. (Oakland, Ca: AK Press, 2004), p. 39.

### 2.8.3 La coopérative municipale

Pour Bookchin, l'autonomie collective doit permettre de transformer le système de production pour que son objectif soit de répondre aux besoins de la communauté. En fait, la production serait assumée par une coopérative « propriété de la municipalité ». Les politiques et les relations morales de cette entité seraient également gérés par la communauté, de sorte qu'elle reste fidèle à une vision libertaire. Cette coopérative se différencierait donc de l'entreprise privée « bourgeoise »<sup>160</sup> puisqu'elle ne serait pas anonyme et devrait rendre des comptes à la municipalité. Elle permettra d'offrir des biens et services hors de la relation acheteur-vendeur, et ne pourra pas impunément et sans le consensus de la communauté détruire la nature.

Ainsi selon Bookchin, « [l]es coopératives appartenant à la municipalité pourraient bien renverser le marché parce qu'elles seraient la propriété de la communauté et que les citoyens auraient la responsabilité morale de les perpétuer.<sup>161</sup> » En ayant un rapport qui dure dans le temps la coopérative municipale aurait des intérêts qui diffèrent de la logique de marché qui recherche le profit instantané sans réflexion sur les effets sur la communauté locale et internationale.

---

<sup>160</sup> Ou même la coopérative dite conventionnelle dont les membres privés contrairement à la coopérative municipale non pas de responsabilité morale de continuité envers le reste de la communauté.

<sup>161</sup> Janet Biehl. «Entretien avec Murray Bookchin.» Édité par ÉcoRev. août 2000. [En ligne] <http://jeanzin.fr/ecorevo/politic/subvert/ecorev/rev02/bookchin.htm> page consultée le 4 janvier 2012.

Pour Bookchin, dans son avènement, la création de coopératives municipales et du municipalisme libertaire auront tôt fait de créer une confrontation avec le capitalisme. Le capitalisme risque de tenter de réintégrer les coopératives municipales par la force ou par la pression économique provenant des institutions extérieures à la municipalité. Cependant, si les coopératives résistent à une telle confrontation et qu'elles intègrent une gestion participative, elles pourraient devenir un exemple de lutte à caractère révolutionnaire <sup>162</sup> qui aurait un impact sur la notion d'économie.

#### 2.8.4 Ce que Bookchin nous apprend sur Latouche

En ce qui concerne la vision de la démocratie locale et la culture de la petite communauté, l'on retrouve chez Latouche et Bookchin plusieurs similitudes. Il n'est donc pas étonnant de voir Latouche se référer à Bookchin dans son ouvrage le « Pari de la décroissance » pour expliquer les tenants et aboutissants de la démocratie locale. Pour Latouche et Bookchin, la transformation de la consommation est nécessaire et donc logique. Par contre, il existe une divergence marquée entre les deux auteurs : celle de la suite à donner au capitalisme.

Pour Bookchin, le municipalisme libertaire permet de se sortir des institutions extérieures à la communauté qui perpétuent selon lui le capitalisme. « Le municipalisme libertaire, au contraire (de la solution libérale ou de l'état nation), est une philosophie politique révolutionnaire qui veut évincer à la fois le capitalisme et

---

<sup>162</sup> *Idem*

l'État-nation et les remplacer par des relations sociales coopératives plus humaines »<sup>163</sup>. Or, le projet de Latouche ne cherche pas à prendre clairement position sur ce qui adviendra après le capitalisme et l'État. Latouche laisse même entendre, lorsqu'il pense la reprise des institutions par la population, que l'État pourrait faire partie de la solution<sup>164</sup>.

En se déclarant ouvertement libertaire, Bookchin présente un mode de société qui s'opposera directement au capitalisme, ce que Latouche ne fait pas dans ses textes. Si nous pouvons supposer que Latouche ne prend pas la peine de se réclamer d'une école de pensée par souci de rejoindre un large public, cette position amène une question importante. L'autonomie : pour faire quoi ? Si effectivement l'on peut penser que la révolution est la reprise des institutions en un court laps de temps, encore faut-il proposer une suite à cette reprise. Sinon, comme le dit Bookchin, une réforme du capitalisme sera toujours du capitaliste.

Si nous constatons que Latouche refuse de se définir comme marxiste ou anarchiste, cette position ambiguë signifie que son cercle vertueux pourrait éventuellement être récupéré par l'économie capitaliste, puisque le projet de décroissance laisse entendre une possible coexistence avec le capitalisme. Or, et comme nous le verrons plus amplement dans le prochain chapitre, sans faire une scission avec le capitalisme, la proposition de Latouche peut permettre le renforcement l'économie néolibérale. Pour Bookchin contrairement à Latouche, il ne s'agit pas de réintroduire la sphère

---

<sup>163</sup> Janet Biehl. *Le municipalisme libertaire*, p. 92.

<sup>164</sup> Prédésumé qui, comme nous le verrons plus tard, est partagé par Gorz.

économique dans la société de sorte à revenir à une forme aristotélicienne de l'économie, mais bien de sortir de la sphère économique telle qu'on la connaît pour la révolutionner pour y intégrer un système démocratique. La question de la démocratie locale ne devient pas une étape dans l'altération de l'économie capitaliste, mais la finalité d'un processus de la sortie du capitalisme. Chez Bookchin, il ne s'agit pas de transformer le capitalisme et ses institutions, les pratiques du municipalisme libertaires doivent tendre à terme à créer la société libertaire. Si le localisme ne permet pas une la fin complète du capitalisme et des rapports inégalitaires entre les différentes composantes de la société<sup>165</sup>, le localisme ne sera qu'une suite au capitalisme, comme la social-démocratie est une suite au capitalisme manchestérien. La pratique du municipalisme libertaire se rapproche effectivement du concept de démocratie locale de Latouche, mais permet la suppression du rapport marchand, à travers la coopérative municipale, une question à laquelle Latouche n'ose s'attaquer. Certes, Latouche cherche à remplacer le rapport marchand par le rapport d'échange et de don, ce qui lui permet de proposer une transformation des rapports au temps notamment en transformant la valeur qui lui est accordée. Cependant, en ne prenant pas position sur la question de l'État et en laissant floue la manière dont les différentes localités seront reliées, nous pouvons supposer que la proposition de localisme proposée par Latouche, n'est pas anarchiste (au contraire du projet de Bookchin). Elle laisse la possibilité d'un État contrôleur ou de toutes autres institutions ayant un rapport d'autorité sur l'ensemble des localités. En proposant d'établir un rapport communautaire et coopératif, Latouche intègre la part d'« économie » municipale évoquée par Bookchin, tout en excluant un possible rapport de confrontation révolutionnaire avec le capitalisme.

---

<sup>165</sup> En y incluant la nature.

## 2.9 Gorz et le travail

Si elle n'est pas anarchiste, la position de Latouche est-elle plutôt socialiste ? Dans son livre *Capitalisme, Socialisme, Écologie : Désorientations, Orientations*, André Gorz définit ce qu'il considère comme le socialisme :

Une société devient socialiste quand les rapports sociaux modelés par la rationalité économique du capital n'occuperont plus, par rapport aux valeurs et aux buts non quantifiables qu'une place subalterne et que, par conséquent, le travail économiquement rationnel ne sera plus, dans la vie de la société et dans la vie de chacun, qu'une activité parmi d'autre tout aussi importante.<sup>166</sup>

Pour Gorz, la question du travail est primordiale pour s'affranchir du capitalisme car ce n'est qu'en s'affranchissant de la nécessité du travail rémunéré que l'individu pourra retrouver son autonomie. Cette position similaire à celle de la réinsertion de la sphère économique dans la société telle que Latouche la propose implique pour Gorz une nouvelle vision du temps de travail. Selon lui, la diminution temps de travail aura comme effet de transformer la conception de la valeur. Si Gorz considère qu'un système de marché basé sur la valeur reste présent dans le socialisme, il n'occupera plus une place prépondérante. Cherchant l'autolimitation<sup>167</sup> et de l'autoproduction l'humain aura une certaine facilité à abandonner l'obligation au travail, puisque les crises du capitalisme obligeront les individus à s'autonomiser.

---

<sup>166</sup> André Gorz. *Capitalisme, socialisme, écologie : désorientations, orientations*. (Paris : Galilée, 1991), p.88.

<sup>167</sup> Tel que vue au chapitre précédent.

Avec le temps, la transformation de l'économie basée sur du travail abstrait simple, c'est-à-dire du travail mesurable en unité produite sur une période donnée, en travail immatériel de service où les étalons de mesure traditionnelle sont inapplicables<sup>168</sup> aura un effet majeure sur le lien entre le travailleur et son travail de manière à ce qu'il reprenne le contrôle des moyens de production. Selon Gorz, les ouvriers d'aujourd'hui doivent posséder une connaissance technique non nécessaire par le passé. Ainsi, l'accès à la connaissance est plus accessible aux travailleurs d'aujourd'hui qu'aux ouvriers du 19<sup>e</sup> siècle. Gorz voit en cette connaissance quelque chose de libérateur puisqu'il croit qu'il est plus facile pour un individu de créer un produit dont il aura besoin ou qu'il pourra échanger par lui-même. Ce qui lui permet de changer son rapport au travail. Gorz aime bien prendre l'exemple du travailleur autonome en informatique pour illustrer son propos. Il y voit aussi une manière de sortir de l'omniprésence de la marchandise : «La tendance à l'autoproduction regagne du terrain en raison du poids croissant qu'ont les contenus immatériels dans la nature de la marchandise. Le monopole de l'offre échappe petit à petit au capital »<sup>169</sup>. Ainsi, Gorz croit que l'accès aux moyens de production immatériels va permettre à certains travailleurs de s'affranchir partiellement du système capitaliste. Ce phénomène, pour Gorz, ainsi que la diminution de la consommation (qui ne pourra pas continuer à être soutenue par le crédit comme c'est le cas présentement) participeront à la fin du mode de vie de consommation pour subvenir aux nécessités.

---

<sup>168</sup> André Gorz. *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*. (Paris: Galilée, 2003), p. 11.

<sup>169</sup> André Gorz. *Écologica*. p. 35.

En ce sens, tous les éléments sont présents pour une fin du capitalisme<sup>170</sup>. L'utopie n'est pas pour Gorz de préconiser une forme de décroissance, mais bien plutôt de croire que la croissance économique peut encore apporter une amélioration de la condition humaine<sup>171</sup>. Il reste donc à savoir si la sortie du capitalisme se fera de manière civilisée ou barbare. Par l'usage du terme « barbare », Gorz entend le retour à une société de servitude où les nantis soumettraient les plus pauvres. La sortie civilisée, par contre, implique l'arrêt complet du travail. C'est-à-dire transformer le travail comme une activité parmi tant d'autres qui permettent d'améliorer la qualité de vie sans que les travailleurs en dépendent. Ce qui fait dire à Franz Schandl, un des membres de la rédaction de la revue *Krisis* et commentateur de Gorz :

André Gorz a abandonné toute vénération du travail, et toute croyance dans la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de « réaliser pleinement » le statut de travailleur, mais de rompre avec le statut de travailleur. Et en effet, c'est une rupture paradigmatique avec les prémisses du vieux mouvement ouvrier.<sup>172</sup>

---

<sup>170</sup> Précisons ici que Gorz ne dit pas que ces changements arriveront. Il prétend cependant que pour la première fois dans l'histoire, l'humain pourrait vouloir qu'ils se réalisent. À cet égard, voir le texte de Christophe Fourel qui fait une recension d'un texte de Gorz, paru dans *ÉcoRev'* en 2007, Christophe Fourel, « Itinéraire d'un penseur. » dans *André Gorz : un penseur pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. De Christophe Fourel. (Paris: La Découverte, 2009), p. 33.

<sup>171</sup> André Gorz et Michel Bosquet. *Écologie et politique*. Nouv. éd. augm. (Paris: Le Seuil, 1978), p. 20.

<sup>172</sup> Franz Schandl. «Antiéconomie : André Gorz et la critique de la valeur.» *Critique de la valeur wertkritik*. 31 janvier 2010. [En ligne] <http://palim-psao.over-blog.fr/article--antieconomie-andre-gorz-et-la-critique-de-la-valeur-par-franz-schandl-44011656.html>. Page consultée le 25 juin 2010.

Cet abandon du travail constitue une rupture avec le marxisme traditionnel puisqu'il suppose que le travail n'est pas en opposition au capitalisme. Ainsi, le prolétariat n'agit pas comme force révolutionnaire telle que cela fût supposé par les marxistes traditionnels, mais est plutôt récupéré par la classe bourgeoise pour renforcer le capital transformant les individus en ressources humaines. Pour que le travail soit réellement émancipateur du capitalisme, il doit permettre une autodétermination des besoins réels et une concertation quant à la manière de les satisfaire. Pour ce faire, la maîtrise des moyens de production par la collectivité est essentielle. Or, cette maîtrise est impossible dans l'économie industrialisée puisqu'« elle est interdite par la conception même des moyens de production »<sup>173</sup> qui sont régis par les fortunés. Ceux-ci ayant à leur disposition un éventail de moyens managériaux pour soumettre la population à la culture de la consommation, l'émancipation ne peut exister que dans la sortie du travail. Bref, il s'agit d'espérer une autonomie individuelle et collective qui permettra de réintroduire l'économie comme une part de la vie. En fait, Gorz considère cette réintroduction comme étant « l'essence du socialisme ». <sup>174</sup>

### 2.9.1 La fin du travail chez Gorz

Pour effectuer une sortie du travail, Gorz considère le revenu minimum d'existence garanti comme piste de solution qui permettrait de « soustraire la vie à l'imaginaire

---

<sup>173</sup> André Gorz. *Écologica*. p. 115-16.

<sup>174</sup> Françoise Gollain, et André Gorz. *Une critique du travail : entre écologie et socialisme*. (Paris: La Découverte, 2000), p. 89.

marchand et à la mise au travail totale »<sup>175</sup>. Ce revenu devrait libérer l'individu des contraintes de la valeur économique permettant le développement de l'humain d'une manière qui déborde la culture de la production marchande. Ce revenu minimum d'existence donnera accès à l'ensemble de la population au savoir et à la culture tout en empêchant le capital d'instrumentaliser l'humanité

Notons que Gorz a longtemps attaqué cette mesure qu'il considérait comme un appui au capitalisme. Selon lui, une telle mesure permettait de marchandiser toute forme d'échange, autrement gratuit<sup>176</sup>, sous prétexte que tout un chacun avait un revenu. Dans cette vision, l'ensemble des actions d'un sujet serait soumis à un exercice individuel de calcul des coûts et bénéfices économiques qui se solderaient par le renforcement de la culture de la croissance économique.

S'il a changé d'opinion dans les années 1990, c'est parce qu'il est arrivé à la conclusion que l'on ne pouvait parler de l'écologie que sous l'angle de la consommation. Puisque peu importe les effets des mesures environnementales, la protection de la nature est nécessairement liée à la baisse de la production et de consommation inutile. Il fallait critiquer la question de la production dans le capitalisme qui instrumentalise l'humain et la nature. Sa réflexion aboutira au texte *Misères du présent, richesses du possible*<sup>177</sup> qui sera pour bien des penseurs de

---

<sup>175</sup> André Gorz. *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*. (Paris : Galilée, 2003), p.30

<sup>176</sup> Prendre soins des proches, éducation santé.

<sup>177</sup> André Gorz. *Misères du présent : richesse du possible*. (Paris : Galilée, 1997), 229 p.

l'écologie politique un « véritable programme écologiste pour des alternatives locales au productivisme et à la globalisation marchande, combinant sortie de la société salariale, relocalisation de l'économie et développement de l'autonomie<sup>178</sup> ». De cette réflexion est venue la vision gorzienne du revenu minimum d'existence garanti sur la base qu'il permet l'aboutissement du modèle de production capitaliste en permettant de libérer les travailleurs de la production et de la consommation. Le sens fondamental de la politique écosociale pour Gorz est donc de : « Rétablir politiquement la corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielle, d'autres parts, pour chacun et chacune<sup>179</sup> ».

Il faut donc garantir de manière institutionnalisée aux individus une réduction du temps de travail leur permettant d'atteindre une vie plus libre. Ainsi, le processus d'autolimitation tel que décrit au chapitre 1 devient un projet social et non individuel. Le projet social est de diminuer les liens entre l'Homme et la Mégamachine en reconsidérant l'ensemble des besoins et de la nécessité. C'est pourquoi une politique écosociale doit garantir un revenu d'existence suffisant et indépendant du temps de travail. Il s'agit de redéfinir le travail producteur capitaliste en travail qui relève de la réalisation<sup>180</sup>, comme l'explique des commentateurs de Gorz, puisque si « le travail permet sans doute que le règne de la nécessité cède la place au règne de la liberté,

---

<sup>178</sup> Jean Zin. «André Gorz, pionnier de l'écologie politique.» Dans *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle*, sous la dir. de Christophe Fourrel. (Paris : La Découverte, 2009). p.61.

<sup>179</sup> André Gorz. *Écologica*. p.67.

<sup>180</sup> Voir : Denis Clerc et Dominique Méda. «Emploi et travail chez André Gorz.» Dans *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle.*, sous la dir. de Christophe Fourrel. (Paris : La Découverte, 2009). p. 99.

mais Gorz ajoute à juste titre, que si le travail est la condition pour sortir du règne de la nécessité, il n'organise en rien le règne de la liberté.<sup>181</sup> »

Cette libération du travail servira à reconstruire le tissu social de manière à retrouver un sens dans la politique en y intégrant du temps libre qui servira à ressouder les communautés autour de la gestion en commun de la collectivité. Ainsi, à l'image de Bookchin, Gorz propose l'amorce d'une réflexion sur l'urbanisme et des services publics pour y intégrer les citoyens. Pour Gorz, l'écologie n'est pas uniquement une science exacte de la nature, mais aussi une philosophie qui tend à réintégrer l'appartenance de l'être humain dans la nature. Pour ce faire il doit s'affranchir des nombreux « appareils » administratifs, économiques et techniques qui le contraignent dans une vie où il n'a que peu de contact avec son environnement naturel.

D'ailleurs, pour Gorz, cette émancipation passe aussi par une démocratie où les individus gèrent l'économie<sup>182</sup>, comme le démontre Françoise Gollain, un commentateur de Gorz, dans Une critique du travail : entre écologie et socialisme :

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>182</sup> Perçue ici comme aristotélicienne.

Une politique socialiste devrait favoriser le contrôle des marchés par les citoyens eux-mêmes (et non par les seules administrations), ainsi que le développement d'une sphère de socialité fondée sur des formes de coopération volontaire. À cet égard, il existe un lien consubstantiel entre autonomie et processus démocratique. Préserver la sphère du monde vécu équivaut, sans aucun doute possible à garantir l'existence d'une véritable citoyenneté agissante.<sup>183</sup>

La démocratie est donc un des vecteurs principaux de l'autonomie recherchée par Gorz puisqu'elle constitue l'essence même de son projet socialiste. En ce sens, il rejoint Latouche et Bookchin quant à la nécessité de l'autonomie démocratique pour s'affranchir de la société de croissance et de l'exploitation de la nature. Ce n'est qu'en s'impliquant comme citoyen de la communauté que l'individu peut créer un lieu hors du marché économique et de la valeur qui pourrait mener à la réduction de la croissance économique. Pour Gorz, ce lieu est un lieu d'échange qui se base sur l'autoproduction. Dans une société où l'autoproduction est considérée comme la principale source de production, l'individu transforme son rapport au temps. Le temps n'est plus monnayable ; au contraire, le travail nécessaire à l'autoproduction permet de répondre à ses propres nécessités et à celle de la communauté. Le travail devient donc une manière de bâtir une économie parallèle au capitalisme à travers le don de soi dans le travail. Selon Gorz, ce lieu d'échange est le lieu où plusieurs travailleurs précaires à travers le monde commencent à se réunir en marge du capitalisme. Il entrevoit que dans un futur plus ou moins rapproché où les crises financières seront plus fréquentes, l'économie de l'échange et du don dépassera le capitalisme, basé sur l'exploitation, pour former une nouvelle forme de socialisme.

---

<sup>183</sup> Françoise Gollain. *Une critique du travail : entre écologie et socialisme*. (Paris : La Découverte, 2000), p. 90.

### 2.9.2 Ce que Gorz nous apprend sur Latouche

L'étude de la politique du temps de travail et du revenu minimum d'existence chez Gorz montre qu'il a eu une influence sur Latouche. Pour les deux auteurs, la question de la réduction du temps de travail est primordiale pour créer une zone d'échange parallèle à l'économie capitaliste. De plus, l'on retrouve chez eux une sensibilité analogue quant à l'importance de la démocratie dans la gestion de l'économie. Les deux auteurs ont la crainte de voir la société décroître de manière barbare. Cependant, Gorz semble croire à la possibilité d'une sortie civilisée du capitalisme, sans catastrophe. Ce sera plutôt un avènement naturel basé sur l'autoproduction graduelle des humains, qui changera les paramètres de consommation et de production du capitalisme. C'est pourquoi les craintes d'éco-fascisme de Gorz expliquées au chapitre précédent ne peuvent s'appliquer au cercle vertueux proposé par Latouche, puisque celui-ci tend à créer une forme d'autonomie autoproductive à travers une sortie graduelle du capitalisme par sortie du travail salarié.

D'ailleurs, les deux auteurs restent flous quant à l'entité qui mettra en place une forme de revenu minimum d'existence. Si l'on peut supposer que, chez Gorz, l'État socialiste instaurera un nouveau système économique, Latouche lui n'est pas en mesure de définir comment sera administré ce revenu. Pour Gorz, l'économie socialiste, quoique proche de l'économie telle que proposée par Latouche, est un dépassement de la « société de décroissance », puisqu'elle implique une prise du pouvoir politique par les socialistes. Ainsi, la démarche des comportements vertueux est intégrée à la société qui adhère à la traduction politique de l'écologie sociale<sup>184</sup>.

---

<sup>184</sup> Que Gorz veut nécessairement socialiste.

Gorz croit qu'en ne fondant pas leur critique de la croissance sur le socialisme, les décroissants sont voués à se faire récupérer par le système en place. Or, le projet latouchien n'est pas si différent du socialisme selon Gorz. En ajoutant à son programme le concept d'une reprise des institutions par les individus, Latouche amène la proposition<sup>185</sup> que les individus, animés par des idéaux socialistes, puissent reprendre l'État pour réintroduire la sphère économique dans le politique. Cependant, en ne se positionnant pas comme socialiste, Latouche court la chance que la reprise des institutions ne débouche finalement que sur une version édulcorée du capitalisme<sup>186</sup>. Si c'était le cas, la décroissance sereine serait à l'économie ce que le développement durable est à l'écologie.

## 2.10 L'autonomie comme finalité ?

Chacun des auteurs précités nous propose des pratiques pour atteindre l'autonomie individuelle et collective. Elles sont basées pour l'essentiel sur la reprise en main de la culture à travers la réappropriation de l'espace public au niveau local et la transformation du travail de manière à permettre plus de temps libre aux individus, ce qui leur laissera le loisir de faire de l'autoproduction et de s'impliquer dans leurs communautés. Un des points communs à ces auteurs est que la recherche de

---

<sup>185</sup> Proposition présentée dans le *Pari de la décroissance*, publié après les critiques et le décès de Gorz.

<sup>186</sup> Comme, par exemple, la victoire d'un parti vert social-démocrate à des élections.

l'autonomie n'est pas une fin en soi, mais un vecteur permettant la sortie, radicale ou graduelle, du marché capitaliste.

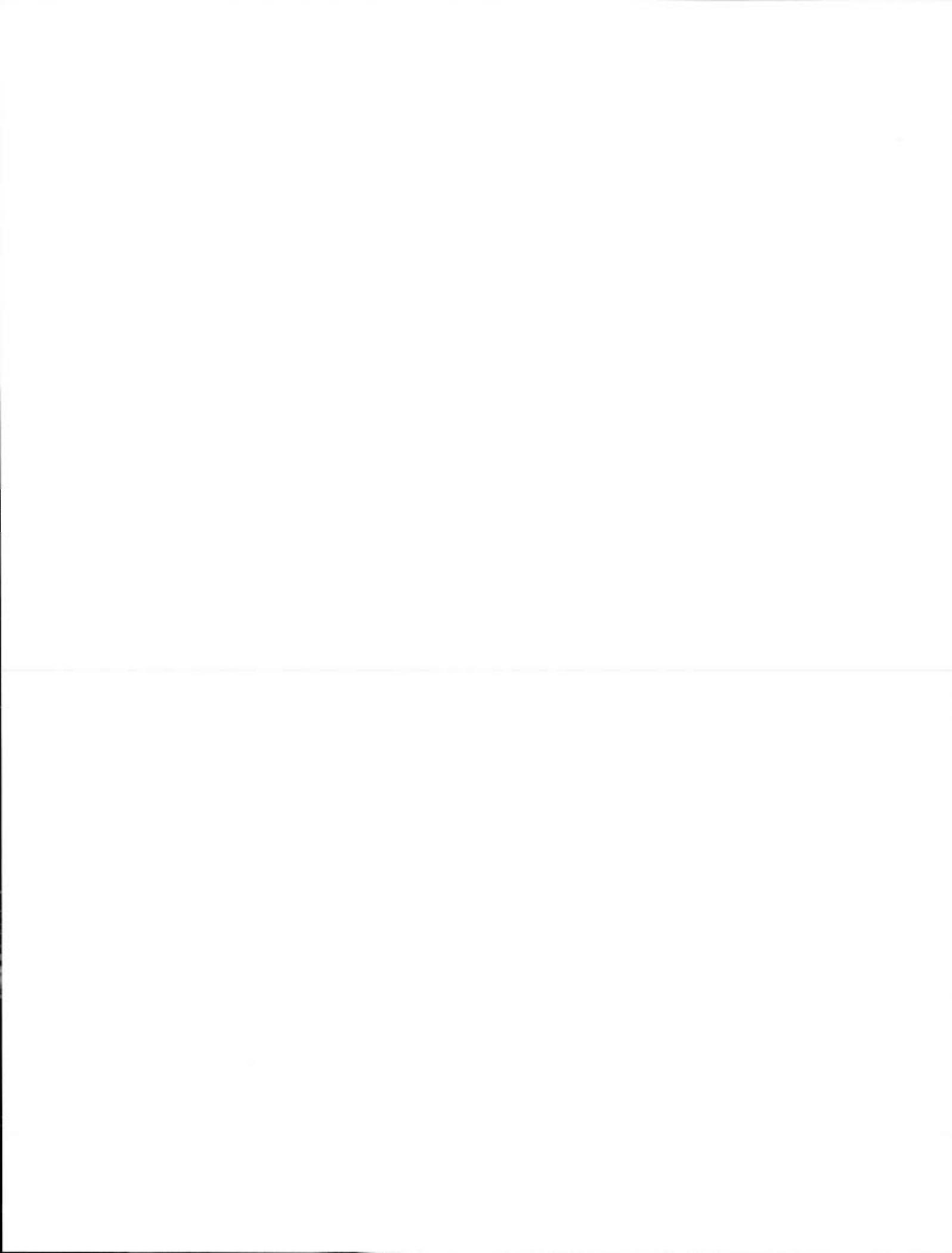
Pour Latouche et Gorz, cette zone d'échange est liée au don de soi et à l'entraide entre les individus d'une culture collective locale. Cette zone n'est pas organisée par le marché et ne se base pas sur la valeur monétaire. Il s'agit d'un marché informel où les institutions locales, organisées de façon démocratique, contribueront à la création d'une culture économique aristotélicienne basée sur la gestion locale de l'ensemble des sphères de la vie. Dans la perspective de Latouche, la zone d'échange local est la résultante de comportements vertueux et est appelée à devenir la forme d'échange privilégiée dans une société post-croissance. On peut donc supposer qu'elle ne sera pas une zone en confrontation directe avec l'économie capitaliste. Elle deviendra d'elle-même le lieu où interviendront les individus émancipés de la culture de la croissance. En ce sens, bien que dans son objectif le programme de décroissance tel que proposé par Latouche soit ancré dans une recherche de la révolution des institutions capitaliste, les moyens proposés sont avant tout une forme de résistance au capitalisme.

Pour Gorz, par contre, il existe un marché secondaire basé sur le don qui pourra devenir l'économie formelle une fois que l'économie capitaliste sera minée par ses différentes crises. Ce lieu d'échange existe en parallèle avec le marché capitaliste, mais deviendra tôt ou tard le lieu de la transaction.

Chez Bookchin, cette zone d'échange est représentée par une coopérative municipale qui obéit aux règles choisies par les habitants d'une région. Cette coopérative est en confrontation directe avec l'économie capitaliste. Elle n'est donc pas le produit d'une

transformation de l'économie, mais est un système autonome hors de l'économie. Si Bookchin ne sait pas si un marché contrôlé peut survivre à une confrontation au marché capitaliste, il fonde l'espoir qu'une logique de consommation plus raisonnée remplacera le système capitaliste en place.

Dans tous les cas, la zone d'échange nécessite que la collectivité se réapproprie son autonomie face à la culture du capitalisme. Les trois grands auteurs étudiés dans le présent chapitre espèrent donc que la création de zones opposées ou parallèles au capitalisme puissent introduire une contre-culture face au marché capitaliste et permettra de réintroduire la sphère économique dans la sphère politique à travers une alternative au marché. La question est de vérifier si ces zones affranchies du capitalisme peuvent effectivement encore exister.



## CHAPITRE 3

### LES POINTS COMMUNS ET DIVERGENTS ENTRE LA POLITIQUE DU DON ET LA CRITIQUE DE LA VALEUR

Comme nous l'avons vu précédemment, la pensée de la décroissance chez Latouche a des liens avec la politique du Don.

Ce chapitre explorera la critique que fait Anselm Jappe de l'autonomie telle que proposée par les tenants de la politique du Don. Nous nous attarderons notamment aux moyens proposés par Latouche et les tenants de la politique du Don pour atteindre l'économie aristotélicienne. Nous verrons si les critiques de Jappe sont fondées et si elles discréditent complètement la théorie de la décroissance telle que proposée par Latouche.

#### 3.1 La pensée marxienne et l'écologie

Une critique fréquente chez les écologistes face à la pensée de Marx rappelle les expériences des pays de l'Est qui ont adopté le système économique communiste. Latouche, en particulier, considère que bien que le marxisme offre un fondement aux critiques du capitalisme, cette pensée demeure assujettie à un modèle de croissance économique.

Si cette critique peut être valable pour une certaine pensée orthodoxe, elle ne peut s'appliquer à l'ensemble de la pensée économique qui s'inspire de Marx. Il existe un courant marxien qui tend à démontrer que la pensée de Marx incluait une conscience écologique. Ainsi, dans le texte « Bonnes feuilles de Marx écologiste »<sup>187</sup> (traduction française de « Marx Ecology in Historical Perspective »<sup>188</sup>), John Bellamy-Foster, professeur de sociologie à l'université d'Oregon, montre que Karl Marx s'intéresse à l'écologie, dans le livre III du Capital. De surcroît, il s'inquiète des conséquences du processus d'accumulation capitaliste sur la nature. Ainsi, « pour Marx, la société capitaliste, qui aggrave et étend sans cesse la rupture métabolique entre les êtres humains et la terre, est tout à fait incapable d'affronter la question de sa soutenabilité »<sup>189</sup>.

Ainsi, Marx aborde le problème écologique de manière explicite et intègre une critique écologique à la culture d'accumulation du Capital. Bellamy-Foster ajoute que Marx se posait la question de la préservation de la Terre afin de « savoir dans

---

<sup>187</sup> John Bellamy Foster. «Bonnes feuilles de Marx écologiste.» Contretemps, (30 janvier 2012) [En ligne] <http://www.contretemps.eu/lectures/bonnes-feuilles-marx-%C3%A9cologiste-john-bellamy-foster> consulté le 20 juin 2012.

<sup>188</sup> John Bellamy Foster. «Marx's ecology in historical perspective. » *International Socialism Journal* 97, (Automne 2002) : 71-86.

<sup>189</sup> John Bellamy Foster. «Bonnes feuilles de Marx écologiste.»

quelle mesure elle pouvait être transmise aux générations futures dans un état équivalent ou meilleur qu'aujourd'hui »<sup>190</sup>.

Donc, selon Bellamy-Foster, Marx a intégré les notions écologiques dans sa lecture de l'économie et du travail. En fait, Marx considère que l'économie capitaliste qui se base « sans cesse [sur] la rupture métabolique entre les êtres humains et la terre est tout à fait incapable d'affronter la question de sa soutenabilité »<sup>191</sup>. Marx fait donc un constat qui rejoint directement les préoccupations de Latouche, Gorz et Bookchin.

En fait, lorsque Latouche critique la culture du développement du marxisme, il ne fait pas référence à Marx lui-même, mais bien plutôt aux politiques des pays de l'Europe de l'Est qui ont participé à un développement polluant par le biais d'économies planifiées.

Outre les penseurs de l'écossocialisme comme Michael Lowy et Joel Kovel, deux des auteurs du Manifeste écosocialiste international<sup>192</sup>, plusieurs penseurs inspirés de Marx ont proposé une critique radicale du capitalisme en y incluant la pensée écologique. Latouche, en refusant l'apport du marxisme à la critique du développement, se coupe, entre autres, de la réflexion sur la critique de la valeur.

---

<sup>190</sup> *Idem.*

<sup>191</sup> *Idem.*

<sup>192</sup> «Manifeste écosocialiste international.» *La Gauche : site web pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme par Gauche Socialiste*. mai 2002.  
<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article104%22%3ELa> (consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2012).

### 3.2 La critique de la valeur

Les prochaines pages contiennent une présentation de la pensée marxienne de la critique de la valeur, ou *Wertkritik*, et la critique du mouvement maussien<sup>193</sup> basé sur le don. Nous pourrions alors mieux déterminer si, effectivement, le projet de décroissance chez Latouche se présente comme une alternative au capitalisme. Dans ce chapitre nous présenterons donc le concept de critique de la politique du Don, comme face cachée du capitalisme, et le concept de fétichisation de la marchandise tel que présenté par Anselm Jappe.

Anselm Jappe est un penseur de la critique de la valeur, anciennement membre de revue *Krisis*, revue politique allemande à qui l'on doit, entre autres, *Le manifeste contre le travail*<sup>194</sup>; il fait aujourd'hui partie de la revue *EXIT*. Il s'inspire de la critique négative de l'école de Francfort et de la réflexion des situationnistes français comme Guy Debord. L'objectif de Jappe est de réussir à expliquer des problèmes contemporains comme la crise écologique, à travers le filtre marxien de la critique de la valeur. Son apport à la pensée marxienne consiste à préciser la pensée de Marx au sujet de la fétichisation de la marchandise dans le capitalisme. Il représente avec Robert Kurz, Jean-Marie Vincent, Roswitha Scholz et Isaac Roubine un des piliers de la mouvance de la *Wertkritik*. Cette critique du capitalisme est articulée autour des concepts de la fétichisation du rapport au monde et à la marchandise, d'une critique

---

<sup>193</sup> Auxquelles on peut rattacher Gorz et Latouche.

<sup>194</sup> Krisis-Gruppe - Robert Kurz, Ernst Lohoff, et Norbert Trenkle. *Manifeste contre le travail*. (Paris : Léo Sheer, 2002), 110 p.

du travail abstrait et d'une distinction entre la valeur abstraite et la richesse réelle. Ces auteurs se distinguent du marxisme traditionnel en considérant que l'importance de l'œuvre de Marx se trouve moins dans l'exposition d'une lutte de classe subjectiviste que dans les catégories de la pratique sociale qui permettent la reproduction de la forme sociale capitaliste. Pour les auteurs marxistes qui se réclament de ce courant inspiré de la pensée du Canadien Moishe Postone<sup>195</sup>, l'ennemi du travailleur n'est pas seulement la classe bourgeoise, mais plutôt la médiation du rapport social par la forme-valeur, laquelle s'impose comme médiation de la pratique dans toutes les sphères de la société. La mouvance de la *Wertkritik* considère que la valeur « est une forme sociale de vie et de socialisation, un « fait social total » »<sup>196</sup>. La pensée *Wertkritik* nous présente un Marx qui, contrairement à la lecture classique des marxistes, ne se limite pas à défendre la réappropriation des moyens de production par les prolétaires, mais cherche à montrer de manière critique la façon dont la logique de la valeur détruit l'ensemble des autres formes de lien social. Pour Jappe, c'est entre autres pour cette raison que les humains ne seront pas en mesure de créer des zones d'autonomie hors du capitalisme tant qu'existera ce dernier. Ainsi, si Jappe est en accord avec les finalités des décroissants, il critique les moyens de ces derniers pour arriver à leurs fins.

---

<sup>195</sup> Duquel l'ouvrage de Moishe Postone paru en 1993 et traduit en 2009, fait référence. Moishe Postone. *Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*. (Paris : Mille et une nuits, 2009), 587 p.

<sup>196</sup> «Critique radicale de la valeur, qu'est-ce que la wertkritik?» *Critique de la valeur (wertkritik)*. [En ligne] <http://palim-psao.over-blog.fr/> (page consultée le 4 février 2012).

### 3.3 La fétichisation de la marchandise comme aliénation totale

Chez Jappe, la question du travail et de la fétichisation de la marchandise est primordiale. Elle trouve ses racines dans le chapitre premier du *Capital*<sup>197</sup> et dans *Les manuscrits de 1844*<sup>198</sup> de Marx. Pour Jappe, la lecture marxiste orthodoxe n'a pas accordé assez d'importance à ces ouvrages qui décrivent bien le problème de la valeur et de la fétichisation de la marchandise. À lecture de Marx Jappe fait l'analyse suivante :

...ce qu'analyse Marx dans le concept de fétichisme de la marchandise, c'est le fait que les décisions d'ordre social et économique ne sont pas prises de manière consciente par les acteurs, même pas par la classe capitaliste ; mais sont le produit d'un mécanisme automatique qui est le mécanisme de la valorisation : l'utilité réelle des objets ne compte plus, seule compte la quantité de travail qu'ils renferment. Le seul but est d'agrandir ce système et cette quantité de travail. Pour répondre à cet impératif, chaque acteur économique est obligé de courir derrière ce système<sup>199</sup>.

Ainsi le capitalisme est un système social et économique qui se base sur la double nature de la marchandise selon laquelle chaque objet a une utilité réelle (basée sur

---

<sup>197</sup> Karl Marx. *Le Capital, livre I*. (Paris : Presses Universitaires de France, 1993), 993 p.

<sup>198</sup> Karl Marx. *Les manuscrits de 1844 (économie politique et philosophie)*. Présentation, traduction et notes d'Émile Bottigelli, (Paris, Les Éditions sociales, 1972), 175 p. Version électronique disponible sur les classiques des sciences sociales : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/manuscrits\\_1844/Manuscrits\\_1844.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/manuscrits_1844/Manuscrits_1844.pdf)

<sup>199</sup> «Discussion avec Anselm Jappe autour de son livre " Les aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur".» *Critique de la valeur (wertkritik)*. 2 décembre 2009 [En ligne] page consultée le 1<sup>er</sup> février 2012, disponible à l'adresse <http://palim-psao.over-blog.fr/article-discussion-avec-anselm-jappe-a-la-maison-des-sciences-economiques-a-paris--40249787.html> .

l'usage) et une utilité d'échange (basée sur la valeur monétaire). Toute marchandise a une valeur qui représente le temps de travail qui y a été investi. Par exemple, un tailleur qui fabrique une chemise en une heure accorde une valeur de travail d'une heure à la chemise. Si la moyenne des tailleurs produit des chemises en une heure, alors la valeur réelle acceptée d'une chemise sera donc d'une heure de travail. Cependant, si un tailleur particulièrement habile réussit à coudre une chemise en 30 minutes, il pourra vendre ses deux chemises au prix socialement accepté d'une heure de travail. Ce qui démontre que la marchandise a une double nature, celle du travail nécessaire à sa conception et celle de sa capacité à faire de l'argent.

Notons que, comme le mentionne Christine Delphy<sup>200</sup>, l'ensemble des travaux n'ont pas une valeur d'échange, selon la sphère où ils sont accomplis. Ainsi, dans la sphère publique, un cuisinier recevra un salaire pour une heure de travail alors qu'il prépare un repas. Son travail aura donc une valeur marchande dans le capitalisme. Cependant, dans la sphère privée – les travaux ménagers, souvent effectués par des femmes, mère ou épouse par exemple –, le temps utilisé à préparer un repas n'a pas de valeur marchande. Ainsi, la création de valeur monétaire est confinée à la sphère publique majoritairement occupée par les hommes. Cette critique par Delphy de la notion de plus-value est partagée par les analystes de la *Wertkritik*, notamment dans les écrits de Roswitha Scholz, qui spécifie dans son texte « Remarques sur les notions de “valeur” et de “dissociation-valeur” »<sup>201</sup> :

---

<sup>200</sup> Christine Delphy. «Pour une théorie générale de l'exploitation. En finir avec la théorie de la plus-value.» *Mouvements*, no 26 (2003): 69-78. Et Christine Delphy. «Pour une théorie générale de l'exploitation. Deuxième partie : Repartir du bon pied», *Mouvements*, no 31 (2004) : 97-106.

<sup>201</sup> Roswitha Scholz, «Remarques sur les notions de “valeur” et de “dissociation-valeur”», EXIT, 2000. (Traduction en français d'un extrait du livre: *Das Geschlecht des Kapitalismus*, de Roswitha Scholz.) [En ligne] Page consultée le 22 juin 2013, <http://www.exit-online.org/textanz1.php?table=transnationales&index=3&posnr=151&backtext1=text1.php>

Depuis toujours, les femmes ont été présentes dans des sphères publiques, surtout dans le monde du travail ; mais la dissociation se poursuit à l'intérieur même de ces sphères publiques. Même à l'époque postmoderne [...] la hiérarchie des sexes et la discrimination des femmes n'ont pas fondamentalement disparu. Dans la sphère privée, les femmes continuent à s'occuper des enfants et du travail domestique plus que les hommes, tandis que, dans la sphère du travail, leurs salaires restent inférieurs à ceux des hommes alors qu'il est rare de voir les femmes occuper des fonctions importantes dans la vie publique, etc., ce qui est dû sans doute aux connotations et attributions sexospécifiques "classiques" du monde moderne et par là même aux responsabilités réelles des femmes pour tout ce qui relève de la reproduction privée et qui se fait sentir jusqu'à l'époque postfordiste.<sup>202</sup>

Ici, Scholz et Delphy se rejoignent dans l'énonciation de la prise en compte du fait que la plus-value des marxistes orthodoxes ne tient pas compte du travail effectué dans la sphère privée. Notons qu'à la suite de divers débats au sein de la revue *Krisis*, Jappe, Kurz et Scholz se sont dissociés de cette revue pour fonder la revue *EXIT*. Un des points de discordance tenait aux rapports existant non seulement autour de l'enjeu de la valeur entre le capital et le travail, mais aussi entre le masculin et le féminin.

Sur le marché capitaliste, l'argent n'est pas simplement un outil d'échange de marchandise ; il est aussi un incitatif à la production de marchandise menant à la vente. L'investissement d'argent dans la production de marchandise dans le capitalisme ne fait sens que si la marchandise vendue rapporte plus d'argent que son

---

<sup>202</sup> *Idem*

coût de production, ce qui ne fut pas toujours le cas dans les sociétés précapitalistes. Ainsi, un investisseur qui décide d'acheter des machines lui permettant de coudre quatre chemises en une heure pourra les vendre chacune au prix socialement accepté. Par ce geste, la valeur considérée comme juste est effectivement composée de travail concret (le travail nécessaire) et de valeur abstraite (le prix socialement accepté, qui dépasse les coûts du travail concret), jusqu'à ce que les machines tisseuses de chemises deviennent la norme. Ainsi, l'investissement en vue d'obtenir des gains de productivité permet de créer plus de marchandises à travers la médiation de l'argent. La production de marchandise n'est plus, comme chez les précapitalistes, une manière de subvenir aux nécessités ou aux besoins concrets. Aujourd'hui, la majorité de la production n'est plus fabriquée dans l'espoir d'échanger des marchandises par le biais de l'argent pour combler des besoins. L'échange se produit plutôt par l'investissement dans la production de marchandise pour créer plus d'argent. Ainsi, un investissement A (argent) passe par M (marchandise) pour devenir A', supérieur à A. C'est la marchandise qui sert de médiation à l'échange monétaire. Sur le plan du travail, cette relation d'échange transforme l'ensemble du rapport du sujet au travail. Son travail ne sert plus à subvenir aux nécessités fondamentales du sujet, mais plutôt à faire une marchandise qui sera revendue dans l'optique d'accumuler une plus-value à l'infini. Bref de nos jours le travail dans la sphère publique<sup>203</sup> n'est plus une avenue pour subvenir aux nécessités des individus qui peuplent la planète, mais plutôt une manière pour le capital de créer la valeur. Le travail sert de base à la création de valeur virtuelle qui ne comble plus de nécessités. Cette transformation de l'échange est ce qui cause la transformation du monde en un marché quasi illimité, qui met en péril à la fois la nature et l'être humain dans une recherche de profit infini.

---

<sup>203</sup> Ce qui exclut le travail domestique des femmes, effectué gratuitement

Scholz se désole du fait que certains courants ont tendance à associer la valeur concrète (ou d'usage) au féminin provenant de la sphère privée<sup>204</sup> à une forme de résistance, tout en subordonnant la valeur d'usage à la valeur d'échange, ce qui tend à mener vers une forme de valeur marchande supposément non genrée et neutre. Elle considère que la valeur d'usage n'est pas une forme de résistance mais bien un élément du Capital. Ainsi, « la valeur d'usage ne désigne pas l'utilité concrète de l'usage sensible et matériel, mais uniquement l'abstraite "utilité par excellence" en tant que valeur d'usage d'une valeur d'échange<sup>205</sup> »

Pour la *Wertkritik*, dans l'objectif de créer une augmentation constante de la valeur, le capitalisme tend à fétichiser la marchandise, c'est-à-dire, transformer la marchandise (ou service) en un objet auquel on attribue un effet magique ou bénéfique : par exemple, une augmentation du PIB pour un pays, ou de la notoriété pour un individu. Dans le cas qui nous occupe, la survie du capitalisme nécessite une augmentation constante de la valeur, puisqu'il ne peut y avoir croissance sans augmentation de valeur. Ainsi, la forme du travail concret (travail nécessaire à la fabrication) est de loin supplantée par la valeur abstraite (valeur accordée à un objet). Cette conception de la valeur comme une somme abstraite de travail ou d'énergie a comme conséquence de transformer les services en objets potentiellement marchands.

---

<sup>204</sup> Empathie, soins, valeurs dite de gauche, etc.

<sup>205</sup> *Ibid.*

Puisque l'on ne considère plus la somme de travail nécessaire comme fondement de la valeur, tout objet réel ou virtuel devient sujet à la marchandisation.

Jappe qualifie de « sujet automate » le sujet qui évolue dans le système de la fétichisation de la marchandise. Il s'agit d'un individu qui a aliéné et projeté sa fonction liée au travail dans un système dans lequel il n'améliore pas réellement sa qualité de vie. Ayant perdu toute forme de contrôle sur sa société, l'individu se réfugie dans le travail qu'il ne contrôle pas et qui le mène à la recherche de valeur et d'accumulation. Le sujet se fait dicter l'orientation de son travail par le Capital, sous peine de ne pas rester concurrentiel face aux autres sujets. Donc, l'individu, tel un automate, reconduit sans le mettre en doute le système de reproduction de la valeur. Le sujet automate traite ainsi la marchandise de façon dogmatique, et ce, sans considération pour les structures et les institutions présentes. Il le fait pour tenter de conserver un niveau de vie dit acceptable à travers les années. Au Québec, par exemple, entre 1997 et 2006, malgré une hausse moyenne de 16 % des heures travaillées, les familles québécoises ont gardé un niveau de vie stable<sup>206</sup>. Une augmentation du temps de travail ne permet pas au sujet de s'émanciper ou d'augmenter ses revenus, mais bien de garder un niveau de vie stable, tout en reproduisant une forme d'économie capitaliste virtuelle qui repose sur le travail abstrait.

---

<sup>206</sup> Ève-Lyne Couturier et Bertrand Schepper. *Qui s'enrichit, qui s'appauvrit : 1976-2006*. (Montréal: Institut de recherche et d'informations socio-économiques / Canadian Centre for Policy Alternatives, 2010), p.42.

Ainsi, contrairement à la pensée marxiste orthodoxe, la *Wertkritik* ne considère pas que ce soit la classe sociale bourgeoise qui contrôle les masses. Au contraire, le fétichisme de la valeur capitaliste a intégré toutes les sphères sociétales. Évidemment, des structures telle que l'État sont toujours en place et contribuent à renforcer le système de domination capitaliste, mais elles ne font que reproduire les intérêts déjà véhiculés par le sujet automate. En ce sens, Jappe rejoint la vision de la culture totalisante que nous avons esquissée au chapitre premier à partir des écrits de Marcuse, Latouche, Gorz, Bookchin et Illich.

#### 3.4 Les critiques de Jappe à la pensée de la décroissance

Le constat de Jappe sur la logique de la valeur est le suivant : même si cette logique est totalitaire et totalisante, elle n'est pas totale<sup>207</sup>. Ainsi, malgré que la logique de la valeur soit antidémocratique et qu'elle tende à gagner une foule de domaines, il reste des lieux où celle-ci ne peut s'intégrer à la vie humaine. Puisque la société marchande se base sur le travail abstrait créateur de valeur spéculative, l'individu doit retrouver un esprit de la société non capitaliste qui donne un but utile et concret au travail. En soi, dans le capitalisme, le travail devient un moyen d'accumuler de la valeur, alors que dans les sociétés précapitalistes, le travail était subordonné à la réalisation d'une fin liée à une conception de la « vie bonne ».

---

<sup>207</sup> «Discussion avec Anselm Jappe autour de son livre " Les aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur".».

C'est pourquoi :

On travaille pour travailler davantage. Le travail vivant sert uniquement à devenir le travail mort, accumulé, pour mettre en œuvre un autre travail vivant, etc. La société marchande est par nature illimitée, elle doit toujours croître, toujours trouver d'autres secteurs d'expansion pour contrecarrer la chute de la masse de profit.<sup>208</sup>

La société marchande tend donc à transformer en marchandise l'ensemble des biens communs, de la nature à l'éducation. Si à travers l'histoire bien des activités se sont intégrées à la sphère marchande, cette logique atteindra éventuellement des limites.

Dans un chapitre intitulé « De quelques faux amis » de son livre *Les aventures de la marchandise : pour une nouvelle critique de la valeur*<sup>209</sup>, Jappe commente la vision du Don chez Latouche et Gorz. Selon Jappe, les néomaussiens (catégorie où il inclut Latouche) :

...ne voient pas dans l'existence simultanée du don et de la marchandise une contradiction qui doit nécessairement mener à une crise à cause du caractère omnivore de la valeur. Celle-ci doit chercher à tout transformer en marchandise, mais s'écroule à mesure qu'elle y parvient. Pour les néomaussiens, le Don, devrait simplement jouer un rôle subsidiaire par rapport au marché et à l'État, institutions qu'ils ne songent pas à mettre en discussion.<sup>210</sup>

Ainsi, les néomaussiens sont désarmés quand survient une récupération de la zone d'échange par l'entreprise capitaliste. Rapidement l'identité d'un individu découle de

---

<sup>208</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>209</sup> Anselm Jappe. «De quelques faux amis», Dans *Les Aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*. (Paris : Denoël, 2003), 255-82.

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 267.

son lieu de travail plutôt que de son implication dans la communauté. Puisque la plupart de son temps est lié à la confection de biens ou de services, l'individu ne peut s'extraire de son milieu de travail. D'ailleurs dans la volonté d'améliorer les performances de leur personnel, de nombreuses entreprises se disent ouvertes à une diminution du temps de travail. Bien que souvent les diminutions de temps de travail ne soient pas de l'ampleur proposée, des entreprises comme les papiers Scott, Orléans Express ou Alcan<sup>211</sup> ont démontré qu'une diminution du temps de travail permet une augmentation de la productivité sans nécessairement transformer les habitudes d'échange. De plus, plusieurs projets manageriels encouragent la fidélité de leur personnel au moyen d'un renforcement de la culture d'entreprise comme communauté, par la création de divers programmes de travail famille ou d'un club social d'entreprise. Pour Jappe, l'identifiant principal dans une société où le travail rémunéré reste plus important que la « société de l'échange » aura plus d'impact et sera récupéré par l'entreprise au moyen de mesures visant une augmentation de la productivité.

Dans « Le côté obscur de la valeur et le don »<sup>212</sup>, Anselm Jappe tente de comparer à la fois la théorie marxiste hétérodoxe basée sur la fétichisation de la valeur et la

---

<sup>211</sup> Diane-Gabrielle Tremblay. *L'expérience québécoise et canadienne en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail*. Note de recherche de la Chaire de recherche sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir, (Montréal : TELUQ, 2003), [31 p.] Disponible en ligne <https://depot.erudit.org/id/002377dd>.

<sup>212</sup> Voir : Anselm Jappe. «Le "côté obscur" de la valeur et le don.» *Revue du MAUSS*, no 34 (2009) : 96-113, disponible en ligne au : <http://palim-psao.over-blog.fr/article-le-cote-obscur-de-la-valeur-et-le-don-par-anselm-jappe-55452605.html> . Le texte est aussi disponible dans le livre : Anselm Jappe, *Crédit à Mort : La décomposition du capitalisme et ses critiques*, (Paris : Lignes, 2011), 254p

théorie de la politique du Don. L'exercice permettrait selon lui d'enrichir les deux théories. Jappe considère que :

La critique de la valeur concorde donc avec le paradigme du Don en ceci : même à l'intérieur de la société contemporaine, de nombreux aspects de la vie, et des aspects sans lesquels cette vie ne serait pas possible, ne se déroulent pas sous forme d'un échange d'équivalents, n'est pas mesurable comme quantité de travail abstrait, ne sert pas immédiatement les intérêts matériels de leurs auteurs. La valeur ne « marche » que parce qu'il y a la non-valeur. [...] Cependant, la critique de la valeur en tire des conclusions moins optimistes que les théoriciens du Don. Pour elle, la sphère non marchande n'est pas une logique alternative qui court au-dessous de la logique marchande triomphante et qui peut être mobilisée pour constituer le point de départ d'une société non marchande, ou plutôt pour se placer sur les côtés du secteur marchand<sup>213</sup>.

Pour Jappe, les sphères de la valeur et de la non-valeur sont indissociables. Bien qu'une bonne part des activités humaines ne se présente pas sous une forme valeur (relations familiales, bon voisinage, création artistique, etc.), elles ont été absorbées par cette sphère et sont maintenant une réalité du capitalisme. La politique du Don sur laquelle se fonde la décroissance sereine de Latouche ne serait pour Jappe qu'une composante du travail tel que perçu par le Capital. La volonté de stopper la chrématistique est un faux débat dans le capitalisme, car l'aliénation basée sur la fétichisation de la marchandise est trop profonde. Il ne s'agit pas de réenchâsser

---

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 108.

l'économie dans la polis, mais bien de sortir de l'économie pour atteindre la « vie bonne » comme « finalité de la société »<sup>214</sup>.

Afin de représenter la récupération par le Capital de « l'économie informelle » telle que présentée par Latouche ou Gorz, Jappe utilise l'exemple du travail des femmes à la maison. Selon lui, elles donnent leur temps de travail et, même si celui-ci n'a pas de valeur au sens strict économique, elles restent liées à la socialisation du monde par le truchement de la valeur. Leurs travaux, bien qu'ils perpétuent une forme d'échange de services dans un milieu donné et qu'ils permettent d'améliorer le sort de leur population, permettent une reproduction du Capital à travers l'amélioration des conditions de travail de leur conjoint. Même si elles ne reçoivent pas de salaire et que leur travail n'est pas reconnu économiquement, elles permettent à leur conjoint d'augmenter la force de travail du système capitaliste<sup>215</sup>. Si le travail des femmes n'est pas uniquement récupéré par le Capital, bien sûr, puisqu'une part en est effectuée pour soi et pour la famille (ce qui représente d'ailleurs pour Jappe les dernières lignes de défense face à la récupération du Capital), le système capitaliste tentera tout de même d'en gruger la part de valeur d'usage pour la soumettre aux lois du Capital. Évidemment, le travail des femmes reste, en soi et pour soi, effectué gratuitement pour l'ensemble de la famille et ne peut être entièrement soumis au

---

<sup>214</sup> Anselm Jappe. *Les aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*. (Paris : Denoël, 2003), p. 280.

<sup>215</sup> Voir : Anselm Jappe. «Le "côté obscur" de la valeur et le don.» p. 109.

Capital, comme le souligne Christine Delphy<sup>216</sup>. Cependant, pour Jappe, la culture de la gratuité ne servira qu'à réduire les coûts de production du capitalisme, permettant de créer plus de marchandise. C'est pourquoi il considère que le cercle vertueux n'envisage pas le remplacement du capitalisme par le don. Au mieux, la zone de don s'agrandira pour permettre à certains secteurs de sortir de l'oppression culturelle capitaliste. Au pire, elle permettra au capitalisme de survivre plus longtemps en intégrant à sa marchandise l'énergie mise au service du don. Bref, la zone de don ne peut qu'être un appendice à celle de la marchandise. En ne proposant pas le remplacement total de la marchandise par le don, Latouche ne fait que renforcer le capitalisme.

En voulant réintégrer la sphère économique dans l'ensemble du politique, Latouche et Gorz laissent la notion de valeur contrôler les sujets automatés qui n'auront pas le réflexe de sortir de l'économie. Donc, en voulant réassocier les sphères de l'économie et du politique, ils ignorent l'intervention de la valeur comme forme de médiation. Ainsi, les individus ne vivront pas dans un système d'économie aristotélicienne, mais plutôt dans une société incluant une zone de don et une zone de marché, toutes deux encadrées politiquement par le système de valeur capitaliste.

Jappe explique cette conclusion par l'idéalisme des penseurs de la décroissance et de la politique du Don : ils croient qu'en décolonisant l'imaginaire, c'est-à-dire en instaurant une nouvelle idée de l'économie, la résultante sera à plus ou moins long terme une transformation concrète des comportements humains. Ainsi, l'instauration

---

<sup>216</sup> Christine Delphy. «Pour une théorie générale de l'exploitation. En finir avec la théorie de la plus-value», p. 74.

du cercle des comportements vertueux pourra transformer éventuellement les comportements des différentes populations. Cette proposition fait abstraction, selon Jappe, des réalités tangibles et des formes de médiation qui ont effectivement créé l'économie moderne.

Les maussiens soulignent que le don, l'entraide et les échanges jouent un rôle bien plus important dans la vie que ce qui est considéré par le système capitaliste. Ce rôle se définit de façon tout à fait contradictoire à la logique marchande inhérente au capitalisme. Ainsi, ils voient bien qu'aucune activité sociale ne peut se dérouler comme une pure forme d'échange marchand. La lutte pour soustraire les liens sociaux à l'utilitarisme relève d'une bonne analyse du caractère omnivore du capitalisme marchand. Jappe considère d'ailleurs qu'à travers les programmes de volontariat et les théories managériales modernes, les économistes néoclassiques ont déjà intégré une forme de don judicieusement appelée la « valeur du lien ». Ainsi, la valeur est une forme totale omnivore et se borner à défendre les liens sociaux existants mènera nécessairement à la récupération de la zone de don par le capital. Les maussiens<sup>217</sup> proposent de remédier aux défauts du capitalisme par la reconnaissance des activités non marchandes dans une zone extérieure au capitalisme. Ainsi la zone de don ne remplace pas les institutions capitalistes, mais agit subsidiairement à elles. C'est pourquoi Latouche ou Gorz peuvent voir dans l'économie informelle (de l'Afrique aux Favelas du Brésil) une voie de survie ou même de succès commerciaux à long terme. Pour ces auteurs, le capitalisme n'est pas remis en question à moins que la zone de Don supplante celle du Marché. Or,

---

<sup>217</sup> Où l'on peut intégrer Latouche et Gorz.

cette possibilité est exclue par Jappe, puisque la zone d'échange autonomiste ne deviendrait alors qu'une manière de renforcer le fétiche en assumant une part des coûts externes à la production, ce qui permettra aux entreprises de rentabiliser toujours plus de marchandises à moindres coûts. Le don ne permettrait finalement qu'à servir de moteur à la production, au même titre que l'apport technologique dans l'exemple des chemises. Le don devient alors un moyen d'améliorer la productivité et la création de marchandise, plutôt que de tendre vers la vie bonne. L'objectif du Capital étant de produire plus à moindre coût, il a intérêt à ce que toute externalité soit assumée par une zone extérieure au marché.

Jappe admet que l'existence de la sphère de l'échange basée sur une logique opposée à la logique marchande est un objectif à atteindre. Il considère que les penseurs de la politique du Don ont bien saisi toute l'incompatibilité entre le marché et le lien social. Selon lui, la seconde zone de don préconisée par Latouche et les adeptes de la politique du Don, existe déjà dans le capitalisme, dans les formes de l'activité sociale qui ne peut être monnayée et qui constitue la vie<sup>218</sup>. En voulant créer une zone où le bénévolat et l'échange sont accentués, les tenants de la politique du Don renforcent le capitalisme plutôt que de l'affaiblir. Il n'en deviendra que plus difficile à dépasser puisque le capitalisme intégrera à son système cette zone de don, indissociable de la valeur économique dans le système capitaliste. Jappe croit que pour bien réussir à sortir de la domination capitaliste, il faut donc contester l'ensemble des structures du travail.

---

<sup>218</sup> Et que les décroissants tendent à vouloir accentuer.

Si Jappe reconnaît un caractère plus politique et intéressant à la critique du travail menée par André Gorz, il oppose une critique à sa vision de l'État. Effectivement, Gorz croit que le capitalisme disparaîtra de lui-même, et il perçoit que cette disparition sera la conséquence de l'émergence de réseaux d'entraide, de coopération et d'auto-organisation qui mèneront à un monde avec moins de marchés et moins d'États. Ce renforcement de la société civile aura pour effet de démontrer le caractère limitatif du travail. À travers le revenu minimum d'existence, par exemple, l'humain pourra s'affranchir de ses besoins grâce à l'autolimitation et en diminuant le travail producteur du capitalisme pour en faire un travail servant la communauté plutôt que l'entreprise. Or, cette proposition nécessite un État capable de soutenir un revenu minimum d'existence.

Selon Jappe, une quantité réduite de travail salarié implique nécessairement une quantité réduite d'argent et de revenus pour l'État. La baisse des collectes d'impôt juxtaposée à la diminution de l'activité économique des entreprises diminuera les ressources monétaires de l'État. En excluant le travail créateur de valeur abstraite, l'État ne pourra plus récupérer des montants suffisants à la création d'un revenu minimum d'existence. D'ailleurs ce système n'est possible que si « l'économie nationale en question – qui doit créer la “base imposable” qui permet à l'État de financer ses interventions – résiste à la concurrence toujours plus acharnée sur les marchés mondiaux »<sup>219</sup>. Ce qui implique que l'État national ne fasse pas partie du système économique présent. Ainsi, tant que l'État utilise ses leviers économiques comme le préconise le libéralisme économique et marchand présent, il lui sera

---

<sup>219</sup> Anselm Jappe. *Les aventures de la marchandise*. p. 269.

impossible d'utiliser ses moyens de taxation (redevance, tarif frontalier, taxe aux entreprises, etc.) pour financer un revenu minimum d'existence. La théorie du revenu minimum d'existence nécessite donc une sortie de la logique capitaliste et ne peut donc pas être un instrument de sortie de l'économie marchande.

Dans une conférence où Anselm Jappe et Serge Latouche discutent de la question « Existe-t-il une bonne économie ? »<sup>220</sup>, Jappe énonce ses critiques de la décroissance. Selon lui, les décroissants, et particulièrement les adeptes de la politique du Don, ont tendance à ne pas considérer l'économie comme une réalité transhistorique. Ainsi, Jappe considère que Latouche et les maussiens font erreur en pensant qu'en transformant l'imaginaire de l'économie, celle-ci se transformera. Pour lui, le capitalisme n'est pas une vision du monde mais une réalité. Il considère donc que les décroissants, en rejetant Marx, ont notamment éliminé une critique matérialiste du capitalisme, ce qui les empêche d'agir sur le processus réel du capitalisme.

### 3.5 L'État comme défenseur du capitalisme

De plus, Jappe critique l'idée que l'État participe, notamment par une forme de revenu garantie, à la sortie du capitalisme. Pour Jappe la plus grande transformation historique de l'humain est l'arrivée de l'*homo œconomicus* comme pensée sociétale.

---

<sup>220</sup> Latouche, Serge et Anselm Jappe. «Existe-t-il une bonne économie ?» [Conférence filmée]. Bourges : 25 mai 2011. Disponible en ligne, <http://www.frequency.com/video/existe-t-il-une-bonne-economie/54040449> (consulté le 1er mai 2014).

Cette idée est implantée non seulement dans l'imaginaire collectif, mais est le reflet de la société qui a transformé le rapport de la société à l'économie. Ce moment charnière est celui où l'on perçoit la naissance du rapport fétichisé à la marchandise.

Pour Jappe, une réalité historique a transformé le travail au 14<sup>e</sup> siècle. D'une part, les monastères ont commencé à valoriser le travail et la prière comme des actions positives allant de pair. Au même moment, l'humain a apporté des changements importants dans les outils de guerre. Plus spécifiquement, il a amélioré les armes à feu. Cette avancée technologique a transformé le rapport à la guerre : désormais, celle-ci exige davantage de recherche technologique et de capacité de production d'armes que de recherche d'hommes courageux prêts à mourir pour un suzerain. La machinerie de guerre étant plus coûteuse, guerroyer devient plus onéreux. Le suzerain ne peut plus se contenter de payer ses soldats. Il doit trouver des fonds pour rémunérer des ouvriers et des artisans produisant des objets de guerre. Selon Jappe, c'est ainsi que sont nés les États à travers la volonté de lever des impôts pour rémunérer des soldats et des fabricants d'armes. De plus, pour combler les besoins de guerre, les souverains ont cherché à augmenter la productivité à travers le travail des artisans. Ce système s'est ensuite reproduit dans toutes les sphères de la société. L'État faisant partie intégrante de la pensée économique à travers ses guerres et ses conquêtes, il en profite pour asseoir son pouvoir. Il serait donc étonnant de penser qu'il participera à la sortie de l'économie à travers des mesures de réduction de création de marchandise, puisque la gestion de l'État nécessite d'augmenter celle-ci afin d'exister par réutilisation des profits de la marchandise. Ainsi, croire que les États s'affranchiront de la valeur est particulièrement naïf.

Pour Jappe :

« Il y'a une certaine niaiserie à croire que la décroissance pourrait devenir une politique officiel de la commission européenne, ou quelque chose du genre. Un capitalisme « décroissant » serait une contradiction dans les termes, tous aussi impossible qu'un « capitalisme écologique ». Si la décroissance ne veut pas se réduire à accompagner et justifier l'appauvrissement « croissant » de la société [...] elle doit se préparer à des affrontements et des antagonismes ».<sup>221</sup>

Il faut donc que les objecteurs de croissance, s'ils veulent investir les institutions ne voient pas dans l'État une forme d'allié, mais bien au contraire un allié du capitalisme.

À notre avis cette critique démontre une part de positivisme dans le cercle des comportements vertueux de Latouche. Bien qu'il nous semble possible d'investir les différentes institutions capitalistes, la possibilité que l'État accepte de fournir un revenu minimum d'existence ou d'imposer un revenu maximum afin de permettre les temps libres pour préparer une sortie, même sereine, est inexistante. Malheureusement, il s'agit, à notre avis, d'une part primordiale du projet de décroissance, tel que décrit par Latouche.

---

<sup>221</sup> Anselm Jappe. *Crédit à Mort : La décomposition du capitalisme et ses critiques*, (Paris : Lignes, 2011). p. 196

### 3.6 Les liens entre Jappe et Bookchin

Cette vision jappienne de l'État est proche de la thèse développée par Bookchin. Ainsi, Jappe expose le problème que pose l'État dans une pensée de la décroissance qui ne serait pas liée au capitalisme et à la recherche de valeur. Notons d'ailleurs que le concept de critique de la valeur se rapproche de la thèse de Bookchin présentée dans *Post-Scarcity Anarchism*<sup>222</sup>. Bookchin, qui voyait dans l'artificialisation de la rareté une manière de pousser la croissance économique non nécessaire à travers la création de nouveaux besoins, semble proche de Jappe. En fait, on trouve dans *Post-Scarcity Anarchism* des références à Guy Debord et à la critique du « remplissage du quotidien »<sup>223</sup>. Ainsi la question du fétichisme de la marchandise et du sujet automate est directement liée aux préoccupations de Bookchin. Ce rapprochement n'est pas étonnant puisque Jappe a aussi été grandement influencé par Debord. La volonté de Bookchin de réaliser la révolution totalement dans le quotidien<sup>224</sup> implique une critique matérialiste de la réalité, c'est-à-dire une volonté de transformation radicale de la situation présente, soit agir et militer contre le capitalisme.

Pour Bookchin, la solution à cette aliénation passe par l'autoproduction matérielle à travers la commune, de façon à rétablir une forme de démocratie locale. Ainsi, la sortie de l'économisme se base, pour lui, sur une culture de proximité qui constituera dans sa pratique une forme de lutte à l'aliénation. Cependant, en se concentrant sur

---

<sup>222</sup> Murray Bookchin. *Post-Scarcity Anarchism*.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p. 11.

les pratiques économiques liées à la réappropriation des moyens de production, il ne permet pas un dépassement de la réflexion sur l'aliénation. Évidemment, sa réflexion propose un changement de vie hors du capitalisme et un décrochage de l'aliénation, mais elle ne permet pas de répondre à la question qui occupe Jappe soit : comment sortir de l'économie ? D'autre part, Bookchin ne croit pas en une sortie graduelle du capitalisme, puisqu'il propose de sortir en petits groupes de la société capitaliste, sa proposition permet, au même titre que celle des adeptes de la politique du Don, la création de deux zones d'échange : soit une zone d'économie marchande où l'aliénation capitaliste est opérationnelle, et une seconde zone basée sur l'échange de la production locale. Selon Jappe, cette possibilité d'une économie à deux zones d'échange ne peut mener qu'à la récupération par le Capital de l'ensemble de l'économie. Cependant contrairement à Rudy, Light ou Leff<sup>225</sup>, Jappe ne pense pas que la création d'une zone non capitaliste où une municipalité tente de vivre en autoproduction serait impossible. Jappe considère au contraire que le capitalisme utiliserait de telles zones d'autoproduction. Ainsi, les municipalités libertaires seraient prises dans un système de production devant être compétitif avec les entreprises capitalistes. Ce qui reproduirait des comportements d'exploitation. De plus, le Capital aurait tendance à diminuer ses coûts de production en transférant certains de ses coûts dans les zones non capitalistes. Par exemple, une entreprise capitaliste pourrait acheter (ou troquer contre des biens) des produits ou des matières premières à des communautés auto-productrices de façon à diminuer ses coûts de

---

<sup>225</sup> Alan Rudy et Andrew Light. «Social ecology and social labor : A consideration and critique of Murray Bookchin.» *Capitalism Nature Socialism*, 6, no 2 (1995): 103, et Enrique Leff, «Murray Bookchin and the end of dialectical naturalism. » *Capitalism Nature Socialism*, 9, no 4 (1998): 69.

production. Ce qui aurait comme effet de renforcer la capacité de l'entreprise à faire de la plus-value et pourraient améliorer le sort de la communauté autogérée.

En ce sens, le municipalisme libertaire peut avoir aux yeux de Jappe des similitudes avec la politique du Don, c'est-à-dire que dans les deux cas, cet auteur considère que, pour prolonger son existence, le capitalisme doit intégrer une part de l'activité humaine non marchande. Ce qui laisse supposer que Jappe considère impossible de créer un lieu de résistance organisée au capitalisme. Dans l'exemple où une communauté s'organise en municipalité libertaire, il faut supposer qu'une part importante de la communauté tient volontairement à sortir du capitalisme et peut décider collectivement de s'organiser en dehors du Capital. C'est là où la théorie de Jappe apparaît fataliste en ne considérant pas les efforts d'autonomisation des individus pour créer une municipalité libertaire ou même une société de décroissance. En fait le constat de Jappe est que le sujet automate ne peut plus retrouver une forme d'autonomie sans que celle-ci finisse nécessairement par servir le capitalisme.

### 3.7 La fin du capitalisme ?

Nous l'avons vu, pour Jappe, les activités marchandes ont besoin de la coexistence avec le marché informel (la part du don déjà existant dans le monde). C'est le fondement de la critique qu'il adresse aux tenants de la politique du Don. Par exemple, pour Jappe, il est impossible que l'être humain considère l'éducation des enfants comme une activité exclusivement marchande. Ainsi, à l'image du travail des femmes pour leur famille, il y a des limites à la récupération capitaliste de l'ensemble du vivant afin de le quantifier monétairement. La logique de l'accumulation est bien présente et gagne du terrain, mais elle subit des formes de résistance du monde

« concret », c'est-à-dire la part non quantifiable de la société<sup>226</sup> qui répond à des règles autres que celle du Marché. L'auteur considère que ce conflit permanent résulte en la récupération du don par le Capital pour certaines activités humaines non marchandes, mais que le Capital ne peut intégrer l'ensemble de l'humanité. Ainsi, l'humain ne travaillera pas 24 heures par jour ou ne confiera pas l'éducation complète de ces enfants à la sphère marchande.

Pour Jappe, la lutte doit se mener contre la logique du capitalisme. Ce qui veut dire que la lutte politique doit se faire contre la marchandise. Il ne s'agit pas rechercher une hausse des salaires ou une hausse des rendements de retraite qui ne ferait que renforcer la logique capitaliste, mais plutôt de revendiquer une réduction majeure du temps de travail ou la défense des sphères communes. Puisque le capitalisme risque de toujours chercher à instaurer de nouvelles frictions entre ce qui est cher à l'être humain et la création de marchandise, il se rendra au bout de sa capacité à transformer le bien commun et l'humanité en marchandise. C'est pourquoi, de l'avis de Jappe, il ne faut pas se demander comment « casser le système actuel, mais surtout (de) préparer des alternatives »<sup>227</sup>, puisque le système actuel est voué à tomber de lui-même sous le poids de son besoin de marchandisation. En ce sens, il semble faire un constat similaire à celui de Gorz qui croit que le capitalisme est voué à l'échec. Il faut donc préparer sa suite pour éviter qu'elle ne soit que barbarie.

Jappe fait essentiellement une critique négative de la société capitaliste et des défenseurs de la politique du Don. Il ne propose pas d'avenue de remplacement à

---

<sup>226</sup> Affection, besoin biologique, amitié, etc.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 22.

cette politique, mais souhaite le retour à une économie affranchie de la valeur, soit une économie précapitaliste, voire aristotélicienne. Pour lui, « [a]près le capitalisme “normal”, il n'y aura que l'anomie, un mélange entre un reste de capitalisme et des réalités pseudo-archaïques complètement barbarisées. Le problème aujourd'hui n'est pas tant de penser comment casser le système actuel, mais surtout de préparer des alternatives<sup>228</sup>. »

Pour Jappe le capitalisme s'effrite depuis les années 1960, et pour survivre, ce système cherche désespérément à se reproduire dans la marchandisation d'activités humaines. Il est donc impossible qu'il redevienne sain (s'il l'a déjà été). Selon lui, le fait de reconnaître que la marchandise ou l'argent ne sont pas ontologiques à l'humanité serait une grande victoire. Il parle de reconnaître que l'ensemble du capitalisme et des institutions qui y participent ont été créés et ne sont pas nécessairement permanentes. Il faut reconnaître ici, que malgré que Jappe tienne à se distancer des maussiens, cette volonté de démontrer la possibilité de la fin du capitalisme ressemble étrangement à la volonté de « réévaluation » de « reconceptualisation » de Latouche et à la conception de la fin du capitalisme propre à Gorz.

Jappe espère que, par le biais de la critique radicale de la valeur, sa pensée incitera les mouvements sociaux à vouloir sortir du capitalisme, non seulement à cause de ses

---

<sup>228</sup> «Discussion avec Anselm Jappe autour de son livre *Les aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur.*» p. 22

inégalités inhérentes mais parce qu'il mène nécessairement à la destruction de toute forme de médiation sociale. Même si les décroissants et les défenseurs de la politique du Don ont le louable objectif de libérer le travail du système capitaliste privé, cette volonté ne suffira pas à dépasser la fonction de production de valeur abstraite. Il faut donc dépasser la logique du travail salarié et de la production capitaliste pour permettre l'apparition d'alternatives valables.

Jappe pose de bonnes questions aux tenants de la politique du Don et aux partisans de la décroissance. Il démontre bien comment, le capitalisme peut effectivement reprendre certaines des idées de la décroissance afin de prolonger son existence. De plus, sa critique du rôle des institutions, notamment celles de l'État, démontre bien les limites de la proposition de Latouche qui ne souhaite pas aborder de front cette question. Par contre, en soumettant à la critique de la valeur les propositions liées à la décroissance, Jappe ne laisse pas d'issue au capitalisme, sauf l'attente de son hypothétique implosion. Toute forme de proposition pour améliorer le sort des individus est vouée à renforcer le capitalisme, selon la thèse jappienne. Ainsi, si l'on prend à titre d'exemple les propositions du magazine *Alternative économique*<sup>229</sup>, paru en France en 2013, aucune d'entre elles ne peut s'avérer en totale rupture avec le système économique présent. La diminution des loyers aura certainement un effet stimulant sur les ventes de marchandises, la création de technologies vertes permettra l'augmentation à court terme de la marchandise et la diminution des heures de travail ne sera pas nécessairement synonyme de renforcement des communautés : elle

---

<sup>229</sup> Pech, Thierry (dir. publ.). «Vivre mieux sans croissance : 10 propositions.» *Alternatives économiques*, no 323 (2013) disponible en ligne: [http://www.alternatives-economiques.fr/vivre-mieux-sans-croissance---10-propositions\\_fr\\_pub\\_1209.html](http://www.alternatives-economiques.fr/vivre-mieux-sans-croissance---10-propositions_fr_pub_1209.html). Page consultée le 11 décembre 2013.

pourrait même améliorer la productivité du capitalisme. Dans la critique de la valeur, point de salut. Alors comment envisager une action digne d'être tentée ? Jappe se voit dans l'impossibilité de proposer des alternatives. Malgré cela, il en vient à appuyer l'idéal des décroissants, tout en leur proposant de radicaliser leur position sur la question du temps de travail afin d'éliminer l'objectif d'une zone d'échange dual (zone de don et zone marchande) pour rechercher un seul lieu de médiation sociale, basée sur le concept de « vie bonne » qui ne sera réalisable qu'après la fin du concept de valeur.

En fait, Jappe reconnaît aux auteurs maussiens<sup>230</sup> une excellente capacité à analyser les effets du capitalisme sur l'ensemble de la société. En prenant une position extérieure aux marxistes orthodoxes, les maussiens ont su déceler les failles liées à la volonté de développement économique qui opérait à la fois chez les capitalistes et les marxistes de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il considère cependant que les maussiens ne s'intéressent pas à l'économie du point de vue de la valeur, c'est-à-dire du temps de travail investi. Il croit que les auteurs défendant la politique du Don restent dans une forme d'idéalisme qui ne peut transformer les rapports de force sociaux. Selon Jappe, cette erreur les empêche de pouvoir bien travailler à instaurer l'utopie de la société aristotélicienne.

L'incapacité de Latouche et de Gorz à définir comment s'établira le revenu minimum d'existence et quelle institution en sera la gestionnaire démontre l'idéalisme des tenants de la politique du Don. Par contre, ces deux auteurs ont une influence bien

---

<sup>230</sup> Dont Latouche et Gorz font partie.

réelle sur les réflexions politiques qui les suivent, comme en font foi les publications de plus en plus nombreuses sur cet enjeu.

Le débat entre Jappe et les décroissants a ceci de paradoxal : Jappe critique l'idéalisme des décroissants qui voient dans la proposition du cercle vertueux une manière de transformer l'imaginaire capitaliste. Il leur reproche de croire en une théorie de transformation lente du Capital, sans prendre en compte que celui-ci intégrera toute forme de concept lui permettant de se reproduire. Un peu à l'image de la récupération du concept de développement durable, le Capital récupérera le cercle vertueux. Cependant, si cette critique peut effectivement s'appliquer à la théorie de la décroissance, Jappe laisse pour compte le fait que le mouvement de la décroissance dépasse largement ses penseurs. Jappe critique à bien des égards un mouvement militant qui tente d'agir quotidiennement sur la réalité du capitalisme, et dont les interventions ont pour effet d'agir sur lui. Ainsi, même si l'on peut critiquer la portée de certaines mesures, il est indéniable que la création de jardins collectifs, le mouvement de slow food et les cliniques gratuites de réparation de vélos, sans être des projets révolutionnaire en soi, s'inscrivent clairement en opposition avec la logique marchande. Elles ont un rôle émancipateur face à la culture dominante du capital et contribuent à définir un nouveau vivre-ensemble post-capitaliste. De ce fait, s'en tenir simplement à une critique des maussiens pour rejeter le mouvement de la décroissance est réducteur. Une réflexion plus large s'impose concernant ce mouvement.

D'ailleurs, ces actions sont pour la plupart en accord avec une préparation du post-capitalisme et constituent un début de rempart contre la barbarie prévue par Jappe si le capitalisme est laissé à lui-même. En ce sens, en reconnaissant que le dernier rempart contre le capitalisme est constitué des activités sociales non monnayables, Jappe part lui aussi du constat qu'il existe une forme de don dans l'activité humaine.

C'est pourquoi nous croyons que le dialogue entre la *Wertkritik* et les décroissants est possible et même souhaitable. Les diverses publications de Jappe dans la revue du MAUSS ainsi que les quelques conférences communes de Jappe et Latouche démontrent que ce dialogue est amorcé. Comme l'a démontré ce chapitre, nous croyons que les objecteurs de croissance inspirés par la politique du Don gagneraient à intégrer à leur discours la critique de la valeur. Nous pensons qu'elle n'est pas incompatible avec le processus du cercle vertueux proposé par Latouche, et ce particulièrement dans un contexte où beaucoup des forces anti-néolibérales mondiales sont en lutte contre les politiques économiques d'austérité et de stagnation. Ce qui les amène parfois à devenir les défenseurs d'un retour à la croissance économique. Il faut donc souhaiter que les thèses de la *Wertkritik* soient intégrées à un modèle sans pour autant dénaturer le projet de décroissance sereine.



## CONCLUSION

Le calcul de l'empreinte écologique mené par la WWF démontre toute l'importance qu'il faut accorder à la diminution de l'utilisation des ressources de la Terre. De plus, le 5<sup>e</sup> rapport du GIEC confirme que selon les paramètres actuels la planète devra drastiquement diminuer ses émanations de gaz à effet de serre si elle veut éviter de faire face à des événements météorologiques extrêmes. Dans ces conditions, il devient nécessaire de repenser le mode de vie des habitants de la Terre, plus particulièrement des Occidentaux qui ont un mode de vie particulièrement plus énergivore et polluant que le reste de la planète. Selon les auteurs étudiés, cette transformation est impossible sans rompre avec l'économie qui recherche une croissance infinie sur une planète aux capacités finies. Ainsi pour un auteur comme Serge Latouche, il faut tenter de retourner à une économie aristotélicienne qui recherche une « vie bonne » à travers un système de décroissance économique. Bien qu'elle semble logique et nécessaire pour Latouche, dans un système capitaliste cette proposition est une hérésie. C'est pourquoi les pages précédentes se sont évertuées à présenter plusieurs aspects de la pensée de Latouche et d'auteurs qui l'ont influencé et critiqué.

Dans le premier chapitre de cette étude, nous avons étudié les mécanismes culturels qui ont tendance à « unidimensionaliser » les individus dans une Mégamachine<sup>231</sup> qui renforce l'idéologie de la croissance. Pour ce faire nous avons travaillé avec des auteurs tels que Marcuse, Illitch, Gorz, Latouche et Bookchin. Cette recherche nous a permis de vérifier que pour ceux-ci, malgré que le capitalisme cause des inégalités et soit un risque écologique à travers sa recherche infinie de profit, il reste un mode culturel englobant porteur d'un imaginaire quasi dogmatique. Nous avons défini que la Mégamachine est la résultante des différents progrès et monopoles radicaux de la société de croissance qui éloigne l'individu à une expérience du quotidien où il a une réelle capacité d'action. Ainsi, plutôt que d'interagir dans la société, l'individu se voit contraint de renforcer le système de croissance à travers sa consommation ou son travail, n'ayant plus la capacité de répondre à ses « faux besoins » sans la société de croissance. Cependant, pour faire face aux problèmes écologiques à venir, il faut pour Latouche « décoloniser l'imaginaire » de sorte à cesser de voir dans la croissance la solution au problème individuel et collectif. Les objecteurs de croissance se posent donc en critique de toute forme de développement durable puisqu'il perpétue le système de la croissance économique, au mieux dans un rythme plus modéré. Le premier chapitre se conclut avec la démonstration que l'essence même du mouvement de la décroissance tout comme ceux de l'autolimitation chez Gorz ou le municipalisme libertaire chez Bookchin passe par une reprise en main de la gestion de l'économie de manière démocratique, locale et participative. La redémocratisation des institutions est donc le principal but à rechercher dans la lutte à la culture ambiante de croissance. Pour Latouche cette recherche de la reconceptualisation et de réévaluation de l'économie est à la base d'un cercle de

---

<sup>231</sup> Ou méga-machine, selon l'auteur.

comportements vertueux menant à moyen ou long terme à une société de décroissance.

Ce cercle de comportements vertueux est étudié au second chapitre de ce mémoire. Il s'agit des comportements qui selon Latouche, permettront de transformer l'économie capitaliste en une forme d'économie communautaire basée sur le Don. Il est évident que le travail de Latouche est basé sur une utilisation de différents concepts popularisés par divers auteurs, tels que Gorz ou Bookchin, afin de les rassembler dans un petit guide menant à la décroissance sereine. Or, selon nous trois idées sont primordiales dans ce guide, la première est liée au phénomène étudié dans le premier chapitre de cette étude soit la recherche de la démocratisation de l'économie. La seconde est la recherche de la baisse du temps de travail afin de permettre une plus grande autonomie de pensée et de production. Ce qui mènerait à la création de zones d'échanges non marchands qui améliorerait à la fois l'empreinte écologique de la planète tout en réduisant les inégalités économiques et démocratiques instaurées par le capitalisme. Notons que pour Latouche, cette zone non marchande complèterait et (éventuellement) remplacerait une zone marchande économique. Il s'agit donc de faire cohabiter deux formes de lieu économique. Un qui représente le statu quo de la croissance économique et donc du capitalisme et une zone d'échange principalement porté par la politique du Don et l'échange. Pour réduire le temps de travail et être capable de subvenir à ses nécessités, Latouche et Gorz proposent une forme de revenu de minimum d'activité. Proche du concept de revenu minimum d'existence proposé par Gorz, la proposition de Latouche tente de faciliter la sortie du salariat à travers une mesure de revenu minimum. Ce revenu a pour principale utilité de diminuer les inégalités causées par les activités de production tout en permettant une meilleure égalité entre les citoyens de sorte à faciliter la prise de

décision collective et démocratique. Cette forme de revenu aura pour effet de renforcer le maintien d'une zone non marchande.

Or, tout le problème du projet de la décroissance sereine de Latouche passe par la question de la transition entre l'économie de croissance à l'économie de décroissance sereine. Pour Latouche, il faudra une révolution telle que définie par Castoriadis, c'est-à-dire un moment charnière où la population investira les institutions de sorte à les transformer radicalement. Cette vision de Latouche qui ne s'affiche pas clairement anticapitaliste, attire certaines critiques. Nous en avons étudié plus spécifiquement deux.

La première, exprimée par André Gorz au premier chapitre, est celle qui considère que le mouvement de la décroissance mène à une forme d'écofascisme. Gorz s'inquiète que la recherche de la décroissance, si elle n'est pas hors du capitalisme, mène à un système de rareté économique basé sur la limitation environnementale à venir. Ce qui permettrait uniquement au plus privilégié de la planète de vivre convenablement, laissant les autres habitants du globe dans la misère la plus crasse. Lorsque l'on regarde comment Latouche à travers ses écrits s'évertue à proposer une nouvelle forme d'économie, il faut reconnaître la volonté de ne pas encourager une économie capitaliste, mais bien de proposer une économie hors du capitalisme. En fait, Latouche s'inscrit contre la recherche systémique de la croissance qui était autant présente dans l'URSS communiste ou la Chine Communiste que dans le capitalisme. Pour cette raison il hésite à se classer comme un anti-capitaliste. Par contre la recherche de diminution drastique de l'activité économique marchandise est une mesure à l'opposé des valeurs capitalistes selon lui. En fait, en permettant de diminuer l'aliénation de l'individu à la Mégamachine, Latouche prône le contraire d'un système de rareté basé sur la limite écologique. Il souhaite plutôt que l'individu puisse combler ses nécessités sans passer par le marché, mais plutôt par l'autoproduction, l'échange et le Don.

Or, comme nous l'avons vu au troisième chapitre, c'est spécifiquement cette volonté utopique de société basée sur la politique du Don qui attire une seconde critique d'importance à Serge Latouche. Soit celle d'ignorer le caractère récupérateur du capitalisme qui à travers la société d'échange souhaité par les penseurs de la politique du Don pourra renforcer son système. Puisque Latouche prône une coexistence de deux zones d'économie, il est normal pour Jappe que celle capitaliste profite de la seconde. Ainsi, le capitalisme se renforcera à travers de plus grandes marges de profit basées sur cette utilisation de la zone non marchande. Cette situation mènera, au mieux à une sortie de certaines zones de la planète à l'aliénation capitaliste. Au pire, elle fera perdurer le capitalisme en y marchandisant le don. Pour Jappe, la zone d'échange non marchand ne peut être l'appendice de la zone marchande, mais bien la remplacer complètement. Bien que Jappe soit d'accord avec les objecteurs de croissance sur la nécessité, de reconnaître que la marchandise n'est pas ontologique, mais il ne croit pas qu'il soit possible de sortir du système de croissance sans sortir complètement de la logique du salariat et de la production capitaliste.

Dans notre troisième chapitre, nous avons exposé les questions et avertissements que Jappe fait au mouvement des décroissants et au tenant de la politique du Don. Il nous semble qu'elles sont pertinentes et devraient permettre, une amélioration de la pensée, de la décroissance. Il semble parfois que par volonté de rejoindre le plus grand nombre de personnes les porte-parole de ce mouvement, comme Serge Latouche, hésitent à se positionner directement contre le capitalisme. Ce faisant, ils ouvrent la porte à la fois aux critiques radicales, mais aussi de l'autre côté du spectre politique à des propositions permettant de renforcer le système capitaliste de croissance à travers une marchandisation du Don.

## La décroissance comme acte de résistance

La volonté de transformer l'imaginaire capitaliste et de croissance est clairement un acte de résistance. De plus, la volonté de démocratiser l'économie à travers l'intégration des institutions se veut un acte de brisure avec l'économie de croissance. Cependant, la proposition de faire cohabiter une zone d'échange basée sur la politique du Don et une zone de marché capitalisme pourrait avoir un effet de renforcement du capitalisme. Il est donc intéressant de voir si cette critique semble être entendue par les décroissants de sorte à l'intégrer. S'il est encore trop tôt pour voir l'ensemble des effets de ce dialogue, il est raisonnable de supposer qu'il se fait dans une volonté de s'éloigner de la société de la culture totalisante du développement économique. En ce sens, il nous semble que la suite logique de la pensée de la décroissance se fasse dans un esprit de plus grande ouverture envers la pensée marxiste non-orthodoxe, notamment de la *Wertkritik* et de l'écocialisme afin de préparer cette révolution des institutions tant souhaitées par Latouche. Il apparaît clairement que la lecture de Latouche sur la pensée marxiste est avant tout basée sur l'héritage soviétique et non sur les mouvances qui intègrent la pensée écologiste dans le marxisme. Un tel dialogue aurait certainement l'avantage d'élargir le débat sur la question de la nécessité de décroître l'activité économique notamment dans contexte de lutte contre la pensée néolibérale. D'un point de vue plus concret, il semble qu'au moment où une part importante des forces militantes antinolibérales lutte contre les politiques d'austérité économiques, le discours de la décroissance prend tout son sens. Il permet

de réfléchir au danger de laisser le capitalisme gérer les limites écologiques de la planète à travers des mesures chaotiques et basées sur la compétitivité entre la société et les individus<sup>232</sup>, tout en questionnant les finalités des luttes, souvent syndicale et communiste qui recherche une augmentation de la croissance économique à travers des luttes à l'austérité et à la stagnation économique.

Cette recherche s'est avant tout concentrée sur les idées de Serge Latouche sur la décroissance sereine, ce faisant nous avons laissé de côté plusieurs penseurs de la même mouvance. Nous avons aussi exclu une quantité importante de mouvements qui chaque jour, à travers différentes actions tente d'avoir un mode de vie décroissant. Il nous semble important de poursuivre les recherches afin d'étudier pratiquement comment les différentes expérimentations pratiques telle que les promoteurs de la lutte au gaspillage militants<sup>233</sup>, des journées de la lenteur, d'intégration d'autoproduction, etc. intègrent des principes de la décroissance sereine, de l'écocosocialisme ou de la démocratie directe. Ce type de recherche permettrait de vérifier si du point de vue militant ces actions s'inscrivent dans un acte de rupture ou de résistance à l'économie capitaliste.

---

<sup>232</sup> À cet égard voir le texte d'Andrea Levy. «Les dangers d'une décroissance sauvage.» *Relations*, no 765 (2013): 25-6.

<sup>233</sup> Le dumpster diving par exemple.

## BIBLIOGRAPHIE

- Beauchemin, Philippe. *Sondage Léger Marketing: les Québécois tiraillés*. 17 janvier 2008 [En ligne] <http://www.montrealexpress.ca/Societe/Environnement/2008-01-17/article-1552620/Sondage-Leger-Marketing%3A-les-Quebécois-tiraillés/> (consulté le 20 novembre 2013).
- Bernelas, Guy. «Une critique de Latouche.» *Sortir de l'économie*, no 2 (mai 2008): 57-9 [en ligne] <http://sortirdeleconomie.ouvaton.org/sde-n2.pdf> consulté le 25 juin 2010.
- Berthoud, Arnaud. *Une philosophie de la consommation, Agent économique et sujet moral*. Villeneuve-d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion, 2005, 310 p.
- Biehl, Janet. «Entretien avec Murray Bookchin.» Édité par ÉcoRev. août 2000. <http://jeanzin.fr/ecorevo/politic/subvert/ecorev/rev02/bookchin.htm> (consulté le 4 janvier 2012).
- Biehl, Janet et Murray Bookchin. *Le municipalisme libertaire : la politique de l'écologie sociale*. Montréal: Écosociété, 1998, 299 p.
- Bookchin, Murray. *Post-scarcity anarchism*. Oakland, Ca: AK Press, 2004, 199 p.
- Bookchin, Murray. *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*. Montreal: Écosociété, 1993, 300 p.
- Castoriadis, Cornelius. *Une société à la dérive : entretiens et débats 1974-1997*. Paris: Seuil, 2005, 370 p.
- Clerc, Denis et Dominique Méda. «Emploi et travail chez André Gorz.» Dans *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle.*, sous la dir. de Christophe Fourrel, 99-122. Paris : La Découverte. 2009.
- Contat, Michel. *André Gorz : Vers la société libérée [Enregistrement sonore et livre]*. Paris: Textuel et Institut national de l'audiovisuel, 2009, 79 p.

- Couturier, Eve-Lyne et Bertrand Schepper. *Qui s'enrichit, qui s'appauvrit : 1976-2006*. Montréal: Institut de recherche et d'informations socio-économiques-Canadian Centre for Policy Alternatives, 2010, 64 p.
- «Critique radicale de la valeur, qu'est-ce que la wertkritik?» *Critique de la valeur (wertkritik)*. s.d. <http://palim-psao.over-blog.fr/> (consulté le 4 février 2012).
- Delphy, Christine. «Pour une théorie générale de l'exploitation. Deuxième partie : repartir du bon pied,» *Mouvements*, no 31 (2004): 97-106.
- . «Pour une théorie générale de l'exploitation. En finir avec la théorie de la plus-value.» *Mouvements*, no 26 (2003): 69-78.
- «Discussion avec Anselm Jappe autour de son livre " Les aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur".» *Critique de la valeur (wertkritik)*. 2 décembre 2009 [en ligne]. <http://palim-psao.over-blog.fr/article-discussion-avec-anselm-jappe-a-la-maison-des-sciences-economiques-a-paris--40249787.html> (consulté le février 1er, 2012).
- Ellul, Jacques. *Changer de révolution : l'inéluctable prolétariat*. Paris: Seuil, 1982, 290 p.
- Fernandez, Billy. «Crise systémique et paradigme de la décroissance : effondrement ou métamorphose.» [Chambéry], Université de Savoie - Master 2, Système Territoriaux, Développement Durable et Aide à la Décision 2010, [En ligne] [http://www.memoireonline.com/11/10/4116/m\\_Crise-systemique-et-paradigme-de-la-decroissance--effondrement-ou-metamorphose20.html](http://www.memoireonline.com/11/10/4116/m_Crise-systemique-et-paradigme-de-la-decroissance--effondrement-ou-metamorphose20.html) (Consulté le 22 novembre 2011).
- Foster, John Bellamy. «Climate change and its social roots.» Dans *Capitalism and Climate Change*. Conférence tenue le 11 avril 2008 à Sydney. Vidéo disponible en ligne <http://links.org.au/node/343> page consultée le 29 janvier 2012.
- . «Bonnes feuilles de Marx écologiste.» *Contretemps*, 30 janvier 2012: [En ligne] <http://www.contretemps.eu/lectures/bonnes-feuilles-marx-%C3%A9cologiste-john-bellamy-foster> consulté le 20 juin 2012.
- Foster, John Bellamy. «Marx's ecology in historical perspective.» *International Socialism Journal*, no 97 (Automne 2002): 71-87.

- Fotopoulos, Takis. *Vers une démocratie générale: une démocratie directe, économique, écologique et sociale*. Paris: Seuil, 2002, 244 p.
- Fourrel, Christophe (dir. publ.). *André Gorz : un penseur pour le XXIe siècle*. Paris: La Découverte, 2009, 280 p.
- Gerber, Vincent. *Murray Bookchin et l'écologie sociale: une biographie intellectuelle*. (Préf. de Jean-François Fillion). Montréal: Écosociété, 2013, 180 p.
- GIEC (2001), Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. «Résumé à l'intention des décideurs.» Dans *Changements climatiques 2001 : Rapport de synthèse*, 37 p. Disponible en ligne <http://www.ipcc.ch/pdf/climate-changes-2001/synthesis-spm/synthesis-spm-fr.pdf> Septembre 2001.
- GIEC (2013), Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. «Résumé à l'intention des décideurs.» Dans *Changements climatiques 2013 : les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au Cinquième rapport d'évaluation*, 27 p. Disponible en ligne : [http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5\\_SPM\\_brochure\\_fr.pdf](http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_SPM_brochure_fr.pdf) . 2013.
- Gignac, Renaud et Bertrand Schepper. *Le budget carbone du Québec*. Montréal: Institut de recherche et d'informations socio-économiques, Décembre 2013, 7 p. disponible en ligne <http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2013/12/Note-Budget-carbone-web-03.pdf>.
- Godbout, Jacques T. et Alain Caillé. *L'esprit du don*. Paris: La Découverte, 1992, 345 p. disponible en ligne <http://dx.doi.org/doi:10.1522/30010518>.
- Gollain, Françoise et André Gorz. *Une critique du travail : entre écologie et socialisme*. Paris: La Découverte, 2000, 264 p.
- Gorz, André. *Capitalisme, socialisme, écologie : désorientations, orientations*. Paris: Galilée, 1991, 233 p.,
- Gorz, André. *Écologica*. Paris: Galilée, 2008, 168 p.
- Gorz, André. *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*. Paris: Galilée, 2003, 152 p.

- Gorz, André. *Misères du présent: richesse du possible*. Paris: Galilée, 1997, 240 p.
- . «Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise.» *Mouvements*, no 50 (2007): 95-106.
- Gorz, André et Michel Bosquet. *Écologie et politique*. Nouv. éd. augm., Paris: Le Seuil, 1978, 254 p.
- Hansen, Mogens Herman et John Anthony Crook. *The Athenian democracy in the age of Demosthenes : structure, principles and ideology*. Londres: Bristol Classical Press, 1999, 496 p.
- Harribey, Jean-Marie. «Les théories de la décroissance : enjeux et limites.» *Cahiers Français*, no 337 (2007): 20-26.
- . «Du côté de la décroissance : questions encore non résolues.» *Cahiers marxistes*, no 238 (2008): 175-195.
- Illich, Ivan. «Énergie et équité.» Dans *Oeuvres complètes, volume 1*. Paris: Fayard, 2010.
- Illich, Ivan et Pierre-Emmanuel Dauzat. *La perte de sens*. Paris: Fayard, 2004, 360 p.
- Illich, Ivan. «La convivialité.» Dans *Oeuvres complètes, volume 1*. Paris: Fayard, 2010.
- Jappe, Anselm. *Crédit à mort : la décomposition du capitalisme et ses critiques*. Paris: Lignes, 2011, 254 p.
- Jappe, Anselm. *Les aventures de la marchandise : pour une nouvelle critique de la valeur*. Paris: Denoël, 2003, 297 p.
- . «Le "côté obscur" de la valeur et le don.» *Revue du MAUSS*, no 34 (2009): 96-113.
- Krisis-Gruppe - Kurz, Robert, Ernst Lohoff et Norbert Trenkle. *Manifeste contre le travail*. Paris: Léo Sheer, 2002, 110 p.

- Lagadec, Patrick. *Le risque technologique majeur : Politique, risque et processus de développement*. New York: Pergamon, 1981, 630 p. disponible en ligne <http://dx.doi.org/10.1016/B978-0-08-027058-6.50001-X>.
- Latouche, Serge. *La Méga-machine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*. Paris: La Découverte, 2004, 204 p.
- Latouche, Serge. *Le Pari de la décroissance*. Paris: Fayard/Pluriel, 2010, 302 p.
- Latouche, Serge. *Petit traité de la décroissance sereine*. Paris: Mille et une nuits, 2007, 172 p.
- . «La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures.» *Revue du MAUSS*, no 29 (2007): 225-228.
- . «Oublier Marx.» *Revue du MAUSS*, no 34 (2009): 305-313.
- Latouche, Serge. *Survivre au développement : de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Paris: Mille et Une Nuits, 2004, 126 p.
- Latouche, Serge. *Vers une société d'abondance frugale : contresens et controverses sur la décroissance*. [Paris]: Mille et une nuits, 2011, 204 p.
- Latouche, Serge et Anselm Jappe. «Existe-t-il une bonne économie ?» [*Conférence filmée*]. Bourges : 25 mai 2011. <http://www.frequency.com/video/existe-t-il-une-bonne-conomie/54040449> (consulté le 1er mai 2014).
- Leff, Enrique. «Murray Bookchin and the end of dialectical naturalism.» *Capitalism Nature Socialism*, 9, no 4 (1998): 67-93.
- Levy, Andrea. «Les dangers d'une décroissance sauvage.» *Relations*, no 765 (2013): 25-6.
- «Manifeste écosocialiste international.» *La Gauche : site web pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme par Gauche Socialiste*. mai 2002. <http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article104%22%3ELa>. (consulté le 1er juillet 2012).
- Marcuse, Herbert. *Éros et civilisation : contribution à Freud*. Paris: Éditions de Minuit, 1963, 239 p.

- Marcuse, Herbert. *L'Homme unidimensionnel : essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*. Paris: Éditions de Minuit, 1968, 286 p.
- Marcuse, Herbert. *Raison et révolution : Hegel et la naissance de la théorie sociale*. Paris: Éditions de Minuit, 1968, 476 p.
- Marcuse, Herbert. *Vers la libération : au-delà de l'homme unidimensionnel*. Paris: Denoël-Gonthier, 1970, 172 p.
- Maresca, Bruno, Pierre Tardieu et Sophie Géraud. *Occupation du temps libre : une norme de consommation inégalement partagée*. Paris: CRÉDOC, Cahier de recherche no 210 (2004), 86 p. Disponible en ligne <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C210.pdf>.
- Marx, Karl. *Le Capital, livre 1*. Paris: PUF, 1993, 993 p.
- Marx, Karl. *Manuscrits de 1844 : économie politique et philosophie*. Traduit par Émilie Bottigelli, Paris: Les Éditions sociales, 1972, 175 p. Version électronique disponible <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.man1>.
- Mattéi, Jean-François. *Les politiques d'Aristote*. Paris: Flammarion, 2008, 518 p.
- Mauss, Marcel. «Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques.» Dans *Sociologie et anthropologie*, de Marcel Mauss. Paris: PUF, 1968.482 p. Version électronique <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mam.ess3> consultée le 13 janvier 2012.
- Mignot-Lefebvre, Yvonne et Michel Lefebvre. *Les Patrimoines du futur : les Sociétés aux prises avec la mondialisation*. Paris: l'Harmattan, 1995, 252 p.
- Mongeau, Serge (dir. publ.). *Objecteurs de croissance : pour sortir de l'impasse, la décroissance*. Montréal: Écosociété, 2007, 139 p.
- Mongeau, Serge. *La simplicité volontaire, plus que jamais...* Montréal: Écosociété, 1998, 264 p.
- Mumford, Lewis. *Technics and civilization*. New York: Harcourt, Brace, 1934, 495 p.

- Observatoire des inégalités. «La répartition du patrimoine dans le monde.» 7 juin 2013 [En ligne]. <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1393> (consulté le 1er mai 2013).
- Pech, Thierry (dir. publ.). «Vivre mieux sans croissance : 10 propositions.» *Alternatives économiques*, no 323 (2013) disponible en ligne: [http://www.alternatives-economiques.fr/vivre-mieux-sans-croissance---10-propositions\\_fr\\_pub\\_1209.html](http://www.alternatives-economiques.fr/vivre-mieux-sans-croissance---10-propositions_fr_pub_1209.html).
- Perreault, Laura-Julie. «Le Québec, base du militantisme vert au pays.» *La Presse (Montréal)*, 23 mars, 2007 [En ligne] <http://www.angusreidglobal.com/wp-content/uploads/archived-pdf/2007.03.23%20La%20Presse.pdf>.
- Porquet, Jean-Luc. *Jacques Ellul l'homme qui avait presque tout prévu*. Paris: Cherche Midi, 2003, 291 p.
- Postone, Moishe. *Temps, travail et domination sociale : Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*. Paris: Mille et une Nuits, 2009, 587 p.
- Québec, Institut national de santé publique. «Changement climatique : les Québécois sont très conscients de la nécessité d'adaptation et des impacts sur la santé.» *Mon climat, ma santé [Blogue]*. 24 février 2012. <http://www.monclimatmasante.qc.ca/changement-climatique-les-quebecois-sont-tres-conscients-de-la-necessite-dadaptation-et-des-impacts-sur-la-sante.aspx> (consulté le 20 novembre 2013).
- Quessada , Dominique. «La convivialité : une relation sans Autre.» *Quaderni*, no 53 (2003/2004): 67-80. Disponible en ligne [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad\\_0987-1381\\_2003\\_num\\_53\\_1\\_1598](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad_0987-1381_2003_num_53_1_1598).
- Rudy, Alan et Andrew Light. «Social ecology and social labor: A consideration and critique of Murray Bookchin.» *Capitalism Nature Socialism*, 6, no 2 (1995): 75-106.
- Schandl, Franz. «Antiéconomie : André Gorz et la critique de la valeur.» *Critique de la valeur wertkritik*. 31 janvier 2010. [En ligne] <http://palim-psao.over-blog.fr/article--antieconomie-andre-gorz-et-la-critique-de-la-valeur-par-franz-schandl-44011656.html> (consulté le 19 août 2011).

- Schneider, Stephen. *Discours de la Fête Patronale 2007, Discours du Professeur Stephen Schneider, Université catholique de Louvain*. 2007. [En ligne] [www.uclouvain.be/46582.html](http://www.uclouvain.be/46582.html)(consulté le 11 décembre 2013).
- Scholz, Roswitha. «Remarques sur les notions de "valeur" et de "dissociation-valeur".» *EXIT*. 2000. (Traduction en français d'un extrait du livre: *Das Geschlecht des Kapitalismus*, de Roswitha Scholz.) [En ligne] [http://www.exit-online.org/textanz1.php?tabelle=transnationales&index=3&posnr=151&backt\\_ext1=text1.php#\\*](http://www.exit-online.org/textanz1.php?tabelle=transnationales&index=3&posnr=151&backt_ext1=text1.php#*) (consulté le 22 juin 2013).
- Thoreau, Henry David. *Le paradis à (re)conquérir*. Paris: Mille et une nuits, 2005, 78 p.
- Tremblay, Diane-Gabrielle. *L'expérience québécoise et canadienne en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail*. note de recherche de la Chaire de recherche sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir, Montréal: TELUQ, 2003, 31 p. Disponible en ligne <https://depot.erudit.org/id/002377dd>.
- Vercellone, Carlo. «André Gorz et la dynamique du capitalisme.» *Cahier sens public*, 3, no 11-12 (2009): 159-175. Disponible en ligne <http://www.cairn.info/revue-cahiers-sens-public-2009-3-page-159.htm>.
- Viveret, Patrick. «De Kay à Dorine, penser les enjeux émotionnels de la transformation sociale.» Dans *André Gorz : Un penseur pour le XXIe siècle*, sous la direction de Christophe Fourrel, 36-56. Paris: La Découverte, 2009.
- Wackernage, Mathis et William E. Rees. *Our ecological footprint : reducing human impact on the earth*. Philadelphia, PA: New Society Publishers, 1996, 160 p.
- WWF (World Wildlife Fund). «Rapport Planète Vivante 2012 : Biodiversité, biocapacité et développement.» 2012, 164 p. Disponible en ligne [http://www.wwf.fr/vous\\_informer/rapports\\_pdf\\_a\\_telecharger/planete\\_vivante/](http://www.wwf.fr/vous_informer/rapports_pdf_a_telecharger/planete_vivante/).
- Zin, Jean. «André Gorz, pionnier de l'écologie politique.» Dans *André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle*, sous la direction de Christophe Fourrel, 57-76. Paris: La Découverte, 2009.